

Étude nationale des retombées économiques et sociales du patrimoine

Mars 2009

Éditorial

La direction de l'Architecture et du Patrimoine du ministère de la Culture et de la Communication est responsable de la protection, de la conservation et de la transmission aux générations futures du patrimoine de la nation. Elle a pour objectif de « rendre accessibles les œuvres capitales de l'humanité, et d'abord de la France, au plus grand nombre possible », selon les termes utilisés par André Malraux pour définir les missions du ministère qui vient de fêter son cinquantenaire. La mise en valeur des monuments, leur ouverture à la visite, à l'année, saisonnière, ou ponctuelle pour les « Journées européennes du patrimoine », ont fait naître un véritable engouement du public, récompensant des décennies d'efforts conjugués et patients de l'État, des collectivités territoriales et des propriétaires privés pour la restauration et la mise en valeur des monuments historiques. Mais en dépit de ce succès, le patrimoine reste encore souvent perçu comme une charge et une source de contraintes,

alors que nous sommes convaincus qu'au-delà de sa richesse intrinsèque, il est un atout majeur pour l'attractivité des territoires, l'équilibre économique, l'identité et la cohésion sociale.

Il était donc temps de se pencher sur l'impact économique du patrimoine et de tenter une évaluation du « retour sur investissement » des crédits publics consacrés à sa restauration et sa mise en valeur.

L'Agence Régionale du Patrimoine Paca avait en 2005 entrepris cette évaluation au niveau de la région et mis au point la méthodologie d'une telle étude avec l'université d'Aix-Marseille. L'intérêt suscité par ces premiers résultats a conduit la direction de l'Architecture et du Patrimoine à demander à l'Agence d'entreprendre la même étude au niveau national. Menée avec les mêmes principes méthodologiques, l'étude ici synthétisée développe des axes d'analyse plus affinés et plus complets. Elle offre à chaque région un outil de connaissance du patrimoine de son territoire, de sa fréquentation,

des résultats économiques de son exploitation, de son impact sur l'équilibre économique régional. Cette évaluation ne prétend pas à l'exactitude mathématique. Elle a le mérite cependant de donner un instrument d'évaluation aux gestionnaires du patrimoine et de rendre visible l'activité des entreprises qui concourent à sa restauration ou qui bénéficient de son ouverture au public.

La mission fondatrice, incontestable, de conservation et de transmission du patrimoine aux générations futures est une obligation morale et culturelle de l'État et de tous les propriétaires. Mais la légitimité des deniers publics consacrés à cette mission est renforcée par la place, ici mise en évidence, que tient le patrimoine monumental dans l'attractivité et le dynamisme des territoires.

Isabelle Maréchal

Directrice-adjointe de l'Architecture et du Patrimoine
Ministère de la Culture et de la Communication



Avant-propos

Un chantier prometteur

Beaucoup de lecteurs seront surpris en prenant connaissance de cette étude. Le patrimoine bâti est encore trop souvent perçu comme une charge, que des sociétés riches peuvent à la rigueur assumer par supplément d'âmes ou par prestige, mais coûteuse et sans valeur économique. À partir de cette idée reçue, la tentation est grande de tailler dans un budget considéré comme un luxe inutile dans ces périodes d'extrêmes difficultés, où il faut éliminer les dépenses superflues. Or Hervé Passamar et son équipe démontrent exactement le contraire : loin de coûter, le patrimoine protégé est une source importante d'emplois et de revenus. Il en avait fait en 2005 une première fois la démonstration pour notre région Provence-Alpes-Côtes d'Azur. C'était une des missions de l'Agence Régionale du Patrimoine créée à l'initiative commune de la Drac et de la Région Paca. Grâce à la commande du ministère de la Culture et de la Communication et de sa direction de l'Architecture et du Patrimoine, l'étude a été élargie à l'ensemble de la France avec des résultats encore plus significatifs.

Est-ce tellement surprenant si l'on en juge par le succès des journées du patrimoine, succès qui ne se dément pas depuis plusieurs années. Ce qui fait la force de ce mouvement, c'est qu'il n'obéit pas à un effet de mode, mais qu'il s'enracine dans une mutation profonde et durable des sensibilités. Cette mutation est déjà ancienne ; elle débute dès le dix-huitième siècle avec le « Grand tour » des aristocrates anglais, allant découvrir les monuments italiens de l'Antiquité ou de la Renaissance, c'est l'origine même du tourisme et du mot lui-même. Le goût romantique des ruines développe cette curiosité dont l'écrivain Mérimée, premier inspecteur des Monuments historiques est la meilleure expression. Mais le phénomène se limite alors à une petite élite socioculturelle. Ce n'est qu'à la fin du siècle dernier, qu'il prend de l'ampleur et touche un public beaucoup plus large, en rapport avec ce que Pierre Nora a appelé « le règne de la mémoire généralisée ». En France on peut précisément dater le début de cette attirance avec l'écho et le succès imprévus de l'année consacrée au patrimoine en 1980. On ne sera pas grand prophète en prévoyant la persistance pour ne pas dire le progrès de l'attrait pour le patrimoine bâti. Au temps de la mondialisation qui donne le sentiment de l'uniformité et entraîne une perte des repères, la contemplation de témoins d'un passé plus ou moins lointain rassure et paraît une compensation à un avenir incertain. Il existe aujourd'hui de multiples formes de cette nostalgie d'anciens temps disparus. Mais les monuments inscrits dans des paysages contemporains ont une puissance d'évocation sans commune mesure et suscitent le rêve et l'imagination, l'un des attraits les plus puissants de ce tourisme patrimonial. À partir de là, nous comprenons mieux les fortes retombées économiques.

Ajoutons que cette activité ne peut pas être délocalisée et donc résiste à la logique de la mondialisation !

C'est dire que cette recherche ouvre un vaste chantier qu'il faut poursuivre activement comme le souligne la conclusion. Chantier qui n'est pas seulement théorique, mais très pratique et porteur de dynamisme économique et je n'hésite pas à dire d'espérance dans ces sombres temps de crise.

L'Agence Régionale du Patrimoine ne peut donc qu'être fière d'avoir initié cette entreprise. Nous devons remercier ceux qui l'ont rendu possible et ceux qui l'ont réalisée, Hervé Passamar et l'équipe qui l'entoure.

Philippe Joutard
Président de l'Agence Régionale du Patrimoine Paca

Introduction	P. 05
Les retombées directes du patrimoine	
Définition du champ d'étude et de la méthodologie	P. 06
I. Le positionnement des Drac	P. 06
I.1 Un nécessaire accompagnement de la démarche...	P. 06
La clarification du cadre	
Une démarche à double détente	
Une démarche inscrite dans la durée	
I.2 Des difficultés d'ordre technique... mais une adhésion quasi unanime	P. 07
Les difficultés d'ordre technique	
Un intérêt manifeste	
I.3. Les thématiques et propositions récurrentes évoquées lors des réunions Drac	P. 08
La délimitation du champ de l'étude au patrimoine protégé	
La problématique emploi / métiers / compétences	
La question spécifique des musées	
Les modes de valorisation pour les sites et monuments hors billetterie	
Les modalités permettant de se livrer à des travaux sur les territoires spécifiques	
II. Des gestionnaires entre réticences et adhésion	P. 09
Une mobilisation considérable pour l'obtention des données	
La nécessité de valider la démarche	
Une constante sollicitation des gestionnaires	
La constitution d'une liste de monuments « incontournables »	
La situation spécifique des Dom-Tom, du Languedoc-Roussillon et de la Corse	
III. Commentaires et analyses	P. 10
Quelques chiffres extraits de la base de données	
III.1. Les retombées sociales directes du patrimoine	P. 10
Les emplois du patrimoine dans les sites, monuments protégés et Musées de France	
Les emplois au sein des administrations en charge du patrimoine	
Les emplois de guides du patrimoine	
III.2. Les retombées économiques directes du patrimoine	P. 14
Les recettes enregistrées à la billetterie	
Les recettes provenant de l'exploitation d'une boutique-librairie	
Les recettes liées aux visites guidées payantes	
Les recettes des audioguides	
Les recettes suscitées par l'organisation d'évènements	
Les autres recettes	

Les retombées indirectes du patrimoine

I.	Les retombées sociales du patrimoine	P. 20
	I.1. Les emplois liés à la restauration du bâti	P. 20
	I.1.1. Les emplois mobilisés par les entreprises de travaux de restauration	
	I.1.2. Les emplois mobilisés par les entreprises artisanales du bâtiment	
	I.1.3. Les architectes du patrimoine	
	I.2. Les autres emplois liés à la restauration	P. 23
	I.2.1. Les restaurateurs	
	I.2.2. Les emplois dans les laboratoires et instituts de recherche en restauration de biens culturels	
	I.3. Les emplois touristiques liés au patrimoine	P. 24
	I.4. Les autres emplois indirects liés au patrimoine	P. 27
	I.4.1. Les emplois dans les formations liées au patrimoine	
	I.4.2. Les emplois de la recherche dans le domaine du patrimoine	
	I.4.3. Les emplois des métiers d'art liés au patrimoine	
	I.4.4. Les experts	
II.	Les emplois induits	P. 32
III.	Les retombées économiques indirectes du patrimoine	P. 33
	III.1 L'impact économique indirect lié à la restauration du bâti	P. 33
	III.1.1. Les entreprises de travaux de restauration	
	III.1.2. Les entreprises artisanales du bâtiment	
	III.2. L'impact économique du tourisme patrimonial	P. 35
	III.2.1. Les consommations touristiques et dépenses journalières des touristes patrimoniaux	
	III.2.2. Les retombées du patrimoine en termes de taxe de séjour	
	III.3. Les autres retombées économiques indirectes liées au patrimoine	P. 37
IV.	Les retombées du patrimoine en termes de financements publics	P. 38
	IV.1. La restauration du patrimoine bâti	P. 38
	IV.2. La restauration du patrimoine matériel (coll. des musées)	P. 38
	IV.3. Estimation globale des différents financements mobilisés	P. 38
	Tableaux synthétiques des données nationales	
	France métropolitaine	P. 44
	Dom-Tom	P. 46
	Retombées sociales directes	P. 48
	Retombées économiques directes	P. 49
	Retombées sociales indirectes	P. 50
	Retombées économiques indirectes	P. 51
	Conclusion	P. 52

Table des abréviations P. 55

Glossaire P. 55

Annexes P. 56

1. L'enquête réalisée auprès des gestionnaires de patrimoine
2. Les monuments dits « incontournables »
3. Le questionnaire Gestionnaire de site, de monument protégé ou de MDF
4. Tableaux synthétiques régionaux
5. Liste des contacts permettant l'appréciation des retombées économiques et sociales du patrimoine
6. Liste des études consultées pour l'évaluation des retombées économiques et sociales du patrimoine

Remerciements P. 152

Chiffres clés du patrimoine en France P. 153



Puits aérien, Trans-en-Provence, 2008 © Pascal Martinez

Introduction

Les nouvelles configurations territoriales, la recomposition des missions et des compétences publiques et institutionnelles associées aux lois de décentralisation redessinent dans le champ du patrimoine les modalités et espaces traditionnels de collaboration et d'action. On assiste ainsi au passage d'une « stricte » logique de site axée sur la restauration des monuments et édifices à une démarche privilégiant leur inscription dans un environnement élargi, d'une approche essentiellement curative du patrimoine bâti à une approche préventive, dynamique, systémique. Pour être durablement sauvegardé, le patrimoine doit avoir une fonction, répondre à un besoin contemporain.

La valorisation du patrimoine s'inscrit donc désormais dans une perspective de politique intégrée, d'attractivité et de dynamisation des territoires ; la prise de conscience du rôle économique significatif joué par le patrimoine et la nécessité d'en mesurer l'impact se renforcent ; on passe du souci de maintenir la « source de la rente » à une démarche dynamique de production de services fortement territorialisée, articulant des dimensions culturelles, historiques, scientifiques, sociales, économiques... Les différents acteurs institutionnels, politiques, techniques, associatifs, scientifiques intervenant sur le champ du patrimoine sont ainsi confrontés à une complexité et à des enjeux nouveaux : besoins accrus d'information, de méthodes et de données fiables, de mise en réseau, d'expertise, de développement de capacités collectives d'intervention.

Dans ce contexte, la mesure et la prise en compte de l'impact économique et social du patrimoine représentent un enjeu déterminant pour les différents acteurs (institutionnels, associatifs, économiques, scientifiques) qui interviennent dans sa gestion, sa restauration, sa conservation et sa valorisation.

L'Agence Régionale du Patrimoine Provence-Alpes-Côte-d'Azur s'était engagée en 2005 dans la mise en œuvre d'un système d'observation permettant d'en établir un état des lieux général (visiteurs, financements, métiers, emplois, entreprises), démarche aujourd'hui étendue à l'ensemble du territoire national à l'initiative de la Direction de l'architecture et du patrimoine du ministère de la Culture.

Cette étude, conduite de mars 2007 à décembre 2008, a mobilisé l'ensemble des Drac et des gestionnaires de sites et monuments protégés ouverts au public, les observatoires régionaux du tourisme, les entreprises de restauration des « Monuments historiques ». Elle intègre aussi les différentes données disponibles et les travaux conduits sur ce secteur, notamment ceux de Xavier Greffe sur lesquels nous nous sommes à nouveau appuyés et que nous souhaitons ici remercier.

S'il ne peut prétendre à la production de données exhaustives sur les dimensions indirectes et induites, ce travail permet de repérer les différentes formes d'impact du patrimoine, les caractéristiques régionales, la nature précise des retombées directes, les tendances.

Plus largement, il souligne et atteste à quel point, loin d'être une charge, le patrimoine est porteur d'une dynamique économique conséquente.

Ceci est de nature à aider les institutions concernées et les acteurs du patrimoine à valoriser les projets et actions conduits, à s'engager sur des politiques de valorisation ambitieuses et efficaces.

Ce document présente de manière synthétique la méthodologie appliquée, les principaux résultats et les préconisations permettant une appropriation large et durable de la démarche entreprise.

Les retombées directes du patrimoine

Définition du champ d'étude et de la méthodologie

Cette première partie de l'étude nationale des retombées du patrimoine, liée aux retombées directes, a pour objectif d'analyser les données économiques et sociales recueillies auprès des **gestionnaires de sites, monuments historiques et de Musées de France, ouverts plus de 40 jours par an, disposant d'une billetterie et/ou inclus dans un système de visite guidée payante.**

Ce travail s'est appuyée en partie sur les Drac où des réunions d'information ont été organisées afin d'expliquer les objectifs et modalités de l'étude et définir la liste des monuments concernés.

L'ARP Paca, afin de rationaliser la communication et le recueil d'informations avec les gestionnaires (relances automatisées et envoi de mails d'information), a créé **une base de données et un site Internet**, facilitant la collecte et l'analyse de données.

Les gestionnaires accèdent ainsi au(x) questionnaire(s) de leur(s) site(s) sur leur espace privé¹. L'ensemble des chiffres ayant pu donner une estimation des impacts sociaux et économiques directs du patrimoine ont été recueillis entre septembre 2007 et novembre 2008.

I. Le positionnement des Drac

I.1. Un nécessaire accompagnement de la démarche...

– La clarification du cadre

Il avait été initialement envisagé de conduire ces réunions au sein des Drac dans une dizaine de régions mobilisées plus spécifiquement, les autres participant à la démarche exclusivement sous l'aspect des retombées économiques et sociales directes. Très rapidement, l'élargissement de la démarche à l'ensemble des régions est apparu plus pertinent, et toutes ont été associées à la démarche globale.

Même s'il a été décidé « d'alléger » au maximum le travail demandé aux Drac, nous avons réalisé qu'au-delà des difficultés d'ordre technique que nous abordons plus bas, il convenait de **lever quelques doutes et d'apporter des clarifications quant aux enjeux et finalités** de l'étude (pour qui ? pour quoi ?, etc.). En effet, comme c'est assez souvent le cas dans les démarches économiques et sociales dans le champ de la culture, nous avons parfois été confrontés à une « suspicion » de recherche de profit, de marchandisation et de privatisation larvée du bien commun, de dissimulation d'enjeux cachés... Nous avons donc été amenés à apporter à nos interlocuteurs **des précisions sur le cadre général** et les (bonnes...) intentions des initiateurs de cette démarche : nécessaire démarche de connaissance et de lisibilité, approche rationnelle de valorisation de leurs politiques, prise en compte des dimensions sociales, travail inscrit dans un contexte plus large de territorialisation et de transversalité des politiques patrimoniales, recours aux instruments économiques conçus comme un moyen, un vecteur de valorisation culturelle, et non une finalité...

¹ Questionnaire type Gestionnaire en annexe 3. Celui-ci est également accessible sur le site Internet www.impact-patrimoine.fr.

Il est clair que ces éléments (évoqués à chaque rencontre) **ont été des préalables à l'implication de nos partenaires** et ne sont que très difficilement transmissibles par téléphone ou mail.

– Une démarche à double détente

Il est apparu nécessaire et utile que la démarche, parallèlement à l'objectif de production de données nationales, soit **décrite et valorisée dans sa dimension régionale**. La constitution et la transmission des fichiers à l'ARP n'est plus la simple contribution à une enquête nationale, mais participe aussi **d'une démarche autonome de réalisation d'un état des lieux régional de l'impact du patrimoine protégé faisant l'objet d'un document spécifique**.

– Une démarche inscrite dans la durée

Nous avons clairement positionné cette étude dans un processus plus long, comme une nécessaire étape d'état des lieux, de coproduction de données et de recours plus systématique à des instruments de collecte et d'analyse d'informations. Nos interlocuteurs sont conscients de l'intérêt de se doter d'instruments de mesure permettant dans la durée l'analyse de tendances, d'évolutions et de changements. **La mise en œuvre de systèmes d'observation locaux, largement ouverts aux partenaires scientifiques (universités, laboratoires de recherche, organismes de formation...), apparaît comme l'enjeu le plus significatif de cette démarche**.

L'analyse de l'impact du patrimoine est en effet clairement appréhendé par eux comme une première et indispensable étape permettant de cadrer et faciliter leurs travaux dans des domaines aussi différents que les modes de gestion, la professionnalisation, la mise en réseau des acteurs du patrimoine, etc.

I.2. Des difficultés d'ordre technique... mais une adhésion quasi unanime

– Les difficultés d'ordre technique

La principale difficulté réside dans le fait que la **majorité des Drac ne détient pas de fichier correspondant à nos attentes** (gestionnaires de sites ou monuments protégés ouverts au public), ce qui a impliqué pour eux soit une création ex nihilo à partir d'autres bases disponibles, soit un travail d'adaptation aux critères à partir d'un fichier ou d'une base « gestionnaire » existante (en général, fichier utilisé pour les invitations aux journées du patrimoine). Parfois s'est posée aussi la question de l'absence d'adresse mail des monuments répertoriés sur ces documents et la nécessité pour les Drac de les faire apparaître avant transmission à l'ARP.

Ceci révèle assez logiquement le positionnement des Drac qui appréhendent bien plus le patrimoine sous sa dimension « sites et monuments » qu'à travers une entrée par gestionnaires. Ceci a compliqué la production des fichiers sollicités (méconnaissance des gestionnaires, de leurs coordonnées, etc.).

Toutefois, il faut souligner que nos interlocuteurs sont conscients en majorité de cette situation et ont **considéré comme un investissement nécessaire et utile le travail qui leur était demandé**.

– Un intérêt manifeste

Une fois levés les doutes et questionnements, **les interlocuteurs ont pour la plupart d'entre eux adhéré à ce processus** et ont manifesté un grand intérêt pour la problématique de valorisation économique et sociale du patrimoine.

Par ailleurs, la prise de conscience par les différents acteurs de la **territorialisation des actions** de valorisation et de gestion du patrimoine et des effets de la décentralisation accentue l'intérêt d'une démarche partenariale et interinstitutionnelle de coproduction de données et de partage de l'information.

Enfin, dans le contexte de la mise en place de la LOLF, les personnels en charge du patrimoine au sein des Drac et les partenaires participants **considèrent souvent que ces démarches de diagnostic économique et social permettent de mieux valoriser et crédibiliser leur action.**

De plus, l'extension de la démarche aux problématiques sociales, notamment sur le volet « emploi / qualification » représente pour la majorité des interlocuteurs un intérêt complémentaire.

I.3. Les thématiques et propositions récurrentes évoquées lors des réunions Drac

– La délimitation du champ de l'étude au patrimoine protégé

Ce fut un choix essentiellement motivé par un souci de rationalisation et de simplification de la démarche, son extension à l'ensemble du champ du patrimoine à l'aide des mêmes outils (site et base de données) étant bien entendu possible – voire souhaitable. La région Rhône-Alpes a d'ailleurs sollicité l'Agence pour la mise en place d'un travail spécifique au patrimoine non protégé.

– La problématique emploi / métiers / compétences dans le champ du patrimoine et la réflexion sur ses évolutions a été évoquée lors de presque toutes nos rencontres comme porteuse d'enjeux considérables et devant faire l'objet d'une démarche spécifique et approfondie ; **c'est autant la question de la professionnalisation des gestionnaires qui est ainsi abordée que celle, collective, des acteurs et institutions en charge du patrimoine.** Quelques régions souhaiteraient s'engager sur des démarches d'approfondissement.

– La question spécifique des musées

L'ensemble des Drac ont soulevé la question de l'intégration des musées à l'enquête : il a été décidé de les intégrer, quelle que soit la nature ou l'absence de classement dont font l'objet les sites et monuments. Toutefois, le label « Musée de France » restait nécessaire.

– Les modes de valorisation pour les sites et monuments hors billetterie

Ce questionnement systématique (et légitime) portait sur la prise en compte et la valorisation des monuments et sites ne faisant pas l'objet de billetterie ; on assiste là à une volonté de dépassement du cadre proposé qui s'accompagne pourtant parfois de difficultés à produire le fichier sollicité. Ces sites ont été exclus de l'étude, mais on peut toutefois concevoir que l'ouverture du système d'observation à cette typologie de monuments pourrait être envisageable (et pertinente) dans un second temps.

– Les modalités permettant de se livrer à des travaux sur des territoires spécifiques

Si le territoire régional est pertinent d'un point de vue administratif, le souhait de quelques acteurs de conduire des diagnostics économiques et sociaux du patrimoine sur des territoires plus restreints peut paraître tout à fait intéressant et en prise avec les nouvelles configurations territoriales (Pays, agglomérations, Communauté de communes) et avec des sites faisant l'objet de labels spécifiques (« villes et cités de caractère », « VPAH », villes classées au patrimoine Unesco, etc.).

II. Des gestionnaires entre réticence et adhésion

– Une mobilisation considérable pour l'obtention des données

Au cours de l'étude, il a été nécessaire de donner un appui plus important aux Drac et aux gestionnaires pour l'élaboration et la transmission des fichiers, l'accès au site « impact-patrimoine », les réponses attendues.

– Une constante sollicitation des gestionnaires

Les gestionnaires, fréquemment sollicités par les offices de tourisme, les CRT et diverses collectivités, ont manifesté une certaine lassitude à la perspective de devoir répondre à notre enquête, d'autant que celle-ci portait sur des informations à caractère économique et social avec lesquelles ils sont peu familiers (la plupart des demandes auxquelles ils ont à répondre concernant les fréquentations et heures d'ouverture).

– La constitution d'une liste de monuments « incontournables »

Face à ces difficultés et au faible nombre de réponses, **il a été décidé de se centrer sur une liste comptant 10 sites dits « incontournables » par région ; ces derniers produisant l'essentiel des recettes**. Afin d'élaborer ce fichier, nous avons croisé les fichiers Drac avec ceux des comités régionaux du tourisme et de la base Pausanias, en fonction du critère « fréquentation ».

Il faut noter qu'en s'appuyant sur les 10 sites « incontournables » de chaque région, nous avons effectivement une vision quantitative nationale des impacts directs cohérente, mais une analyse transversale (cumul des données) privilégiant certaines régions pour lesquelles nous avons des fichiers exhaustifs. Il est clair que l'obtention de données complètes prenant en compte **l'ensemble des sites** serait nécessaire pour obtenir une vision exhaustive et rendre compte de manière qualitative la prégnance du patrimoine sur tous les territoires, mais elle n'apporterait pas de changements significatifs dans les résultats obtenus.

La situation spécifique

– Des Dom-Tom

Après réception des listings des sites, monuments historiques et musées de France, il a été constaté que les Dom-Tom avaient une politique patrimoniale axée sur le libre accès aux sites protégés. En effet, la majorité de ces sites ne possède pas de structure d'accueil, les visites sont libres et aucun système de comptage n'a été mis en place. Une mise en valeur du patrimoine, de l'accueil et de l'accès est souvent étudiée, particulièrement en Guyane et en Guadeloupe. Les conseils généraux ont une politique dynamique et mettent en place des outils de vulgarisation. Pour des raisons pratiques, la Réunion n'a pas pu être intégrée dans cette étude.

– Du Languedoc-Roussillon

Parallèlement à l'étude nationale, la Région et la Drac Languedoc-Roussillon ont commandité au cabinet *Figesma Conseil* une étude sur les retombées du patrimoine. Le cumul des emplois sur site a été intégré dans les résultats. Cependant, les recettes directes liées au patrimoine n'ont pu être intégrées dans les résultats nationaux (données globales reçues le 15 janvier 2009). Elles seront mentionnées à titre indicatif. Les chiffres relatifs à la partie indirecte des retombées du patrimoine ont été calculés par l'ARP avec la méthodologie utilisée pour toutes les régions, ceci afin d'établir des ratios nationaux sur la même base.

– De la Corse

Au moment de l'inventaire des sites, il a été constaté que ceux sélectionnés à travers les documents du CRT Corse étaient en grande majorité fermés au public, ou en accès libre. La Drac ne gérant que les autorisations de travaux et le reste de ses missions étant transféré à la Collectivité Territoriale Corse (CTC), il est assez complexe d'avoir un retour sur les retombées économiques et sociales du patrimoine en Corse.

III. Commentaires et analyses

Quelques chiffres extraits de la base de données

Après réception des fichiers Gestionnaires fournis par 17 Drac, et réalisation d'un fichier « incontournables » pour les autres régions, les données ont été intégrées à une base de données accessible via Internet www.impact-patrimoine.fr. Chaque gestionnaire a accès à un espace privé lui permettant de saisir ses informations liées aux recettes (billetterie, boutiques, visites guidées, audioguides, événements et autres), aux subventions publiques et privées et au nombre de personnes salariées.

La base de données comprend 3 396 monuments gérés par 2 613 structures publiques ou privées. Certains de ces sites ne répondant pas aux critères ne font donc pas partie de l'étude finale ².

1 234 sites ont au moins un champ de l'étude rempli, soit 40 % du nombre total de sites. Concernant les 207 « incontournables », **183 (hors Dom-Tom) ont répondu au questionnaire, soit 87,5 % de taux de réponse.**

III.1. Les retombées sociales directes du patrimoine

Les données concernant l'impact social direct du patrimoine sont issues des questionnaires fournis par les gestionnaires, l'année de référence étant 2007. Les chiffres figurant tout au long de l'étude concernent tout d'abord ceux des sites « incontournables », puis ceux de l'ensemble des gestionnaires répondants.

– Les emplois du patrimoine dans les sites, MH et MDF ³

Les emplois directs du patrimoine sont ceux mobilisés par les monuments, sites et Musées de France, ouverts au public plus de 40 jours par an, avec une billetterie, ou inclus dans un système de visite guidée payante. Ces personnes ont en charge la préservation, la conservation, la gestion, la mise en valeur et l'accessibilité des publics. Sur les 207 sites « incontournables » situés en France métropolitaine, **le nombre de personnes travaillant à temps plein a été estimé à 7 675, dont 4 550 en région Île-de-France** (soit 58 % de l'effectif national).

Les Dom-Tom (Guadeloupe, Martinique et Guyane) comptent 205 personnes.

Soit un global en France de 7 880 personnes travaillant au sein de ces sites.

Si l'on tient compte de l'ensemble des sites répondants et des données fournies par la région Languedoc-Roussillon, **10 457 personnes sont salariées au sein des patrimoniaux en France métropolitaine**, dont 4 310 en Île-de-France.

Pour l'ensemble du territoire français, nous pouvons estimer à 10 662 personnes le nombre de personnes travaillant au sein d'un site lié au patrimoine.

Les sites et monuments gérés par le **Centre des Monuments Nationaux** représentent sur l'ensemble du territoire français 414 emplois temps plein – agent de l'État et 592 emplois temps plein – personnel CMN, **soit un total de 1 006 équivalents temps plein. En fonction des chiffres des gestionnaires ayant répondu à cette question, 1 salarié sur 10 travaille au sein du Centre des Monuments Nationaux.**

² Ces chiffres, extraits de la base de données nationale, n'intègrent pas les monuments situés en région Languedoc-Roussillon. Celles-ci ont été transmises via *Figesma Conseil* par la Région et la Drac.

³ Ne sont pas comptabilisés ici les emplois des régions Corse et Réunion.

– Les emplois au sein des administrations en charge du patrimoine

Il s'agit du personnel travaillant au sein des services administratifs dont les missions sont liées à la préservation, la gestion et à la valorisation du patrimoine.

Grâce aux données éditées par l'Insee et l'observatoire du CNFPT, il a été possible de déterminer le nombre de personnes travaillant dans la fonction publique territoriale. En effet, dans une note de conjoncture n° 11 publiée en avril et mai 2007, il a été estimé en janvier 2007 ⁴ que **19 500 personnes travaillent au sein des services Culture-Patrimoine des différentes collectivités territoriales**. Elles représentent 1,2 % de l'effectif global des employés territoriaux. 66 % des employés territoriaux travaillent au sein des communes.

Au sein des Drac et des SDAP, on dénombre 1 489 personnes. 30 personnes travaillent au sein des Drac des Dom-Tom et gèrent souvent l'ensemble des missions liées à la valorisation du patrimoine et des musées. 164 personnes travaillent au sein des différents services liés à la valorisation du patrimoine à la Drac Île-de-France. Ont ainsi été comptabilisés ici les services de la Conservation régionale des monuments historiques, Vpah, musées et les différents SDAP exerçant au sein des départements. Le personnel des Centres des Monuments nationaux (414 personnels État) n'est pas comptabilisé ici, puisqu'intégré dans les *Emplois directs du patrimoine dans les monuments et sites*.

Nous estimons ainsi en France que le nombre total de personnes (employés territoriaux et agents d'État) travaillant au sein des administrations et en charge du patrimoine et des musées est de 20 989.

– Les emplois de guides du patrimoine

Il est important de souligner la difficulté de définir précisément le nombre de guides du patrimoine au sein d'une région. Ces derniers, qui ont pour mission l'accueil, l'information, la transmission des connaissances et la vulgarisation historique et architecturale, doivent être agréés par les préfetures, mais en cas de déménagement, ou d'arrêt de leur activité, les modifications ne sont pas toujours effectuées auprès des services compétents. Afin d'avoir une estimation la plus fine possible, il a été décidé de comptabiliser les guides conférenciers ayant passé l'examen validé par les Drac.

Nous estimons ainsi à 1 391 le nombre de guides du patrimoine en France. Parallèlement, après vérification auprès des services des préfetures, **1 552 guides VPAH et 950 guides conférenciers nationaux seraient enregistrés.** **Ainsi, selon les données des préfetures, 2 502 guides du patrimoine sont enregistrés en France.**

Le nombre de guides du patrimoine est donc estimé entre 1 391 et 2 502, selon les sources. Au sein des Dom-Tom, 3 guides ont été comptabilisés.

Nous tenons à attirer l'attention sur le fait que ce chiffre est une. En effet, ne sont pas forcément comptabilisés les guides inscrits et exerçant dans des centres d'interprétation, des structures privées, comme les agences de voyages, les croisiéristes ou à titre indépendant. Ceci explique également la surreprésentation de la région Paca, où une analyse plus fine avait pu être effectuée auprès des principales villes touristiques et des différentes préfetures.

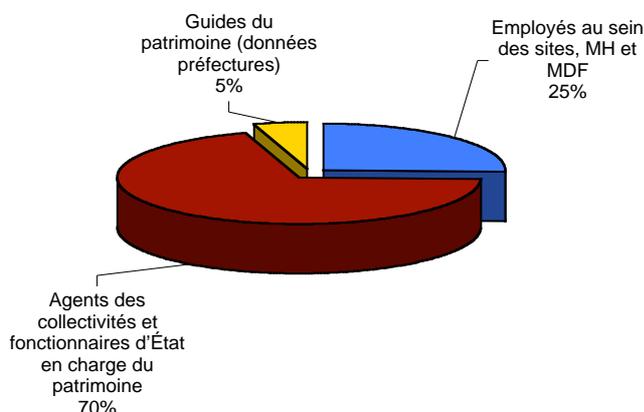
⁴ Estimation des effectifs au 1^{er} janvier 2006 et des recrutements envisagés au cours de l'année 2007.

Conclusion de cette partie consacrée à l'impact social direct du patrimoine

France métropolitaine

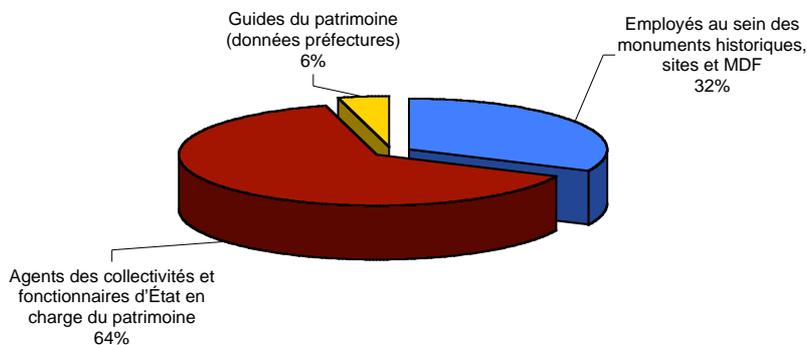
En fonction des réponses des « incontournables », les emplois directs liés au patrimoine protégé bâti sont estimés à environ 30 055 emplois.

- Employés au sein des sites, MH et MDF	7 675
- Agents des collectivités et fonctionnaires d'État en charge du patrimoine	20 989
- Guides du patrimoine (données Drac)	1 391



En intégrant l'ensemble des répondants des sites, monuments ou MDF, les emplois directs sont estimés à environ 32 837.

- Employés au sein des sites, MH et MDF	10 457
- Agents des collectivités et fonctionnaires d'État en charge du patrimoine	20 989
- Guides du patrimoine (données Drac)	1 391



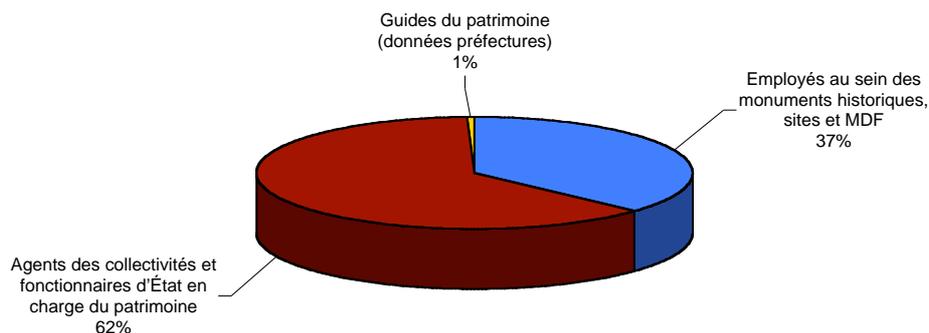
Dom-Tom

En raison du nombre total de sites, monuments protégés et de MDF correspondant à l'étude, il n'a pas été besoin de définir une liste d'« incontournables ».

Nous tenons à attirer l'attention sur le faible taux de retour des gestionnaires, ces données sont donc en dessous de la réalité.

Les emplois directs liés au patrimoine protégé bâti sont de 553.

- Employés au sein des sites, MH et MDF	205
- Agents des collectivités et fonctionnaires d'État en charge du patrimoine	345
- Guides du patrimoine (données Drac)	3



En tenant compte de l'ensemble des gestionnaires répondants (France métropolitaine et Dom-Tom), les retombées directes sociales du patrimoine ont été estimées à 33 390 et sont réparties ainsi :

- Employés au sein des sites, MH et MDF	10 662
- Agents des collectivités et fonctionnaires d'État en charge du patrimoine	21 334
- Guides du patrimoine (données Drac)	1 394

III.2. Les retombées économiques directes du patrimoine

Concernant l'impact des retombées économiques directes, l'ARP a repris l'ensemble des chiffres fournis par les gestionnaires des sites, monuments et MDF pour l'année 2007. Il convient ici de préciser que ces données n'intègrent pas certains domaines nationaux comme celui de Courson ou des musées nationaux comme Orsay, le musée Guimet ou le musée des Armées à Paris.

– Les recettes enregistrées à la billetterie ⁵

Il a été constaté que de plus en plus de musées et de sites proposaient la gratuité. Ceci a été confirmé au moment de l'analyse des chiffres fournis par la direction des Musées de France et des divers entretiens avec les gestionnaires de sites, monuments et musées. Certains établissements ne font payer que les expositions temporaires, l'accès aux collections est gratuit (exemple : musées de la Ville de Paris).

Dans les Dom-Tom, la majorité des sites patrimoniaux et des musées sont gratuits. En Guyane, les monuments historiques gérés par le conseil général ne génèrent pas de recettes directes ; pour exemple l'accès aux sites de la Poudrière, du Fort Diamant, ou des Roches Gravées du Mahury, est libre et les visites gratuites.

En sélectionnant les « incontournables », nous avons pour certaines régions une surreprésentation des édifices religieux qui en raison de leur fonction culturelle n'imposent pas de paiement à l'entrée, mais proposent des visites guidées organisées.

Le cumul des recettes validées par les gestionnaires « incontournables » répondants représente, pour la France métropolitaine, un **total de recettes Billetterie d'environ 242,7 millions d'euros et de 257,6 millions d'euros pour l'ensemble des répondants** ⁶. La région Île-de-France représente environ 69,5% des recettes totales. Pour les Dom-Tom, les recettes des billetteries sont estimées à 1,1 million d'euros.

Au total sur l'ensemble du territoire français, les billetteries liées au patrimoine sont estimées à 243,8 millions d'euros pour les « incontournables » et à 258,7 millions d'euros pour l'ensemble des répondants.

– Les recettes provenant de l'exploitation d'une boutique-librairie

Sur les 207 sites dits « incontournables », 133 (soit 64,2 %) ont rempli ce champ. Certains n'ont pas pu répondre, les boutiques-librairies étant gérées par une autre structure. Des administrateurs de sites ont ainsi mis dans le champ *Autres recettes* la redevance liée à la location de l'espace boutique. D'un point de vue financier, il n'y a parfois aucun lien entre l'administrateur du site et celui de la boutique-librairie. Pour les sites et les musées communaux, nous n'avons pas le détail des recettes Librairie par site, ces dernières étant intégrées à un compte général.

Le montant des recettes 2007 liées à l'exploitation d'une librairie ou d'une boutique des sites « incontournables » est de 87 millions d'euros et de 92,1 millions d'euros pour l'ensemble des répondants. Pour les Dom-Tom, les recettes 2007 Boutique-Librairie sont estimées à 335 000 euros.

Au total, le montant des recettes « incontournables » est estimé à 87,3 millions d'euros et à 92,4 millions pour l'ensemble des gestionnaires répondants.

L'Île-de-France représente 78 % du total des recettes « incontournables » et 74 % du total des recettes des répondants en France métropolitaine.

⁵ Ne sont pas comptabilisées les recettes liées aux retombées directes du patrimoine des régions Corse, Languedoc-Roussillon et Réunion.

⁶ 562 sites, monuments ou musées de France ont répondu à cette question.

Sur le plan national, le poste Billetterie représente la 3^e ressource financière, il est à noter que **pour 80 % des structures patrimoniales, il constitue le second poste de recettes**. Cette différence est due aux *Autres recettes* des « incontournables » qui constituent une ressource importante. Les sites prennent fortement en considération ces espaces dédiés à la vente et développent toute une gamme de produits dérivés afin de répondre aux attentes des visiteurs. Les boutiques-librairies, au sein des MDF et des monuments sont en majorité gérées par des structures privées indépendantes, ou par la Réunion des Musées Nationaux. Celle-ci possède un service marketing et développement produits, réaménage ses espaces de ventes et développe le web.

– Les recettes liées aux visites guidées payantes

Les visites guidées représentent une ressource financière supplémentaire pour les sites, monuments et Musées de France ; **elles constituent la quasi-totalité des ressources économiques des édifices religieux** (cathédrale, église...). En effet, ces derniers n'ayant pas de système de billetterie, les ressources émanent de dons libres et des visites guidées. Ces dernières sont organisées par l'office du tourisme, diverses associations d'amis, ou par les animateurs du service Patrimoine de la ville. Nous avons donc contacté l'ensemble des responsables afin d'avoir une estimation la plus précise possible des fréquentations et des retombées économiques. Ces structures étant en majorité des associations d'amis, elles sont principalement composées de bénévoles, et une estimation précise des recettes n'est pas possible.

Sur l'ensemble des sites, monuments ou MDF « incontournables » ayant répondu (soit 132 sites), 83 déclarent organiser ou avoir des visites guidées. Certains ont inclus dans cette rubrique les ateliers pédagogiques et les visites scolaires accompagnées. Il n'y a pas de gestionnaire répondant en Auvergne ; ceci peut s'expliquer par le fait que 3 établissements incluent le prix de la visite guidée dans le billet d'entrée. Il a été constaté également qu'au niveau national, de plus en plus de sites incluent ce service dans une tarification globale. Les recettes de ces visites guidées sont donc enregistrées dans les recettes Billetterie. Dans les sites et musées communaux et départementaux, les visites guidées scolaires sont souvent gratuites.

Les recettes liées aux visites guidées des « incontournables » sont estimées à 13,9 millions d'euros et à 16 millions d'euros pour l'ensemble des répondants. Pour les Dom-Tom, elles représentent une recette de 65 500 euros.

Pour l'ensemble des gestionnaires français, les recettes globales liées aux visites guidées sont de 16 millions d'euros. Les sites en région Île-de-France représentent 73 % de ses recettes.

– Les recettes des audioguides

De plus en plus de sites, de monuments historiques et de musées proposent à leurs visiteurs des audioguides, facilitant la médiation et la déambulation au sein des salles. Ils sont désormais bilingues, voire trilingues, et certains établissements ont même mis en place des audioguides pour le jeune public. Il a été constaté lors des tris des questionnaires que des gestionnaires incluent cette prestation dans le tarif d'entrée. Ainsi pour certaines régions, nous n'avons pas d'estimations. Au total, 30 sites ont rempli ce champ, mais nous savons qu'un nombre plus important en met à la disposition des publics.

Les recettes Audioguides sont ainsi estimées à environ 2 millions d'euros pour les sites « incontournables » et pour l'ensemble des répondants, ce montant est sensiblement le même.

En fonction des réponses des gestionnaires **des Dom-Tom, nous n'avons pas de recettes audioguides.**

– Les recettes suscitées par l’organisation d’évènements

50 sites sur les 207 « incontournables » ont répondu à cette question et 84 sur l’ensemble des répondants. Lors des entretiens avec les gestionnaires, il a été fait part de l’organisation de festivals, concerts, conférences, spectacles ou de manifestations diverses qui drainent un public nombreux. Ces évènements sont souvent organisés par des structures extérieures et les gestionnaires des sites ou des collectivités n’ont que peu connaissance de la nature de ces retombées économiques. Certains organisateurs ont été contactés et nous avons ainsi pu intégrer leurs réponses à la base. La partie événementielle est donc ici largement sous-estimée. Ces recettes peuvent apparaître extrêmement importantes dans certaines régions, les gestionnaires ayant inclus les entrées liées aux expositions temporaires.

De plus, la prise en compte des recettes suscitées par l’organisation d’évènements reste problématique. En effet, il conviendrait à notre sens de ne retenir (comme ce qui a été fait en région Paca) que les recettes issues des évènements ou des activités intégrés au sein des sites et monuments et inscrits dans une politique culturelle globale. Par ailleurs, afin de mobiliser des ressources nécessaires à la gestion et à la restauration, les gestionnaires privés organisent de plus en plus de manifestations sur leurs sites (marché aux fleurs, fêtes médiévales, feux d’artifices...). Cette ressource financière liée à des évènements ponctuels n’est pas négligeable et représente au niveau national presque 10 % des recettes globales.

En intégrant les données fournies par certains « incontournables » (Le Louvre, le Domaine de Versailles, avec Versailles Évènement, une structure à part...), ce poste devient la seconde ressource financière des gestionnaires patrimoniaux (sont comptabilisées ici les soirées mécénat, les grandes eaux nocturnes, les fêtes de nuit, les concerts...).

Les recettes liées à l’organisation d’évènements par les gestionnaires « incontournables » sont d’environ 11,7 millions d’euros et de 12,5 millions d’euros pour le total des répondants. 46 % des recettes sont réalisées par des gestionnaires situés en Île-de-France.

Pour les Dom-Tom, ces recettes sont estimées à 11 817 €.

Ceci représente un total national de 11,7 millions d’euros pour les « incontournables » et de 12,5 millions pour le total des répondants.

– Les autres recettes

Les autres recettes sont assez diversifiées. Elles correspondent à la redevance des concessions (boutiques, librairie ou restaurant), au CA du restaurant – s’il est géré par le site –, aux locations de salles pour des tournages, aux droits photos, aux espaces publicitaires, aux produits financiers, à la location de vélos sur les sites, au petit train...

Ces sommes sont surtout le fait de quelques sites majeurs qui ont les moyens humains et surtout la possibilité d’utiliser la notoriété de leur site pour obtenir des retours financiers tels que redevances, droits photos. De plus en fonction de la taille du domaine ou du site, un plus grand nombre de prestations peut être offert.

En France métropolitaine, 85 sites « incontournables » ont répondu à cette question. **Ces recettes représentent un revenu de 137 millions d’euros pour les « incontournables » et de 138,6 millions d’euros pour l’ensemble des répondants en France métropolitaine.**

Dans les Dom-Tom ces autres recettes sont estimées à 223 110 €.

Ainsi sur l’ensemble du territoire français, les recettes globales sont de 138,9 millions d’euros pour l’ensemble des répondants.

En conclusion

Les retombées économiques directes liées aux sites, MH (classés et/ou classés et inscrits), ou MDF, ouverts au public au moins 40 jours par an, faisant l'objet d'une billetterie et/ou inscrits sur une visite guidée payante s'élèvent en 2007 pour les « incontournables » répondants à environ 494 millions d'euros, et pour l'ensemble des sites répondants à environ 519 millions d'euros.

Les recettes globales Dom-Tom sont estimées à 1,8 million d'euros.

Pour l'ensemble des sites répondants en France, les recettes globales sont estimées à 521 millions d'euros⁷.

Les retombées économiques directes du Languedoc-Roussillon sont estimées à 20 305 800 €. Elles n'ont pas pu être intégrées aux résultats nationaux, car il s'agissait de données globalisées, reçues le 15 janvier 2009.

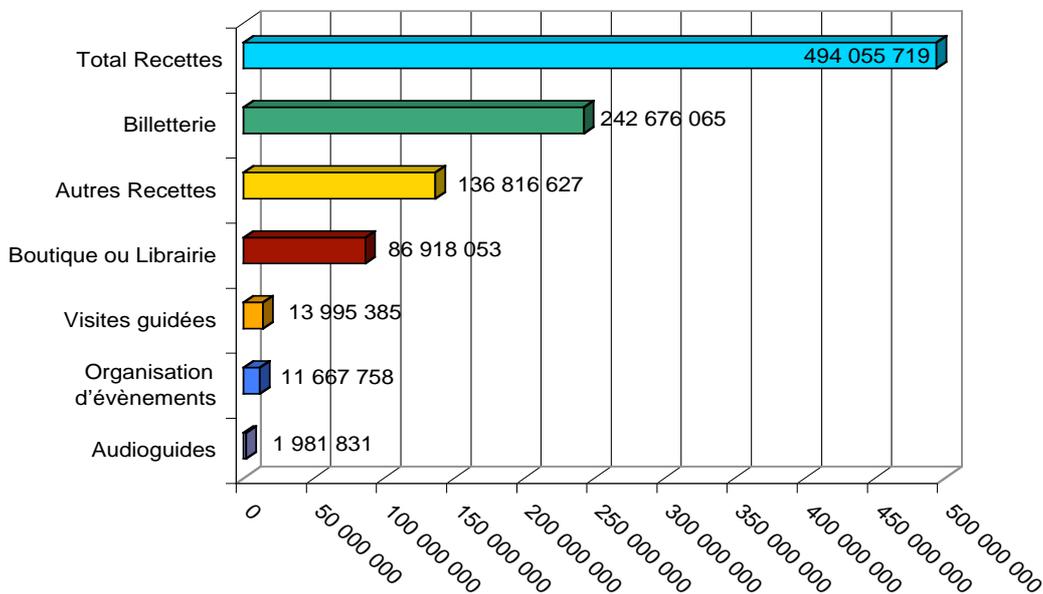


Massimo Vitali, Place de la République, Arles, Bouches-du-Rhône, 2005
ARP Paca © Massimo Vitali

⁷ Ne sont pas comptabilisées ici les recettes liées aux retombées directes du patrimoine des régions Corse, Languedoc-Roussillon et Réunion.

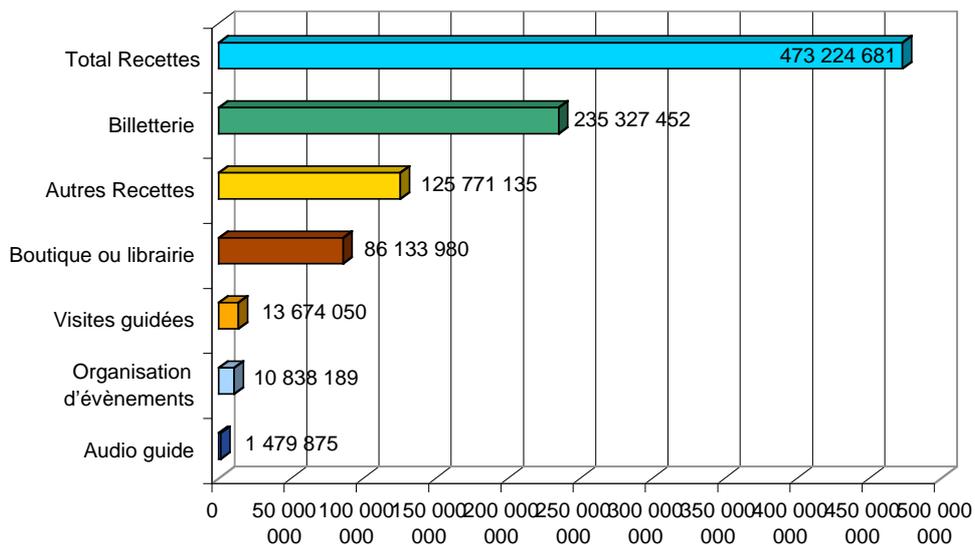
France métropolitaine

Les recettes totales 2007 des « incontournables » sont réparties comme suit :



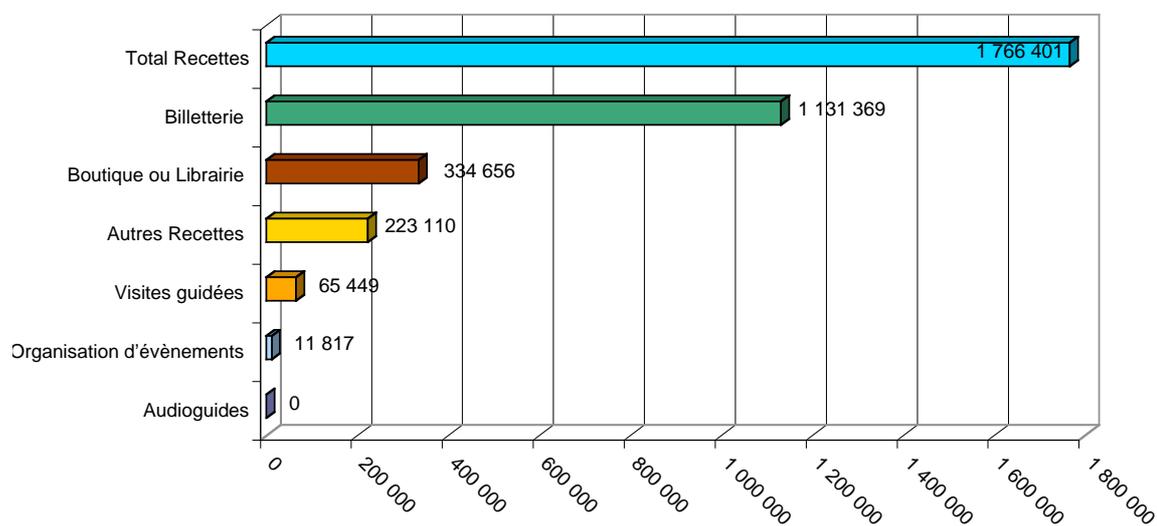
Les recettes totales 2007 de l'ensemble des gestionnaires ayant répondu sont réparties comme suit :

Recettes totales 2007 des "Incontournables (en euros)



Dom-Tom

Les recettes totales sont réparties comme suit :



Les retombées indirectes du patrimoine

Cette seconde partie présente les résultats de l'enquête menée sur les impacts indirects du patrimoine ainsi que les choix méthodologiques retenus.

Toutefois les résultats sont à considérer comme des ordres de grandeur et non comme des données définitives. Il n'a pas été possible de fournir des données plus précises, compte tenu de l'insuffisance et de la disparité des études et des recherches réalisées à ce jour dans ce domaine.

I. Les retombées sociales indirectes du patrimoine

Par retombées sociales indirectes, nous entendons les effets du patrimoine en termes d'emplois dans des secteurs fournissant des biens et des services au secteur patrimoine. Entrent dans cette catégorie les emplois liés à la restauration du patrimoine bâti, à la conservation et la restauration, à l'exploitation touristique du patrimoine, et aux autres emplois culturels liés à la valorisation du patrimoine : formation et recherche, artisanat d'art et expertise.

Notre approche s'est inspirée de la méthodologie exploitée dans les ouvrages de l'ARP ainsi que de celle adoptée par Xavier Greffe dans son ouvrage *La valorisation économique du patrimoine*⁸.

I.1. Les emplois liés à la restauration du bâti

Les emplois liés à la restauration du patrimoine bâti concernent ceux mobilisés par les entreprises de travaux de restauration, les artisans et les architectes du patrimoine. Afin d'éviter une double comptabilisation dans les emplois, sont uniquement concernés les travaux réalisés par des agents économiques différents de ceux impliqués dans la gestion des sites patrimoniaux et des services patrimoniaux, intégrés dans les emplois directs.

Pour évaluer les emplois engendrés par ces activités et selon la méthodologie usitée par Xavier Greffe, nous sommes partis de l'offre, c'est-à-dire des entreprises.

I.1.1. Les emplois mobilisés par les entreprises de travaux de restauration

Afin d'estimer les emplois mobilisés par les entreprises de travaux de restauration, nous avons recensé les emplois des entreprises ayant obtenu une certification Qualibat pour la mention Restauration du patrimoine et Monuments historiques. Cette qualification est attribuée aux entreprises certifiées dans la restauration du patrimoine ancien et de bâtiments historiques.

En France métropolitaine, 706 entreprises disposent de la certification Qualibat pour la mention Patrimoine et Monuments historiques. Ces dernières emploient 27 480 personnes.

⁸ *La valorisation économique du patrimoine*, Xavier Greffe, La Documentation française, 2003.

Or, un nombre important d'entreprises du patrimoine sont détentrices d'un véritable savoir-faire et interviennent régulièrement sur des chantiers de restauration du patrimoine alors même qu'elles ne possèdent pas cette certification. Par exemple, les métiers liés à la restauration du vitrail, à la peinture murale, aux dorures n'ont pas de labellisation et sont donc exclus de la comptabilisation dans notre étude.

Selon une étude du Céreq⁹ (Centre d'Études et de Recherche sur les Qualifications), **seules 24 % des entreprises intervenant sur ce champ disposent d'une certification de type patrimonial.**

Pour faire face aux fluctuations des commandes ou par souci de diversification de leurs activités, **ces entreprises réalisent seulement une partie de leur activité dans la restauration de patrimoine.** En l'absence d'estimation précise sur la part des chantiers MH dans les CA globaux de ces entreprises, et sur le nombre d'emplois concernés, Xavier Greffe dans ses calculs retient **une part de 75 % du CA de ces entreprises lié à la restauration du patrimoine.** Nous retiendrons donc ce ratio pour nos propres calculs.

En appliquant ce ratio de 75 % au nombre d'emplois obtenu précédemment (27 480), **20 610 personnes travaillent dans le secteur de la restauration du patrimoine au sein des entreprises spécialisées.**

Pour isoler les emplois spécifiquement attribués au patrimoine protégé, nous avons retenu, des entreprises citées précédemment, celles disposant de certifications Qualibat pour la mention Monuments historiques exclusivement.

Ainsi en France, 174 entreprises de restauration du patrimoine disposent de la certification Qualibat propre aux Monuments historiques et emploient près de 8 900 personnes.

Tableau récapitulatif des emplois des entreprises de restauration du patrimoine bâti

	Emplois des entreprises Qualibat liés aux chantiers de restauration de patrimoine (protégé et non protégé)	Emplois des entreprises Qualibat exclusivement liés aux chantiers de restauration de patrimoine protégé
France métropolitaine	20 610	8 898

N.B. : Aucune entreprise des Dom-Tom n'a à ce jour obtenu de certification Qualibat pour la mention Patrimoine et Monuments historiques. Aussi aucun emploi dans les Dom-Tom n'est estimé pour les entreprises de restauration du patrimoine. Les gestionnaires de sites patrimoniaux font donc appel soit à des entreprises non agréées soit à des entreprises métropolitaines.

I.1.2. Les emplois mobilisés par les entreprises artisanales du bâtiment¹⁰

Outre les entreprises de travaux publics, d'autres professionnels interviennent dans la restauration du patrimoine : les artisans. Ces derniers travaillent sur la restauration des monuments dans des domaines tels que la charpente, le vitrail, le revêtement, le plâtre, la couverture, la plomberie, la maçonnerie... Ils sont représentés et défendus par la Confédération de l'Artisanat et des Petites Entreprises du Bâtiment (Capeb).

⁹ La restauration du patrimoine architectural, Céreq, mai 2004.

¹⁰ Une entreprise artisanale du bâtiment se définit comme étant une entreprise employant moins de 20 salariés.

Une étude a été réalisée par la Capeb en 2007 ¹¹ sur la thématique du patrimoine. La définition du patrimoine utilisée est très extensive : « bâtis et espaces protégés, mais également bâtiments ou ouvrages construits avant 1940 nécessitant une attention, des savoir-faire et des matériaux particuliers compte tenu de leur qualité architecturale et de leur intérêt historique et ethnologique ».

	Étude Capeb 2007 *
Entreprises travaillant sur des chantiers de restauration du patrimoine	80 %
Entreprises travaillant sur le patrimoine protégé	17 %
Part du CA des entreprises exclusivement réservé au patrimoine	38 %
Nombre d'emplois estimés	52 219 **

* Le marché du patrimoine et les entreprises artisanales du bâtiment, Capeb – cabinet I+C, décembre 2007.

** Données pour la France métropolitaine.

Par ailleurs, il est nécessaire de préciser que la Capeb n'a qu'une visibilité partielle de l'activité des artisans présents sur son territoire puisque son adhésion à cet organisme se base sur le volontariat.

Tableau récapitulatif des emplois dans l'artisanat du bâtiment

	Total des emplois liés à la restauration du patrimoine protégé et non protégé	Total des emplois liés exclusivement à la restauration du patrimoine protégé
France métropolitaine	307 171	52 219
Dom-Tom	3 867	657
Total	311 038	52 876

En France, Dom-Tom inclus, 52 880 artisans travaillent sur des chantiers de restauration du patrimoine bâti protégé.

Les artisans travaillant sur des chantiers de restauration du patrimoine protégé représentent environ 5 % du total des artisans et cinq fois plus d'emplois que ceux des entreprises de restauration du patrimoine.

I.1.3. Les architectes du patrimoine

Les architectes du patrimoine sont également mobilisés sur les chantiers de restauration du patrimoine. Ils interviennent au travers de la conception, de la maîtrise d'œuvre, de la conduite d'études, du conseil sur les options de restauration et d'aménagement.

Selon l'association des architectes du patrimoine (« les Architectes du Patrimoine »), est désigné comme architecte du patrimoine tout architecte spécialiste et qualifié du patrimoine architectural et urbain diplômé du Centre des Hautes Études de Chaillot (Cedhec).

¹¹ Le marché du patrimoine et les entreprises artisanales du bâtiment, Capeb – cabinet I+C, décembre 2007.

L'association comptabilise 936 architectes du patrimoine répartis comme suit :

- 663 architectes indépendants, salariés ou experts ;
- 165 architectes des bâtiments de France (ABF) dont 35 ABF honoraires et 130 ABF non honoraires ;
- 59 architectes en chef des monuments historiques (ACMH) ;
- 49 autres emplois publics (architecte urbaniste de l'État, maître de conférences).

Pour ne pas les comptabiliser à double reprise nous retirons les ABF non honoraires et autres emplois publics déjà comptés parmi les impacts directs (agents des collectivités ou de l'État travaillant dans le champ du patrimoine), soit **936 – 130 – 49 = 757**.

Au total nous retenons pour cette partie, 757 architectes du patrimoine :

- **755 en France métropolitaine ;**
- **2 dans les Dom-Tom.**

À noter que l'annuaire de l'association des architectes du patrimoine liste les architectes ayant obtenu le diplôme du Cedhec. N'apparaissent donc pas dans ce dernier le nombre de personnes employées au sein d'agences.

En conclusion de cette première partie, les emplois liés à la restauration du bâti représentent un total de 62 531 et sont répartis comme suit :

– Les emplois mobilisés par les entreprises de restauration	8 898
– Les emplois mobilisés par les entreprises artisanales	52 876
– Les architectes du patrimoine (hors personnel des agences)	757

I.2. Les autres emplois liés à la restauration

I.2.1. Les restaurateurs¹²

Les restaurateurs sont des professionnels qui s'attachent à diagnostiquer, sauvegarder, étudier et mettre en valeur les objets et les œuvres. Ils interviennent sur la restauration de biens culturels, à la demande des monuments historiques, musées, dépôts archéologiques, bibliothèques ou encore des centres d'archives. Ils sont représentés par la Fédération Française des Conservateurs-Restaurateurs (FFCR).

La FFCR estime que 1 400 personnes détiennent un diplôme relatif à la conservation, tous niveaux d'études confondus (école professionnelle, formation universitaire...). La FFCR n'a aucune visibilité sur la réalité de ces activités : certains diplômés n'exercent pas ou plus dans cette profession pour les raisons suivantes : réorientation, changement d'activité professionnelle, retraite... Or, à ce jour, aucune autre étude ne s'est attachée à les recenser de façon précise. Cette donnée est donc à prendre uniquement comme un ordre de grandeur et non comme une donnée définitive.

De plus, nous savons qu'environ 60 % des restaurateurs résident en Île-de-France soit environ 830 emplois. Apparemment ces derniers interviendraient sur toute la France.

Afin d'éviter de compter à deux reprises ces restaurateurs, nous avons pris soin de retrancher les 23 emplois des ateliers de restauration, comptabilisés dans le paragraphe 1.2.2.

Ainsi, en France métropolitaine, les restaurateurs sont estimés à 1 377.

¹² Désignés de façon récurrente sous le vocable conservateurs-restaurateurs. Mais nous utiliserons dans cette étude le terme générique de restaurateurs.

N.B. : Les informations fournies par la FFCR comptabilisant les restaurateurs pour la France métropolitaine seulement, nous ne pouvons indiquer ici le nombre d'emplois dans les Dom-Tom.

I.2.2. Les emplois dans les laboratoires et instituts de recherche en restauration de biens culturels

La recherche dans la sphère du patrimoine est décomposée en deux phases dans cette étude : l'une, qui a trait à la recherche dans la restauration de biens culturels, est présentée ici ; la seconde, sur la recherche dans le patrimoine plus largement, est présentée plus tard dans la partie valorisation du patrimoine (1.4.2.).

Les emplois de ces structures ont été évalués à l'aide de plusieurs sources d'information les recensant : ministère de la Culture, INHA (Institut National d'Histoire de l'Art), réseau national de restauration, Centre Régional de Restauration et Conservation d'Œuvres d'Art de Franche-Comté.

34 structures ont été recensées dans la restauration de biens culturels. Ce sont des centres de recherche et de développement, laboratoires et ateliers de restauration. Leurs spécialités de restauration ont trait aux Monuments historiques, à l'archéologie, aux collections muséales, aux œuvres d'art, à la peinture, aux mosaïques, aux livres, aux tissus...

Parmi ces 34 structures, **les 7 principaux laboratoires de recherche** en restauration de biens culturels sont Arc'Antique, Arc Nucléart, C2RMF, CICRP, CRCC, LAM, LRMH. Ces derniers **concentrent à eux seuls les deux tiers des emplois dans ces instituts de recherche, soit 316 emplois.** Les 27 autres centres de recherche comptent donc 230 emplois.

Ces structures emploient 546 personnes (chercheurs, enseignants-chercheurs, doctorants, personnel administratif...).

N.B. : Aucun centre de recherche dans la restauration de biens culturels n'a été recensé dans les Dom-Tom.

En conclusion de cette partie, les emplois liés à la conservation et à la restauration représentent un total de 1 923, et sont répartis comme suit :

– Les restaurateurs	1 377
– Les emplois dans les laboratoires et instituts de recherche	546

I.3. Les emplois touristiques liés au patrimoine

La présence d'un site patrimonial sur le territoire d'une commune attire dans cette dernière des visiteurs qu'il convient de loger, de restaurer, de transporter, de divertir, etc. Ainsi, le patrimoine génère pour des secteurs tels que l'hôtellerie, la restauration, les transports, le commerce, un regain d'activité synonyme de progression de CA, de création d'emplois, de redistribution des revenus.

L'estimation du nombre d'emplois indirects liés au tourisme patrimonial est un exercice difficile. Dans la statistique officielle, notamment celle proposée par l'Insee, le tourisme est un secteur d'activité composite aux frontières de plusieurs secteurs d'activités. Ainsi, l'appréciation de l'activité du tourisme, des emplois et des consommations qui y sont attachés ne relève que de projections.

L'un des obstacles qu'il convient de surmonter lorsque l'on estime les emplois liés au patrimoine est qu'**une partie des touristes ne fréquentent les sites patrimoniaux que de manière incidente, sans motivation prioritairement axée sur le patrimoine. Il importe ainsi de déterminer parmi l'ensemble des visiteurs d'un site, la part de ceux qui effectuent un voyage et supportent des dépenses pour des motivations strictement patrimoniales**, pour lesquels on peut réellement considérer que le patrimoine constitue l'élément déclencheur de leurs dépenses.

Or, il n'existe aucune source d'information mobilisable pour évaluer le nombre d'emplois générés par ces dépenses touristiques liées au patrimoine.

Nous nous sommes donc appuyés sur la méthodologie mise au point par Xavier Greffe, cumulant études et sondages. Celle-ci a déjà été utilisée pour l'étude sur les retombées en Provence-Alpes-Côte d'azur, et n'a jamais été contestée. **Les données qui découlent de ce mode de calcul sont donc à considérer comme des ordres de grandeur et non comme des données définitives sur les emplois touristiques générés par le patrimoine.**

La méthode retenue pour établir ces ordres de grandeur sur les emplois générés par le tourisme patrimonial prend en compte les données suivantes :

Les emplois touristiques (salariés et non salariés)

Les emplois salariés touristiques sont évalués par l'Insee ¹³ et intègrent les activités suivantes : hébergement, agence de voyages, transport côtier, restauration, supermarché, transports fluviaux, etc.

Si nous disposons d'une estimation de l'emploi touristique salarié, aucune donnée concernant le nombre d'emploi touristique non salarié n'existe à ce jour. En estimant que la part de l'emploi non salarié dans le secteur du tourisme est identique à celle des autres filières, on estime la part des emplois non salariés liés au tourisme à 18,5 %.

Les emplois salariés et non salariés liés au tourisme sont estimés en France métropolitaine à 1 089 098 personnes et dans les Dom-Tom à 7 437.

– **Les activités patrimoniales des touristes.** La Sofres a réalisé une étude ¹⁴ sur les déplacements touristiques des Français. Parmi les activités des touristes, ont été sélectionnées : visite de ville ou de village, visite d'un monument, visite d'un musée ou d'une exposition. Il est à noter que douze régions ne disposaient pas des chiffres régionaux issus de cette étude nationale. Ainsi, pour elles seulement, nous avons utilisé les données de l'enquête nationale Sofres (Normandie, Champagne-Ardenne, Corse, Franche-Comté, Guadeloupe, Guyane, Languedoc-Roussillon, Limousin, Martinique, Picardie, Poitou-Charentes).

À titre indicatif, l'étude nationale 2007 donne les chiffres suivants : 16,4 % des touristes effectuent des visites de villes, 8,2 % visitent des monuments, sites historiques, musées ou expositions (soit 24,6 % des touristes fréquentant des sites patrimoniaux).

– **La motivation strictement patrimoniale des touristes.** Selon l'ouvrage de Claude Origet du Cluzeau sur le tourisme culturel ¹⁵, seuls 20 % des touristes qui visitent des monuments déclarent voyager pour des motifs strictement culturels quand 30 % sont disposés à effectuer un détour d'au moins 50 km pour visiter un site. À ces touristes culturels, nous pouvons opposer les 50 % restants, visitant un lieu au hasard.

En appliquant le ratio des activités patrimoniales des touristes de 24,6 % à celui lié aux motivations patrimoniales, nous obtenons donc 12,3 %. C'est donc ces 12,3 % qui sont attribués aux emplois touristiques globaux des régions ne disposant pas de l'étude Sofres.

¹³ Source : Insee première, août 2006.

¹⁴ Suivi de la demande touristique française, TNS Sofres, 2007.

¹⁵ *Le tourisme culturel*, Claude Origet du Cluzeau, PUF, Paris, 3^e édition mise à jour, septembre 2005.

Explication d'une autre méthodologie possible

Une seconde méthode, employée par l'ORT Rhône-Alpes consistait à exploiter les informations suivantes :

- Le ratio des activités des touristes (étude TNS Sofres) en intégrant les activités suivantes : visites de monuments, de sites historiques, d'expositions et de musées. A donc été exclue du calcul la visite de ville, contrairement à notre méthodologie.
- Le ratio des touristes étrangers (étude EVE)¹⁶.

Ainsi pour la région Rhône-Alpes, nous constatons qu'avec deux méthodes différentes, nous arrivons au même ratio final pour la région Rhône-Alpes, à savoir 8,5 %.

Tableau récapitulatif des emplois touristiques liés au patrimoine

	Emplois salariés	Emplois non salariés estimés (18,6 %)	Emplois totaux (salariés et non salariés)	Part des emplois liés au tourisme patrimonial dans le total des emplois
France métropolitaine	912 642 *	168 839	1 081 481	162 274
Dom-Tom	6 276 **	1 161	7 437	915

* Source : Insee première, août 2006 : emplois touristiques salariés dans les activités suivantes : hébergements, agences de voyages, transports côtiers, restaurations, commerces, supermarchés, transports fluviaux, gestion du patrimoine culturel, etc. Pour éviter une double comptabilisation, ont été retirés les emplois de gestion du patrimoine culturel.

** Source : *Le tourisme dans l'Outre-mer français* : direction du Tourisme. Emplois des entreprises d'au moins 10 salariés ou de plus de 800 000 euros de CA, pour les activités hôtellerie, restauration et agence de voyages.

N.B. : Les données des Dom-Tom interviennent dans un champ bien plus restreint que celui de la France métropolitaine. Elles ne peuvent donc en aucun cas être cumulées.

Les emplois liés au tourisme patrimonial sont donc évalués en France à 162 274 et à 915 dans les Dom-Tom.

Nous constatons que les emplois indirects touristiques générés par la fréquentation des sites patrimoniaux représentent environ 15 % de l'emploi total touristique et 58 % des emplois indirects totaux, tous secteurs confondus.

¹⁶ *Infos stat n° 2008-5*, direction du Tourisme, département de la Stratégie, de la Prospective, de l'Évaluation et des Statistiques, 28 mai 2008.

I.4. Les autres emplois indirects liés au patrimoine

D'autres emplois proches de la sphère du patrimoine peuvent être identifiés et comptabilisés pour être agrégés aux emplois indirects. Il s'agit d'emplois liés à la mise en valeur du patrimoine comme les métiers de l'enseignement et de la recherche, des métiers d'art et de l'expertise.

I.4.1. Les emplois dans les formations liées au patrimoine

Dans cette partie sont évalués les emplois professoraux des formations liées au patrimoine, tous niveaux d'études confondus (du niveau 5 au niveau 1).

– Recensement des formations

Nous sommes donc partis de l'offre de formation. Les informations collectées émanent du Céreq (Centre d'Études et de Recherches sur les Qualifications) et de l'INHA (Institut National d'Histoire de l'Art). Les données fournies par le Céreq datant de 2005, une mise en garde relative à ces chiffres doit donc être formulée : certaines formations ont été créées avec la mise en place de la réforme LMD (Licence, Mastère, Doctorat). Le recensement de ces formations n'est donc pas exhaustif.

Plus de 400 formations liées au patrimoine ont été recensées en France :

- **Des formations de niveau 5** (équivalent à des BEP et CAP), généralistes, mais nécessaires à toute spécialisation dans le domaine du patrimoine et plus particulièrement à sa restauration : couverture, menuiserie, ébénisterie, charpente, métiers de la pierre... ;

- **Des formations de niveau 4** (équivalent à des bacs professionnels). À noter la création en France de nouvelles formations directement liées au patrimoine bâti nommées « bacs pro. intervention sur le patrimoine bâti » ;

- **Des formations de niveau 3 (BTS) et niveaux 2 et 1** (diplômes universitaires) ayant trait au patrimoine. Dans le cadre de ces universités, le patrimoine est intégré au sein de plusieurs disciplines : de façon assez traditionnelle à travers les enseignements en architecture, histoire, archéologie, histoire de l'art, et de façon plus novatrice au sein des formations en droit, économie, tourisme, culture et communication. Depuis quelques années de nouvelles formations sont spécifiquement centrées sur la notion de conservation et valorisation du patrimoine. À noter également la présence en France de grandes écoles spécialisées dont les plus connues sont l'INP (Institut National du Patrimoine), l'école de Chaillot (Cedhec), l'école d'Art d'Avignon, l'école du Louvre, l'école nationale des Chartes, l'école de Condé et l'école de Tours.

– Évaluation des emplois professoraux par la construction d'un échantillon représentatif des formations

Pour évaluer les effectifs professoraux de ces formations, nous avons construit un échantillon représentatif de 24 formations : ce dernier a été créé de façon homogène sur toutes les régions et prenant en compte leur récurrence, leur spécialisation (patrimoine architectural, archéologique, muséographique) et leur niveau d'études (niv. 5 à 1).

Cet échantillon comprend :

- **5 formations de niv. 5 et 4** dans la couverture, charpente, pierre et ébénisterie ;

- **16 formations de niv. 3 à 1** dans l'archéologie, l'histoire de l'art, et dans le patrimoine (mastère diagnostic et réhabilitation architecturale, mastère option métiers du patrimoine, mastère conservation préventive des biens culturels...) ;

- **3 formations continues (AFPA)** : restaurateur de meubles anciens et agent d'entretien du bâtiment.

La grande hétérogénéité des formations de niveau 3 à 1 et leur nombre important nous a contraints à sélectionner dans notre échantillon 3 fois plus de formations de ce niveau que des autres.

À noter que les formations supérieures, notamment pour les mastères professionnels, font très régulièrement appel à des intervenants extérieurs. Leur rôle est essentiel voire indispensable au sein de ces enseignements. Certains n'interviennent que quelques heures dans l'année, d'autres de façon très régulière. Ces personnes travaillant à temps plein dans d'autres structures (Drac, musées, entreprises de restauration...), elles ne sont donc pas recensées dans cette partie car sont intégrées dans les précédents chiffres (impacts directs et indirects).

Aussi, en France nous estimons que les formations liées au patrimoine génèrent 3 824 emplois professoraux temps plein, décomposés comme suit :

- 3 797 emplois en France métropolitaine**
- 27 emplois dans les Dom-Tom.**

Précision : Les emplois comptabilisés ici sont les effectifs professoraux liés au patrimoine. Ont ainsi été retirés les effectifs des professeurs de matières ou cours généralistes non directement liés au patrimoine (langues, gestion, chimie, science...).

I.4.2. Les emplois de la recherche dans le domaine du patrimoine (hors restauration du patrimoine)

Dans cette partie sont donc intégrés les laboratoires et instituts de recherche, hors restauration du patrimoine (emplois mentionnés précédemment dans la partie Les emplois dans les laboratoires et instituts de recherche en restauration de biens culturels, paragraphe I.2.2.).

Les emplois de ces structures ont été évalués à l'aide de plusieurs sources d'information les recensant : ministère de la Culture, INHA (Institut National d'Histoire de l'Art), réseau national de restauration, Centre Régional de Restauration et Conservation d'Œuvres d'Art de Franche-Comté.

52 structures composées de laboratoires et instituts de recherche liées à la sphère du patrimoine sont recensées : 11 dans le domaine du patrimoine, 11 dans l'archéologie, 13 dans l'ethnologie et l'histoire de l'art et 18 dont le lien avec le patrimoine est plus éloigné mais dont les travaux de recherche sont indispensables au secteur patrimoine. **Ces structures comptabilisent 4 254 emplois en métropole.**

Parmi elles, l'archéologie revêt une importance particulière avec 11 centres de recherche correspondant à 2 430 emplois, soit près de la moitié des emplois de la recherche dans le patrimoine, hors restauration. Cela s'explique par l'émergence de l'archéologie de sauvetage qui apporte sa contribution par l'importance des volumes à traiter, la prise en compte de vestiges extrêmement fragiles et la volonté d'opérer des déposes avant destruction

À noter que l'Inrap compte à elle seule 1 715 emplois soit plus de la moitié des emplois dans la recherche archéologique.

N.B. : Aucun laboratoire ni institut de recherche lié à la sphère du patrimoine n'ont été recensés dans les Dom-Tom.

I.4.3. Les emplois des métiers d'art liés au patrimoine

Les emplois dans les métiers d'art regroupent des personnes disposant d'une technique et d'un savoir-faire fondés sur une transformation de la matière dans les domaines de la création d'objets, de la restauration ou encore de la tradition.

La mesure des métiers d'art est un exercice qui s'avère difficile : la petitesse de ce champ ne permet pas d'obtenir de données fiables sur le sujet. De plus, la définition des métiers d'art n'est pas consensuelle et ces métiers dépendent pour certains du ministère de la Culture et de la Communication et pour d'autres de la direction de l'Artisanat, ce qui tend à complexifier la donne.

Dans cette catégorie ont ainsi été intégrés les artisans d'art et les ouvriers d'art (selon les termes des professions et catégories socioprofessionnelles). Les artistes plasticiens, les stylistes, les décorateurs et les photographes n'y ont pas été intégrés, contrairement à la méthodologie usitée par Xavier Greffe, car jugés trop éloignés du champ du patrimoine.

La Société d'Encouragement aux Métiers d'Art (Sema) a réalisé une étude en 2008¹⁷ sur les entreprises des métiers d'art en France.

Cette étude s'appuie sur une approche par activité économique des entreprises et a sélectionné 56 codes de la NAFA (Nomenclature des Activités Françaises de l'Artisanat) de l'Insee. Les domaines sélectionnés regroupent les arts graphiques, le bijou (bijouterie-joaillerie, orfèvrerie, horlogerie), le bois, le cuir, la facture instrumentale, le jeu, le luminaire, le métal, la mode, le patrimoine, la pierre, la terre, le textile, la tradition, le verre.

Nous ne nous sommes pas cantonnés aux chiffres mentionnés dans la partie patrimoine car ils nous semblaient totalement sous-évalués. À titre indicatif, seulement 369 emplois exclusivement liés au patrimoine étaient recensés au niveau national. Ainsi ont été retenus d'autres secteurs d'activités, proche de la sphère du patrimoine, à savoir : le bois, la pierre, les arts graphiques, le métal, la facture instrumentale, le luminaire. Ont donc été exclus, de fait, ceux nous semblant trop éloignés du patrimoine, à savoir le bijou (bijouterie - joaillerie, orfèvrerie, horlogerie), le cuir, le jeu, la mode, la terre, le textile.

Ainsi, en France métropolitaine, 15 639 entreprises dans les métiers d'art sont recensées par la Sema. Ces dernières emploient 45 292 personnes.

N.B. : L'étude de la Sema ne recense que les entreprises implantées en France métropolitaine. Aussi, nous ne pouvons renseigner les emplois dans les métiers d'art pour les Dom-Tom.

Nous sommes conscients qu'un travail plus approfondi devrait être réalisé pour préciser la part des activités liées exclusivement au patrimoine de ces domaines d'activités.

I.4.4. Les experts

Les experts en œuvres d'art sont des spécialistes, capables de déterminer la nature, l'origine et l'époque de fabrication d'un objet d'art ou de collection, et d'en évaluer sa valeur de négociation ou de remplacement.

Une multitude de syndicats exercent en France une activité d'expertise d'œuvres d'art. Les trois principaux sont la Compagnie Nationale des Experts (CNE), le Syndicat Français des Experts Professionnels en œuvres d'art (SFEP) et la Chambre Nationale

¹⁷ *Panorama des entreprises des métiers d'art en France*, Sema-DCASPL, version mise à jour février 2008.

des Experts Spécialisés en objets d'art (Cnes). Ces derniers disposent de 100 à 150 experts membres, choisis selon des critères très restrictifs. La CNE, pour la citer en exemple, exige de ses membres qu'ils fassent preuve d'une expérience professionnelle importante et d'une probité indiscutable : 10 ans d'exercice de la profession de manière effective et continue, compétence reconnue par les pairs, jouissance des droits civils et politiques, casier judiciaire vierge.

Après cumul des données fournies par ces syndicats, nous pouvons estimer à 368 le nombre d'experts exerçant en France.

À noter que le caractère restrictif émis par les syndicats pour sélectionner leurs membres ne nous permet pas d'avoir une vision globale, lisible et juste de la réalité de la profession.

De plus, les syndicats n'ont qu'une visibilité partielle des activités des experts puisque l'adhésion à ces organismes se base sur le volontariat.

En conclusion, les autres emplois indirects liés au patrimoine en France sont de 53 738, et sont répartis comme suit :

– Les emplois dans les formations liées au patrimoine	3 824
– Les emplois liés à la recherche dans le domaine du patrimoine (hors restauration du patrimoine)	4 254
– Les emplois liés aux métiers d'art dans le patrimoine	45 292
– Les experts	368



Chantiers de restauration du Plan Patrimoine Antique, Provence-Alpes-Côte d'Azur, 2005
© Pascal Bois, panovues.com

En conclusion

Les emplois indirects liés au patrimoine s'élèvent à 279 780 pour la France métropolitaine et à 1 601 pour les Dom-Tom.

Tableau récapitulatif des emplois indirects du patrimoine

	France métropolitaine		
	Patrimoine protégé et non protégé	Patrimoine protégé	Chiffres retenus dans l'étude
Emplois dans les entreprises de restauration du patrimoine protégé	20 610	8 898	8 898
Artisans	307 171	52 219	52 219
Architectes	755		755
Restaurateurs	1 377		1 377
Emplois dans les ateliers, laboratoires et instituts de recherche en restauration de biens culturels	546		546
Emplois touristiques	162 274		162 274
Professeurs	3 797		3 797
Autres emplois de la recherche dans le patrimoine	4 254		4 254
Emplois dans les métiers d'art	45 292		45 292
Experts	368		368
Total	546 444	61 117	279 780

	Dom-Tom		
	Patrimoine protégé et non protégé	Patrimoine protégé	Chiffres retenus dans l'étude
Artisans	3 867	657	657
Architectes	2		2
Emplois touristiques	915		915
Professeurs	27		27
Total	4 812	657	1 601

II. Les emplois induits

On désigne par cette appellation les emplois créés grâce à l'activité générée par l'utilisation des rémunérations liées aux emplois directs et indirects du patrimoine.

Dans la pratique, l'évaluation de cette activité induite est un exercice assez ardu dans la mesure où elle comporte la prise en compte d'effets en cascade ou d'effets « boule de neige », eux-mêmes très difficiles à appréhender, et repose de façon très récurrente sur des hypothèses rarement clairement établies.

La notion de multiplicateur est utilisée afin de mesurer l'activité induite. Cet indicateur permet ainsi d'estimer les emplois induits générés dans un environnement par la présence d'un emploi initial.

Dans son étude nationale, Xavier Greffe retient un multiplicateur de 1,6 signifiant ainsi qu'un emploi créé dans le tourisme patrimonial susciterait la création de 1,6 emploi dans l'économie.

Selon nos estimations ¹⁸ :

En France métropolitaine

Le nombre d'emplois directs est évalué à environ :

- 30 000 pour les sites « incontournables »
- 33 000 pour tous les répondants.

Les emplois indirects sont estimés à 280 000.

En adoptant le multiplicateur de 1,6, on peut estimer le nombre des emplois induits par les emplois directs et indirects du patrimoine à :

- **186 000 pour les sites « incontournables »** $(30\ 000 + 280\ 000) \times 0,6$
- **187 800 pour tous les répondants** $(33\ 000 + 280\ 000) \times 0,6$

Dans les Dom-Tom

Le nombre d'emplois directs est évalué à 554.

Les emplois indirects sont de 1 601.

En adoptant le multiplicateur de 1,6, on peut estimer le nombre des emplois induits par les emplois directs et indirects du patrimoine à 1 293.

$(553 + 1\ 601) \times 0,6$.

En prenant les précautions déjà évoquées en matière d'interprétation des résultats, **on peut estimer en France métropolitaine le nombre d'emplois lié au patrimoine à environ :**

- **496 000 pour les « incontournables »**
- **500 000 pour tous les répondants**
- **3 500 pour les Dom-Tom**

Ainsi 1 emploi direct dans le patrimoine en France génère 15 emplois indirects et induits.

¹⁸ Données arrondies à la décimale supérieure ou inférieure.

III. Les retombées économiques indirectes du patrimoine

III.1. L'impact économique indirect lié à la restauration du bâti

L'impact économique des travaux de restauration se mesure par le volume et la structure des dépenses des entreprises engagées dans le secteur de la restauration du patrimoine.

III.1.1. Les entreprises de travaux de restauration

Pour évaluer le CA des entreprises de restauration, nous avons estimé celui des entreprises ayant une certification Qualibat pour les mentions « Restauration du patrimoine » et « Monuments historiques ».

706 entreprises du bâtiment disposent des certifications Qualibat pour les mentions « Restauration du patrimoine » et « Monuments historiques ». **Leur CA global est évalué à près de 3 750 millions d'euros.**

Comme mentionné précédemment dans les emplois mobilisés par les entreprises de travaux de restauration, paragraphe I.1.1., la totalité des activités de ces entreprises n'est pas liée à la restauration du patrimoine. Aussi, pour estimer le CA de ces entreprises lié exclusivement aux chantiers de restauration du patrimoine, nous avons également appliqué le ratio de 75 %.

Ainsi, le total du CA consacré à la restauration du patrimoine au sein des entreprises spécialisées est d'environ 2 807 millions d'euros.

Pour isoler le CA spécifiquement attribué au patrimoine protégé, nous avons retenu, des entreprises citées précédemment, celles disposant de certifications Qualibat pour la mention MH exclusivement.

Ainsi en France, 174 entreprises de restauration du patrimoine disposent de qualifications propres aux MH. Ces dernières réalisent un CA de 1 204 millions d'euros.

Tableau récapitulatif du chiffre d'affaires des entreprises de restauration du bâti

	Total du CA des entreprises « Qualibat » destiné aux chantiers de restauration de patrimoine (protégé et non protégé) *	Total du CA des entreprises « Qualibat » destiné exclusivement aux chantiers de restauration de patrimoine protégé *
France métropolitaine	2 807	1 204

* En millions d'euros – les données sont arrondies à la décimale inférieure ou supérieure.

N.B. : Aucune entreprise des Dom-Tom n'a obtenu de certification Qualibat pour la mention Patrimoine et MH. Aussi aucun CA dans les Dom-Tom n'est estimé ici pour les entreprises de restauration du patrimoine, les gestionnaires de sites patrimoniaux faisant appel soit à des entreprises non agréées soit à des entreprises métropolitaines.

III.1.2. Les entreprises artisanales du bâtiment

Pour estimer le CA des entreprises artisanales du bâtiment pour des chantiers de restauration du patrimoine, nous avons exploité les résultats de l'étude 2007 de la Capeb¹⁹, mentionnée précédemment, dans les emplois mobilisés par les entreprises artisanales du bâtiment, paragraphe I.1.2.

Pour mémoire, les données renseignées dans cette étude sont les suivantes : 80 % des entreprises artisanales du bâtiment travaillent sur des chantiers de restauration du patrimoine. Parmi elles, 17 % travaillent sur le patrimoine protégé. La part du CA qui est réservée à ces chantiers s'élève à 38 %.

Après calcul, nous estimons le CA des entreprises artisanales du bâtiment pour des chantiers de restauration du patrimoine (protégé et non protégé) à environ 22 916 millions d'euros et **pour les chantiers de restauration du patrimoine protégé exclusivement à environ 3 896 millions d'euros.**

Tableau récapitulatif des retombées économiques des entreprises artisanales du bâtiment

	Total du CA des entreprises artisanales du bâtiment lié à la restauration du patrimoine protégé et non protégé *	Total du CA des entreprises artisanales du bâtiment lié à la restauration du patrimoine protégé exclusivement *
France métropolitaine	22 916	3 896

* En millions d'euros – les données sont arrondies à la décimale inférieure ou supérieure.

N.B. : Les chiffres ci-dessus correspondent aux CA des artisans en France métropolitaine seulement. Par manque d'informations, le CA des artisans des Dom-Tom n'a pu être renseigné ici.

On constate que le chiffre d'affaires des entreprises artisanales du bâtiment est trois fois plus élevé que celui des entreprises de restauration du patrimoine bâti.

Pour conclure cette première partie relative aux travaux de restauration du patrimoine protégé, les entreprises et artisans génèrent 5,1 milliards d'euros.

- CA des entreprises de restauration du bâti 1 204 millions d'euros
- CA des entreprises artisanales du bâtiment 3 896 millions d'euros

¹⁹ Le marché du patrimoine et les entreprises artisanales du bâtiment, Capeb – cabinet I+C, décembre 2007.

III.2. L'impact économique du tourisme patrimonial

L'impact économique du tourisme se mesure par le montant des dépenses effectuées par les touristes « patrimoniaux » auprès des prestataires locaux – hôteliers, restaurateurs, commerçants – et du Trésor public, par le règlement des taxes de séjour.

III.2.1. Les consommations touristiques et dépenses journalières des touristes patrimoniaux

À ce jour, aucune étude n'a été réalisée à l'échelle des régions pour évaluer le montant de ces dépenses touristiques liées au tourisme patrimonial.

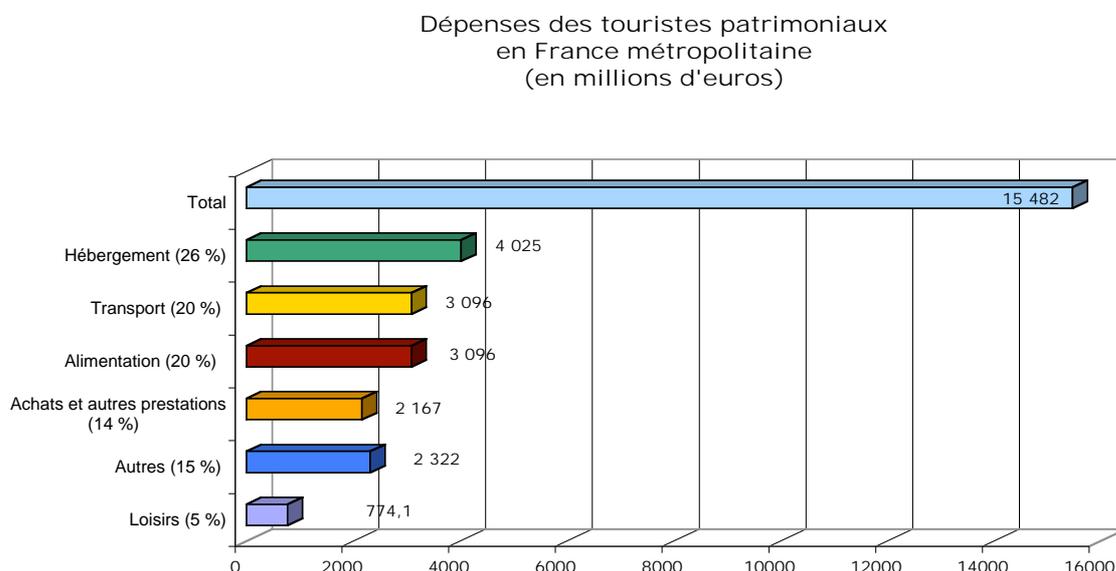
Afin d'apprécier le montant de ces dépenses, et pour conserver une cohérence à nos travaux, la même méthodologie que celle retenue pour les emplois touristiques liés au patrimoine (paragraphe I.1.3.) a été appliquée aux consommations touristiques patrimoniales, à savoir :

– **L'évaluation des consommations touristiques** réalisées par la direction du Tourisme, ministère du Tourisme ²⁰, et intégrant les domaines suivants : dépenses des touristes résidents et non résidents pour l'hôtellerie, la restauration, les loisirs, l'alimentation, les transports, etc..

– **Les activités patrimoniales des touristes** ²¹ (étude Sofres sur les déplacements touristiques).

– **La motivation strictement patrimoniale des touristes** abordée dans l'ouvrage de Claude Origet du Cluzeau sur le tourisme culturel ²².

Ainsi, en France, le tourisme patrimonial génère 15,5 milliards d'euros pour la France métropolitaine et se répartit comme suit ²³ :



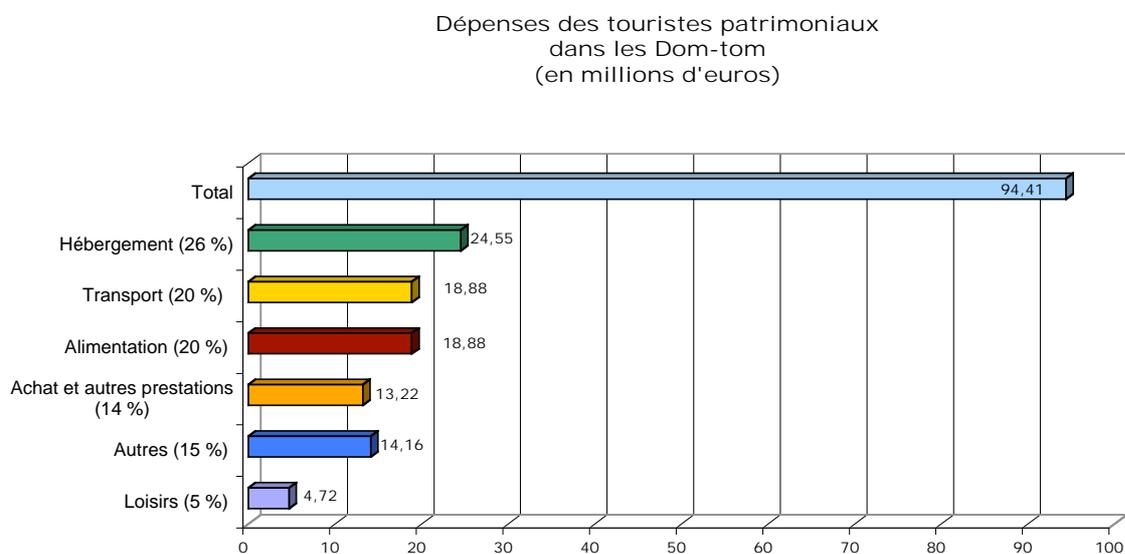
²⁰ Consommation touristique en France T2 totaux de 1997 à 2005, direction du Tourisme. Pour éviter une double comptabilisation, ont été retirées les consommations touristiques issues de la gestion du patrimoine culturel.

²¹ Suivi de la demande touristique française, TNS Sofres, 2007.

²² *Le tourisme culturel*, Claude Origet du Cluzeau, PUF, Paris, 3^e édition mise à jour, septembre 2005.

²³ Ventilation par activités selon les données issues du DT comptes du tourisme, juillet 2008.

Pour les Dom-Tom, le tourisme patrimonial génère 94,4 millions d'euros et se répartit comme suit ²⁴:



L'enquête sur le tourisme patrimonial en région Paca, menée par l'ARP ²⁵ a démontré que le visiteur pour lequel le patrimoine était l'une des motivations principales restait plus longtemps (0,69 jour de plus), allait plus souvent au restaurant et plutôt à l'hôtel ou en gîte... Il dépense en moyenne 13,5 € / jour de plus qu'un autre touriste. Il envisage également de venir plus régulièrement sur l'année pour des séjours de courte durée ou des excursions. Ce résultat sur les retombées économiques indirectes du patrimoine dans la filière du tourisme patrimonial est donc sous-estimé.

Ainsi, un « touriste patrimonial » dépense donc en moyenne 76,10 € / jour.

III.2.2. Les retombées du patrimoine en termes de taxe de séjour

Parmi les ressources mobilisables par les communes touristiques figure la taxe de séjour. Cette recette est accessible à toutes les communes faisant un effort de promotion du tourisme ou des actions de protection et de gestion de leurs espaces naturels. La taxe de séjour est une recette de fonctionnement affectée aux dépenses destinées à favoriser la fréquentation touristique.

Les communes ont le choix entre deux modalités de taxe :

- **La taxe de séjour classique** établie par les personnes étrangères à la commune et calculée conformément à un barème réglementaire par nuitée et perçue par les logeurs, hôteliers, propriétaires qui la versent au Trésor public.
- **La taxe de séjour forfaitaire** établie sur les logeurs, hôteliers, propriétaires et assise sur leur capacité d'accueil en fonction de leur nombre de lits.

Selon une étude menée par la direction du Tourisme ²⁶, près de 2 026 communes en France perçoivent cette taxe.

En France métropolitaine en 2005, selon la direction du Tourisme, les taxes de séjour (forfaitaires et classiques) s'élèvent à 146,67 millions d'euros et sont de 3,105 millions d'euros pour les Dom-Tom.

²⁴ Ventilation par activités selon les données issues du DT comptes du tourisme, juillet 2008.

²⁵ *Le tourisme patrimonial en région Provence-Alpes-Côte d'Azur*, ARP, novembre 2007.

²⁶ *Mémento du tourisme*, direction du Tourisme, 2008.

Afin d'obtenir le montant de la taxe de séjour attribuable au tourisme patrimonial, la même formule que pour les emplois et les consommations touristiques a été utilisée, à savoir, le montant de la taxe de séjour multiplié par le ratio (activités patrimoniales et motivation patrimoniale). Nous rappelons que pour les régions disposant de l'étude Sofres sur laquelle nous nous sommes appuyés, nous avons exploité les données régionales. Pour les autres, nous avons utilisé le ratio national de 12,3 %.

On peut estimer ainsi que **la taxe de séjour reçue par les communes et attribuée exclusivement au tourisme patrimonial en 2005 est de 25,35 millions d'euros en France métropolitaine et d'environ 0,4 million d'euros pour les Dom-Tom.**

Tableau récapitulatif des recettes liées au tourisme patrimonial

	Consommations touristiques liées au patrimoine *	Taxe de séjour *	Retombées économiques du tourisme patrimonial *
France métropolitaine	15 482 **	25 ***	15 507
Dom-Tom	94,414 ****	0,381 ***	95

* En millions d'euros – les données sont arrondies à la décimale inférieure ou supérieure.

** Consommation touristique T2 totaux de 1997 à 2005, direction du Tourisme.

*** *Mémento du tourisme*, direction du Tourisme, 2008.

**** *Le tourisme dans l'Outre-mer français*, direction du Tourisme 2007.

III.3. Les autres retombées économiques indirectes liées au patrimoine

L'impact économique des métiers d'art

La même méthodologie que celle des emplois des métiers d'art a été utilisée ici. Pour mémoire, elle part de l'étude de la Sema ²⁷ réalisée en 2008 et retient les activités suivantes : le bois, la pierre, les arts graphiques, le métal, la facture instrumentale, le luminaire.

Le CA HT 2008 des entreprises des métiers d'art s'élève à 3,641 millions d'euros.

N.B. : L'étude de la Sema ne recense que les entreprises implantées en France métropolitaine. Aussi, nous ne pouvons donc renseigner les CA dans les métiers d'art pour les Dom-Tom.

²⁷ *Panorama des entreprises des métiers d'art en France*, Sema-DCASPL, version mise à jour février 2008.

IV. Les retombées du patrimoine en termes de financements publics sur le territoire

IV.1. La restauration du patrimoine bâti

La restauration des monuments historiques (privés et publics) est rendue possible grâce aux financements cumulés de l'État et des collectivités territoriales. Ces subventions portent en majorité sur des structures publiques, mais comprennent également des monuments gérés par des privés.

Pour des raisons d'homogénéisation des données, les chiffres exploités dans cette étude sont ceux fournis par la Dapa²⁸ et concernent des dépenses effectuées et non des engagements de crédits. Ils représentent les financements de l'État pour la restauration et l'entretien du patrimoine bâti protégé.

Les crédits de paiement consommés par les Drac en 2007 en France sont de près de 230 millions d'euros dont :

- 225 millions d'euros pour la France métropolitaine ;
- 4,84 millions d'euros pour les Dom-Tom.

Ils couvrent des travaux dont l'État assure la maîtrise d'ouvrage mais également des travaux sous maîtrise d'ouvrage d'autres collectivités ou de propriétaires privés.

IV.2. La restauration du patrimoine matériel (collections des musées)

La direction des Musées de France (DMF) a fourni des données chiffrées sur les financements d'investissement de l'État attribués à la restauration de leurs collections. À noter que certaines régions n'ont pas été renseignées : Aquitaine, Corse, Pays de la Loire, Guyane et Martinique.

Selon la DMF, le montant alloué par l'État pour la restauration des collections muséales s'élève à 2,387 millions d'euros dont 2,3 millions d'euros pour la France métropolitaine et 0,022 million d'euros pour les Dom-Tom.

N.B. : Les chiffres relatifs aux financements de l'État mentionnés dans cette partie sont donc ceux émanant de deux directions du MCC : la Dapa et la DMF. Or d'autres ministères interviennent pour financer la restauration du patrimoine tels que le ministère de la Défense pour les musées de l'Armée, les musées de la Marine ; le ministère des Affaires étrangères, le ministère de l'Éducation nationale, le ministère de l'Environnement, etc. Les données indiquées ici liées aux financements de l'État alloués à la restauration du patrimoine ne sont donc pas exhaustives.

IV.3. Estimation globale des différents financements mobilisés

Compte tenu de la multitude des projets et de la diversité des montages financiers, il n'est pas possible de connaître de façon précise la part d'engagement des différentes collectivités ainsi que le volume global de financement.

Cependant, sur la base des 227 millions d'euros apportés par l'État (pour la France métropolitaine) et compte tenu du fait que la part de l'État représente entre 30 % et 50 % du financement public global, **on peut estimer le montant des autres financements publics** (conseils régionaux, conseils généraux, communes) **entre 454 et 530 millions d'euros, ce qui représente un volume d'investissement public compris entre 680 et 760 millions d'euros pour la France métropolitaine.**

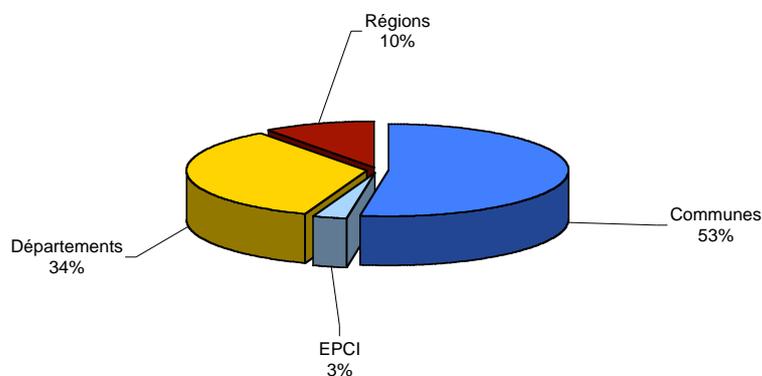
²⁸ Bilan exécution 2007 programme 175 actions 1 crédit MH-Dapa.

Pour les Dom-Tom, la participation de l'État pour la restauration du patrimoine bâti et matériel en investissement se chiffre à 5 millions d'euros. Par projection, on peut estimer le montant des **autres financements publics entre 9,7 et 11,4 millions d'euros, ce qui représente un volume d'investissement public compris entre 14,6 et 16,2 millions d'euros dans les Dom-Tom.**

Une étude a été réalisée par le DEPS du ministère de la Culture sur les financements des collectivités. Réalisée en 2002²⁹, elle est mentionnée ici à titre indicatif (de plus elle intègre le patrimoine non protégé et le patrimoine mobilier).

Cette étude fait état pour l'année 2002 d'un montant de financements publics (collectivités locales) alloués à la restauration du patrimoine de 402,3 millions d'euros et se répartissant comme suit :

Répartition du financement du patrimoine des collectivités locales



²⁹ *Dépenses culturelles des collectivités locales en 2002*, DEPS, n° 21, juillet 2006.

En conclusion

Les retombées économiques indirectes liées au patrimoine s'élèvent à 20 610 millions d'euros pour la France métropolitaine.

Tableau récapitulatif des retombées économiques indirectes et des financements alloués à la restauration du patrimoine (bâti et matériel) en France métropolitaine

		France métropolitaine		
		Patrimoine protégé et non protégé *	Patrimoine protégé *	Chiffres retenus dans cette étude *
Retombées économiques indirectes du patrimoine	CA des entreprises de travaux de restauration	2 807	1 204	1 204
	CA des entreprises artisanales du bâtiment	22 916	3 896	3 896
	Retombées économiques du tourisme patrimonial	15 507		15 507
	CA des entreprises des métiers d'art	3, 6		3,6
	Total des retombées économiques indirectes	41 233, 6	5 100	20 610 *

Financements publics	Financements étatiques du patrimoine bâti (investissement)		225	225
	Financements étatiques des collections muséales (investissement)		2,3	2, 3
	Total des financements pour la restauration du patrimoine		227,3	227 *

* En millions d'euros – les données sont arrondies à la décimale inférieure ou supérieure.

La participation de l'État pour la restauration du patrimoine (bâti et matériel) en investissement se chiffre à 227 millions d'euros. En l'absence de données plus précises relatives aux autres financements publics (conseils régionaux, conseils généraux, communes), il est impossible de produire des chiffres globalisant l'ensemble des financements publics. Toutefois, compte tenu du fait que la part de l'État représente entre 30 % et 50 % du financement public global, **on peut estimer le montant des autres financements publics entre 454 et 530 millions d'euros, ce qui représente un volume d'investissement public compris entre 680 et 760 millions d'euros.**

En conclusion

Les retombées économiques indirectes liées au patrimoine s'élèvent à 95 millions d'euros pour les Dom-Tom.

Tableau récapitulatif des retombées économiques indirectes et des financements alloués à la restauration du patrimoine (bâti et matériel) dans les Dom-Tom

		Dom-Tom		
		Patrimoine protégé et non protégé *	Patrimoine protégé *	Chiffres retenus dans cette étude *
Retombées économiques indirectes du patrimoine	Retombées économiques du tourisme patrimonial	95		95
	Total des retombées économiques indirectes	95		95

Financements publics	Financements étatiques du patrimoine bâti (investissement)		4,84	4,84
	Financements étatiques des collections muséales (investissement)		0,022	0,022
	Total des financements pour la restauration du patrimoine		4,86	4,86

* En millions d'euros – les données sont arrondies à la décimale inférieure ou supérieure.

La participation de l'État pour la restauration du patrimoine bâti et matériel en investissement se chiffre à 5 millions d'euros. En l'absence de données plus précises relatives aux autres financements publics (conseils régionaux, conseils généraux, communes), il est impossible de produire des chiffres globalisant l'ensemble des financements publics. Toutefois, compte tenu du fait que la part de l'État représente entre 30 % et 50 % du financement public global, **on peut estimer le montant des autres financements publics entre 9,7 et 11,4 millions d'euros, ce qui représente un volume d'investissement public compris entre 14,6 et 16,2 millions d'euros.**

Sur la base d'un investissement de l'État pour la restauration du patrimoine compris entre 30 % à 50 %, 1 € investi dans le patrimoine génère entre 28 € et 31 € de retombées économiques en France métropolitaine et 6 € dans les Dom-Tom³⁰.

³⁰ N.B. : Nous rappelons que par insuffisance de données sur les Dom-Tom, le chiffre mentionné ci-dessus ne reflète que partiellement la réalité.

Tableau récapitulatif des retombées sociales liées au patrimoine

– Pour les gestionnaires de sites « incontournables » ayant répondu à l'étude :

Type de retombées sociales	Emplois en France métropolitaine
– Emplois directs	30 000
– Emplois indirects	280 000
– Emplois induits	186 000
Total *	496 000

– Pour les gestionnaires appartenant à l'étude et ayant répondu :

Type de retombées sociales	Emplois en France métropolitaine	Emplois dans les Dom-Tom
– Emplois directs	33 000	550
– Emplois indirects	280 000	1 600
– Emplois induits	187 000	1 293
Total *	500 000	3 500

* Données arrondies à la décimale supérieure ou inférieure.

Tableau récapitulatif des retombées économiques du patrimoine

Pour les gestionnaires « incontournables » ayant répondu à l'étude :

Type de retombées économiques	Retombées économiques en France métropolitaine **
– Retombées économiques directes	494
– Retombées économiques indirectes	20 610
Total	21 104 *

– Financements publics (État) : Investissement	227 *
– Autres financements publics estimés (conseils régionaux, conseils généraux, communes...) * : Investissement	Compris entre 454 et 530

* Ces financements sont estimés sur la base du ratio de participation de l'État oscillant entre 30 et 50 %.

** En millions d'euros – les données sont arrondies à la décimale inférieure ou supérieure.

– Pour les gestionnaires ayant répondu à l'étude :

Type de retombées économiques	Retombées économiques en France métropolitaine **	Retombées économiques dans les Dom-Tom **
– Retombées économiques directes	519	1,77
– Retombées économiques indirectes	20 610	95
Total	21 129 *	96,77

– Financements publics (État) : Investissement	227 *	4,9
– Autres financements publics estimés (conseils régionaux, conseils généraux, communes...) * : Investissement	Compris entre 454 et 530	Compris entre 9,7 et 11,4

* Ces financements sont estimés sur la base du ratio de participation de l'État oscillant entre 30 et 50 %.

** En millions d'euros – les données sont arrondies à la décimale inférieure ou supérieure.

Tableau synthétique national (France métropolitaine)

État de protection en France métropolitaine	
Monuments classés	14 308
Monuments inscrits	28 336
Total des monuments historiques	42 644
Musées de France	1 186
Villes et pays d'art et d'histoire (données Dapa - Bureau de la diffusion)	132
Nombre de gestionnaires concernés par l'étude *	1 234
Total des "incontournables" / Total des "incontournables" répondants **	163 / 200
Total des sites concernés par l'étude ayant répondu / Total des sites concernés par l'étude	1065 / 3 396

IMPACT SOCIAL DU PATRIMOINE

I. Les emplois directs du patrimoine	Incontournables	Total
Au sein des monuments, Musées de France et sites	7 675	10 457
Au sein des administrations en charge du patrimoine		
Fonction publique territoriale (CR, CG, communes...)	19 500	19 500
Fonction publique d'État (Drac - SDAP)	1 489	1 489
Guides du patrimoine	1 391	1 391
Nombre total d'emplois directs	30 055	32 837

II. Les emplois indirects du patrimoine	
Liés à la restauration du bâti	
Entreprises de travaux de restauration (données Qualibat)	8 898
Artisans du patrimoine	52 219
Architectes du patrimoine	755
Emplois totaux liés à la restauration du bâti	61 872
Autres emplois liés à la restauration	
Restaureurs	1 377
Laboratoires et ateliers de restauration en biens culturels	546
Emplois totaux liés à la restauration	1 923
Liés au tourisme patrimonial	
Emplois touristiques patrimoniaux (données Insee)	162 274
Emplois totaux liés au tourisme patrimonial	162 274
Autres emplois liés à la valorisation du patrimoine	
Formation	3 797
Recherche	4 254
Métiers d'art	45 292
Expertise	368
Autres emplois liés à la valorisation du patrimoine	53 711
Nombre total d'emplois indirects	279 780

III. Les emplois induits du patrimoine (I + II) X 0,6	Incontournables	Total
Emplois induits du patrimoine	185 901	187 570

TOTAL DES EMPLOIS DANS LE PATRIMOINE	495 736	500 187
---	----------------	----------------

* Site protégé, monument historique, Musée de France, ouvert au public au moins 40 jours par an, faisant l'objet d'une billetterie ou inscrit sur une visite guidée payante, et visite de ville payante VPAH.

** Il a été effectué un choix parmi les sites retenus des 10 monuments, MDF les plus fréquentés en région. Ces derniers représentant en moyenne 80 % des retombées économiques et sociales du patrimoine.

Source : État de protection en région. Statistiques de la culture, chiffres clés, édition 2008, MCC / Dapa / DEPS, La Documentation française.

IMPACT ÉCONOMIQUE DU PATRIMOINE

I. Retombées économiques directes du patrimoine		Incontournables	Total
Recettes liées à l'exploitation du patrimoine			
Billetteries		242 676 065	257 585 397
Boutiques et librairies		86 918 053	92 104 003
Visites guidées payantes		13 995 385	16 048 743
Audioguides		1 981 831	1 993 151
Évènements		11 667 758	12 483 764
Autres recettes		136 816 627	138 647 630
Recettes globales des sites, monuments et MDF		494 055 719	518 862 688
II. Retombées économiques indirectes du patrimoine			
Liées à la restauration du bâti			
CA Entreprises de travaux de restauration (données Qualibat)		1 203 800 128	
CA Artisans du patrimoine		3 895 741 760	
Chiffre d'affaires total lié à la restauration du bâti		5 099 541 888	
Liées au tourisme patrimonial			
Consommations des touristes patrimoniaux (données direction du Tourisme)		15 481 884 912	
Taxe de séjour		25 356 319	
Retombées économiques totales liées au tourisme patrimonial		15 507 241 231	
Autres retombées économiques liées à la valorisation du patrimoine			
CA Entreprises des métiers d'art		3 641 354	
Chiffre d'affaires lié à la valorisation du patrimoine		3 641 354	
Retombées économiques totales indirectes		20 610 424 473	
TOTAL DES RETOMBÉES ÉCONOMIQUES DANS LE PATRIMOINE		21 104 480 192	21 129 287 161

N.B. : les données sont arrondies à la décimale inférieure ou supérieure.

La participation de l'État pour la restauration du patrimoine (bâti et matériel) en investissement se chiffre à 227 millions d'euros. En l'absence de données plus précises relatives aux autres financements publics (conseils régionaux, conseils généraux, communes), il est impossible de produire des chiffres globalisant l'ensemble des financements publics. Toutefois, compte tenu du fait que la part de l'État représente 30 % à 50 % du financement public global, **on peut estimer que le montant des autres financements publics se situe entre 454 et 530 millions d'euros, ce qui représente un volume d'investissement public compris entre 680 et 760 millions d'euros.**

Tableau synthétique des Dom-Tom *

État de protection dans les Dom-Tom	
Monuments classés	90
Monuments inscrits	275
Total des monuments historiques	365
Musées de France (hors Réunion et Saint-Pierre et Miquelon)	15
Villes et pays d'art et d'histoire (données Dapa - Bureau de la diffusion)	4
Total des sites appartenant à l'étude **	74
Total des sites ayant répondu / Total des sites de l'étude	24 / 74

IMPACT SOCIAL DU PATRIMOINE

I. Les emplois directs du patrimoine	Total
Au sein des monuments, Musées de France et sites	205
Au sein des administrations en charge du patrimoine	
Fonction publique territoriale (CR, CG, communes...)	315
Fonction publique d'État (Drac - SDAP)	30
Guides du patrimoine	3
Nombre total d'emplois directs	553

II. Les emplois indirects du patrimoine	
Liés à la restauration du bâti	
Entreprises de travaux de restauration (données Qualibat)	0
Artisans du patrimoine	657
Architectes du patrimoine	2
Emplois totaux liés à la restauration du bâti	659
Autres emplois liés à la restauration	
Restaurateurs	non renseigné
Laboratoires et ateliers de restauration en biens culturels	non renseigné
Emplois totaux liés à la restauration	
Liés au tourisme patrimonial	
Emplois touristiques patrimoniaux (données Insee)	915
Emplois totaux liés au tourisme patrimonial	915
Autres emplois liés à la valorisation du patrimoine	
Formation	27
Recherche	
Métiers d'art	
Expertise	
Autres emplois liés à la valorisation du patrimoine	27
Nombre total d'emplois indirects	1 601

III. Les emplois induits du patrimoine (I + II) X 0,6	
Emplois induits du patrimoine	1 293

TOTAL DES EMPLOIS DANS LE PATRIMOINE	3 447
---	--------------

* Hors Réunion

** Site protégé, monument historique, Musée de France, ouvert au public au moins 40 jours par an, faisant l'objet d'une billetterie ou inscrit sur une visite guidée payante, et visite de ville payante VPAH.

Source : État de protection en région. *Statistiques de la culture, chiffres clés*, édition 2008, MCC / Dapa / DEPS, La Documentation française.

IMPACT ÉCONOMIQUE DU PATRIMOINE

I. Retombées économiques directes du patrimoine		Total
Recettes liées à l'exploitation du patrimoine		
Billetteries		1 131 369
Boutiques et librairies		334 656
Visites guidées payantes		65 449
Audioguides		0
Événements		11 817
Autres recettes		223 110
Recettes globales des sites, monuments et MDF		1 766 401

II. Retombées économiques indirectes du patrimoine		
Liées à la restauration du bâti		
CA Entreprises de travaux de restauration (données Qualibat)		0
CA des artisans du patrimoine		non renseigné
Chiffre d'affaires total lié à la restauration du bâti		0
Liées au tourisme patrimonial		
Consommations des touristes patrimoniaux (données direction du Tourisme)		94 414 023
Taxe de séjour		381 955
Retombées économiques totales liées au tourisme patrimonial		94 795 978
Autres retombées économiques liées à la valorisation du patrimoine		
CA des entreprises des métiers d'art		non renseigné
Chiffre d'affaires lié à la valorisation du patrimoine		
Retombées économiques totales indirectes		94 795 978

TOTAL DES RETOMBÉES ÉCONOMIQUES DANS LE PATRIMOINE	96 562 379
---	-------------------

La participation de l'État pour la restauration du patrimoine bâti et matériel en investissement se chiffre à 5 millions d'euros. En l'absence de données plus précises relatives aux autres financements publics (conseils régionaux, conseils généraux, communes), il est impossible de produire des chiffres globalisant l'ensemble des financements publics. Toutefois, compte tenu du fait que la part de l'État représente entre 30 % et 50 % du financement public global, on peut estimer le montant des autres financements publics entre 9,7 et 11,4 millions d'euros, ce qui représente un volume d'investissement public entre 14,6 et 16,2 millions d'euros.

Tableaux des retombées sociales et économiques régionales

Retombées sociales directes

	Salariés sur site		Employés territoriaux	Employés Drac	Guides du patrimoine	Incontournables	Total
	Incontournables	Total					
ALSACE	86	100	710	35	9	840	854
AQUITAINE	145	222	791	100	30	1 066	1 143
AUVERGNE	74	113	349	75	44	542	581
BASSE-NORMANDIE	151	258	751	46	34	982	1 089
BOURGOGNE	137	170	1 042	54	Non renseigné	1 233	1 266
BRETAGNE	133	297	587	77	102	899	1 063
CENTRE	292	340	1 207	79	34	1 611	1 660
CHAMPAGNE-ARDENNE	130	326	685	55	26	896	1 092
CORSE			308	11,5	0	320	320
FRANCHE-COMTÉ	106	106	563	47	31	747	747
HAUTE-NORMANDIE	93	142	781	25	Non renseigné	899	948
ÎLE-DE-FRANCE	4 550	4 550	1 253	164	Non renseigné	5 967	5 967
LANGUEDOC-ROUSSILLON **		1 100	977	85	62	1 124	2 224
LIMOUSIN	39	54	333	48	8	428	443
LORRAINE	237	237	902	50	Non renseigné	1 189	1 189
MIDI-PYRÉNÉES	87	112	1 332	102	5	1 527	1 552
NORD-PAS-DE-CALAIS	378	467	1 126	92	80	1 676	1 765
PAYS DE LA LOIRE	195	225	1 097	71	50	1 413	1 443
PICARDIE	232	251	708	54	152	1 146	1 165
POITOU-CHARENTES	123	246	661	53	28	865	988
PACA	95	462	2 208	90	465	2 858	3 225
RHÔNE-ALPES	394	679	2 212	76	231	2 913	3 198
TOTAL France métropolitaine	7 675	10 457	19 500 *	1 489	1 391	30 055	32 837
GUADELOUPE		125	136	7	3		271
GUYANE		40	52	6	0		98
MARTINIQUE		40	127	17	0		184
TOTAL Dom-Tom		205	315	30	3		553
TOTAL France	7 880	10 662	19 815	1 519	1 394	30 608	33 390

Retombées économiques directes

	BILLETTERIE		BOUTIQUE		AUDIOGUIDES		VISITES GUIDÉES		ÉVÈNEMENTS		AUTRES		INCONTOURNABLES	TOTAL
	Incontournables	Total	Incontournables	Total	Incontournables	Total	Incontournables	Total	Incontournables	Total	Incontournables	Total		
ALSACE	4 270 549	4 470 051	632 477	0	18 647	383 724	13 572	0	0	0	0	0	4 935 245	5 499 824
AQUITAINE	2 645 853	4 020 694	576 456	900 610	10 893	144 819	121 381	137 102	378 276	487 651	114 707	1 720 961	3 829 613	5 701 769
AUVERGNE	774 597	860 741	250 662	274 558	0	64 540	666 666	669 945	29 036	114 707	1 720 961	1 984 491	1 720 961	1 984 491
BASSE-NORMANDIE	11 090 797	12 069 383	4 000 833	4 498 030	24 372	96 499	114 750	155 952	166 046	584 044	634 551	15 952 497	15 952 497	17 507 132
BOURGOGNE	2 764 590	3 505 597	1 331 135	1 705 750	15 705	185 854	214 424	50 484	50 484	110 131	122 077	4 457 899	4 457 899	5 614 037
BRETAGNE	2 774 449	4 487 669	1 131 111	1 779 322	0	190 554	453 534	30 227	83 083	31 140	264 681	4 157 481	4 157 481	7 068 289
CENTRE	10 321 502	10 937 009	3 173 178	4 241 357	278 778	278 778	278 778	278 778	177 075	296 849	1 025 399	14 480 619	14 480 619	16 900 920
CHAMPAGNE-ARDENNE	651 453	693 170	238 759	246 452	23 511	9 558	12 539	196 487	196 487	213 305	312 906	1 333 033	1 333 033	1 485 065
FRANCHE-COMTÉ	2 414 969	2 414 969	751 878	751 878	10 851	78 205	78 205	655 657	655 657	513 199	513 199	4 424 759	4 424 759	4 424 759
HAUTE-NORMANDIE	792 535	918 808	225 373	319 010	3 039	19 582	21 110	23 473	23 473	33 463	35 583	1 097 465	1 097 465	1 321 023
ILE-DE-FRANCE	178 365 829	178 970 859	67 837 928	68 225 195	1 537 837	10 190 524	10 284 809	5 736 647	5 736 647	130 208 975	130 211 264	393 877 740	393 877 740	394 966 631
LIMOUSIN	355 571	409 077	39 145	90 833	0	16 502	27 582	16 175	16 975	144 150	69 000	571 543	571 543	689 517
LORRAINE	1 858 144	1 858 144	418 069	418 069	332	355 969	355 969	86 124	86 124	91 648	91 648	2 810 286	2 810 286	2 810 286
MIDI-PYRÉNÉES	1 432 225	1 538 350	542 415	552 166	29 263	15 073	20 373	54 770	54 770	25 535	28 244	2 099 281	2 099 281	2 223 166
NORD-PAS-DE-CALAIS	2 496 340	2 670 580	627 421	631 063	408	111 843	173 443	80 831	207 463	112 326	152 107	3 429 169	3 429 169	3 839 708
PAYS DE LA LOIRE	3 179 087	3 529 553	966 325	1 024 803	25 142	134 512	152 049	177 528	182 196	367 531	560 265	4 850 125	4 850 125	5 474 882
PICARDIE	4 320 501	4 367 865	1 197 365	1 206 997	11 000	158 817	259 160	1 869 534	1 873 539	1 086 241	1 094 946	8 643 458	8 643 458	8 813 507
POITOU-CHARENTES	1 733 591	2 803 644	360 598	1 214 550	4 824	726 029	1 362 683	5 600	140 083	940 574	1 021 560	3 771 216	3 771 216	6 547 480
PACA	7 672 324	13 600 000	1 700 279	2 100 000	11 542	1 018 214	1 200 000	816 686	1 200 000	884 942	1 000 000	12 091 545	12 091 545	19 100 000
RHÔNE-ALPES	2 761 159	3 459 234	916 646	1 290 883	11 542	333 346	483 728	732 889	813 043	766 202	907 822	5 521 784	5 521 784	6 966 252
TOTAL France métropolitaine	242 076 065	257 585 397	86 918 053	92 104 003	1 993 151	13 995 385	16 048 743	11 667 758	12 483 764	136 816 627	138 647 630	494 055 719	494 055 719	518 862 688
GUADELOUPE		327 004		239 751	0	65 341	65 341	11 817	11 817	142 400	142 400	786 313	786 313	786 313
GUYANE		42 997		571	0	108	108	0	0	67 500	67 500	111 176	111 176	111 176
MARTINIQUE		761 368		94 334	0	0	0	0	0	13 210	13 210	868 912	868 912	868 912
TOTAL Dom-Tom		1 131 369		334 656	0	65 449	65 449	11 817	11 817	223 110	223 110			1 766 401
TOTAL FRANCE	243 807 434	258 716 766	87 252 709	92 438 659	1 993 151	14 060 834	16 114 192	11 679 575	12 495 581	137 039 737	138 870 740	495 822 120	495 822 120	520 629 089

N.B. : Les retombées économiques directes du Languedoc-Roussillon sont estimées à 20 305 800 €. Ces chiffres n'ont pas pu être intégrés aux recettes nationales, des données globales ayant été transmises le 15 janvier.

Retombées sociales indirectes

REGIONS	REST AURATION DU PATRIMOINE				REST AURATION (AUTRES)			TOURISME	AUTRES EMPLOIS INDIRECTS LIÉS AU PATRIMOINE				TOTAL
	Emplois dans les entreprises de restauration du patrimoine protégé	Artisans	Architectes	Restaurateurs	Emplois dans les laboratoires et ateliers de restauration de biens culturels	Emplois touristiques	Professeurs		Autres emplois de la recherche dans le patrimoine	Emplois dans les métiers d'art	EXPERTISE		
ALSACE	251	1 381	11		0	8 303	127	51	961	1	11 086		
AQUITAINE	272	3 199	27		2	7 909	269	208	2 826	7	14 718		
AUVERGNE	102	1 256	16		0	1 829	81	64	1 165	0	4 513		
BASSE-NORMANDIE	161	1 347	15		17	2 491	26	54	1 127	2	5 240		
BOURGOGNE	107	1 468	19		4	2 250	112	91	1 310	3	5 364		
BRET AGNE	285	2 912	16		21	4 584	188	207	2 343	5	10 561		
CENTRE	447	2 324	15		0	9 096	113	14	1 873	10	13 892		
CHAMPAGNE-ARDENNE	287	1 008	12		4	1 506	80	66	909	0	3 872		
CORSE	42	446	6		0	1 155	11	2	502	0	2 163		
FRANCHE-COMTÉ	60	952	3		13	1 647	48	73	875	2	3 673		
HAUTE-NORMANDIE	246	1 323	16		0	2 092	95	75	1 064	6	4 917		
ILE-DE-FRANCE	3 719	7 819	355	Non renseigné	265	51 640	861	1 627	6 077	258	72 621		
LANGUEDOC-ROUSSILLON	207	2 694	31		0	5 651	216	333	2 846	13	11 992		
LIMOUSIN	227	688	4		0	1 084	76	25	699	0	2 803		
LORRAINE	507	1 666	10		9	6 500	170	92	1 327	1	10 283		
MIDI-PYRÉNÉES	110	2 855	28		7	6 026	228	73	2 871	3	12 202		
NORD-PAS-DE-CALAIS	211	2 266	11		0	3 591	173	169	1 541	4	7 966		
PAYS DE LA LOIRE	573	3 184	39		0	4 185	185	90	2 204	3	10 463		
PICARDIE	176	1 292	10		15	1 859	58	212	1 160	1	4 783		
POITOU-CHARENTES	251	1 733	26		2	2 842	90	187	1 490	1	6 623		
PACA	368	4 833	49		152	28 352	223	259	5 315	27	39 578		
RHÔNE-ALPES	293	5 572	36		35	7 680	367	282	4 807	21	19 093		
TOTAL France métropolitaine	8 898	52 219	755	1 377	546	162 274	3 797	4 254	45 292	368	279 780		
GUADELOUPE	aucune entreprise ne dispose de la certification Qualibat mention MH	290	0	Non renseigné	aucune de ces structures n'est recensée	513	8	aucun laboratoire de recherche n'est recensé	Non renseigné	Non renseigné	811		
GUYANE	aucune entreprise ne dispose de la certification Qualibat mention MH	71	0	Non renseigné	aucune de ces structures n'est recensée	70	9	aucun laboratoire de recherche n'est recensé	Non renseigné	Non renseigné	150		
MARTINIQUE	aucune entreprise ne dispose de la certification Qualibat mention MH	296	2	Non renseigné	aucune de ces structures n'est recensée	331	10	aucun laboratoire de recherche n'est recensé	Non renseigné	Non renseigné	640		
TOTAL Dom-Tom		657	2			915	27				1 601		

N.B. : Pour les restaurateurs, il n'a pu être possible de faire une répartition des emplois par région. Ceci explique le décalage entre le total horizontal et celui vertical.

Retombées économiques indirectes

RÉGIONS	RESTAURATION DU PATRIMOINE BÂTI		TOURISME		AUTRES IMP ACTS ÉCONOMIQUES INDIRECTS LIÉS AU PATRIMOINE	TOTAL RECETTES	FINANCEMENTS PUBLICS DE L'ÉTAT POUR LA RESTAURATION		TOTAL DES FINANCEMENTS DÉCLARÉS DE L'ÉTAT POUR LA RESTAURATION DU PATRIMOINE
	CA des entreprises de restauration du patrimoine protégé	CA des artisans	Dépenses touristiques	Taxes de séjour			du patrimoine bâti	du patrimoine matériel	
ALSACE	24 450 261	104 393 600	639 863 798	544 455	77 277	769 329 391	4 915 721	76 231	4 991 952
AQUITAINE	23 500 845	240 208 640	993 219 269	1 919 145	227 179	1 259 075 078	13 959 096	non renseigné	13 959 096
AUVERGNE	14 230 346	69 457 920	247 650 000	145 387	93 657	331 577 310	10 440 953	60 000	10 500 953
BASSE-NORMANDIE	11 529 350	96 951 680	218 884 158	280 985	90 593	327 736 766	6 671 877	29 446	6 701 323
BOURGOGNE	11 426 006	107 959 520	221 714 156	116 515	105 358	341 321 554	10 045 267	115 000	10 160 267
BRET AGNE	23 336 954	214 678 720	569 108 881	781 124	188 345	808 094 025	12 681 742	61 000	12 742 742
CENTRE	47 081 384	129 044 960	955 040 272	315 541	150 570	1 131 632 728	13 790 038	122 300	13 912 338
CHAMPAGNE-ARDENNE	26 905 185	71 938 560	141 450 000	46 649	73 098	240 413 493	10 435 661	103 443	10 539 104
CORSE	5 834 416	22 532 480	223 614 000	325 933	40 366	252 347 194	100 751	non renseigné	100 751
FRANCHE-COMTÉ	4 504 844	65 116 800	166 090 959	159 894	70 368	235 942 865	4 160 610	150 535	4 311 145
HAUTE-NORMANDIE	23 679 255	87 080 800	165 927 000	101 323	85 523	276 873 901	5 539 783	127 205	5 666 988
ILE-DE-FRANCE	662 326 392	857 577 920	3 253 458 500	7 137 438	488 595	4 780 988 845	22 251 424	111 500	22 362 924
LANGUEDOC-ROUSSILLON	19 235 732	156 228 640	844 563 756	1 495 863	228 795	1 021 752 785	11 196 422	44 650	11 241 072
LIMOUSIN	24 268 863	39 845 280	121 032 000	73 440	56 217	185 275 800	6 179 348	54 544	6 233 892
LORRAINE	63 916 054	123 980 320	508 141 000	245 898	106 667	696 389 938	9 884 560	27 950	9 912 510
MIDI-PYRÉNÉES	11 608 550	200 673 440	741 612 554	705 687	230 800	954 831 031	8 490 027	395 496	8 885 523
NORD-PAS-DE-CALAIS	25 425 273	150 698 880	303 674 222	287 334	123 883	480 209 592	8 289 840	308 642	8 598 482
PAYS DE LA LOIRE	56 879 768	249 200 960	532 620 480	671 900	177 230	839 550 338	20 215 456	0	20 215 456
PICARDIE	26 919 133	77 054 880	141 450 000	88 354	93 239	245 605 606	12 329 901	62 538	12 392 439
POITOU-CHARENTES	24 247 136	113 592 640	374 137 956	572 138	119 816	512 669 685	7 384 723	100 000	7 484 723
PACA	43 732 302	296 746 560	3 304 686 870	7 371 114	427 280	3 652 964 126	14 012 305	160 750	14 173 055
RHÔNE-ALPES	28 762 081	420 778 560	813 945 083	1 970 203	386 497	1 265 842 423	11 853 428	253 394	12 106 822
Total France métropolitaine	1 203 800 128	3 895 741 760	15 481 884 912	25 356 319	3 641 354	20 610 424 473	224 828 933	2 364 624	227 193 557
	aucune entreprise ne dispose de la certification Qualibat mention MH	Non renseigné	65 596 446	Non renseigné	Non renseigné	65 596 446	1 079 188	22 000	1 101 188
GUADELOUPE									
GUYANE	aucune entreprise ne dispose de la certification Qualibat mention MH	Non renseigné	7 897 614	Non renseigné	Non renseigné	7 897 614	677 194	Non renseigné	677 194
MARTINIQUE	aucune entreprise ne dispose de la certification Qualibat mention MH	Non renseigné	20 919 963	Non renseigné	Non renseigné	20 919 963	3 089 680	Non renseigné	3 089 680
Total Dom-Tom			94 414 023	381 955		94 795 978	4 846 062	22 000	4 868 062

N.B. : Pour les taxes de séjour des Dom-Tom il n'a pu être possible de faire une répartition par région. Ceci explique le décalage entre le total horizontal et celui vertical.

Conclusion

Les résultats de cette étude révèlent, au niveau national, **l'importance significative des différentes formes d'impact du patrimoine en termes de recettes, de volume et de diversité des activités induites, d'emplois directs et indirects**. Ils permettent aussi de constater à quel point le patrimoine irrigue fortement diverses activités non spécifiques.

Avec un total de retombées économiques supérieur à vingt milliards d'euros, l'enquête nationale fait apparaître un rapport « impact global des retombées économiques / montant dépenses publiques » très significatif : l'impact économique national du patrimoine est ainsi (tout en rappelant ici les mises en garde et les limites propres à la démarche déjà évoquées) plus de vingt fois supérieur à ce qu'il mobilise comme dépense publique d'investissement (État, régions, départements, communes).

Parallèlement, et comme en région Paca, **on constate que le montant des recettes directes générées par les monuments et sites protégés ouverts au public (plus de 500 millions d'euros) est deux fois supérieur au budget consacré annuellement par l'État pour les travaux de restauration et d'entretien de ces mêmes monuments**.

S'il était besoin de le rappeler, cette étude souligne à quel point, loin d'être une charge, le patrimoine est un moteur économique important et dynamique.

De plus, **avec 500 000 emplois, dont plus de 30 000 directs**, le patrimoine joue, en complément de sa fonction culturelle essentielle, **un rôle social déterminant**. Ces emplois se répartissant dans des secteurs d'activité très divers, sont pour la plupart d'entre eux hautement qualifiés et porteurs de valeurs associées (historiques, pédagogiques, citoyennes...) contribuant fortement au renforcement des identités culturelles.

Cette étude reflète une situation nationale très cohérente au regard des chiffres produits en région Paca, ces derniers représentant schématiquement un dixième de ceux observés au niveau national. Ainsi, divers comparatifs relatifs aux recettes de billetteries, à la dépense publique, aux emplois directs et indirects font apparaître une étonnante similitude entre eux. Cela confirme la cohérence et l'homogénéité des données nationales produites dans un contexte de collecte des données beaucoup plus complexe qu'en région Paca.

La prégnance du tourisme patrimonial est en revanche proportionnellement plus forte au niveau national qu'en Paca, Paris jouant là un rôle déterminant.

Cette étude clôt une étape initiée depuis plus d'une année et demie. Elle s'inscrivait dans la nécessité d'élaborer un **premier état des lieux national de l'impact économique et social du patrimoine** par la production de données objectives pouvant contribuer à une meilleure appréhension des enjeux, à la rationalisation de la connaissance des différentes formes d'impact, à l'optimisation des modes de valorisation, et de manière induite, à l'intégration des problématiques économiques dans les représentations et pratiques professionnelles.

Si l'objectif était ambitieux, il faut aussi rappeler le **caractère innovant et expérimental** de la démarche, et ce à plusieurs titres :

- sur l'**objet même**, aucune enquête nationale de référence sur ce thème n'ayant été conduite auparavant, et par la volonté de prendre en compte tous les éléments constitutifs et toutes les formes d'impact du patrimoine ;
- par la **méthode** issue de la transposition nationale d'une démarche entreprise en région Paca, et articulant des dimensions régionales répondant à des enjeux de connaissance spécifiques à un état des lieux national ;
- par le souhait de **dépasser le cadre strict d'une étude** au profit d'une démarche globale de mobilisation des partenaires et de mutualisation des ressources des différents acteurs ;
- par l'inscription de ce travail dans une perspective plus large de préfiguration d'un **système d'observation**.

Nous ne reviendrons pas ici sur les inévitables difficultés rencontrées : le rappel du caractère expérimental de cette approche au sein d'un secteur professionnel encore peu enclin à intégrer les problématiques économiques l'explique grandement.

Toutefois, il faut prendre acte qu'une évaluation des retombées économiques du patrimoine au niveau national est plus à même, en l'état, de **repérer** les différentes formes d'impact que de les **mesurer**.

Deux facteurs principaux, vérifiés tout au long de ce travail, expliquent ce constat : la **non-exhaustivité des réponses** permettant de calculer de manière très précise les effets directs, la limitation du champ de l'étude au patrimoine protégé, mais également et surtout **les limites de l'appréciation d'effets indirects et induits** issus, pour la plupart, de données nationales ou locales hétérogènes, de qualité inégale, situées sur des années de référence différentes.

Poser ceci n'enlève rien à la pertinence du travail réalisé ou à son intérêt, mais permet d'en marquer clairement les limites et d'envisager les **modalités à mettre en œuvre permettant de réaliser des mesures plus approfondies**.

Celles-ci sont de plusieurs ordres :

– **En ce qui concerne les retombées directes**

La difficile collecte de données nous a conduits à nous centrer sur un nombre limité de monuments « incontournables » avec pour conséquence la surreprésentation de quelques typologies de patrimoines (musées, édifices religieux) et le recours aux « grands sites ».

Bien que ceci ne soit pas de nature à fausser la cohérence des chiffres nationaux, il conviendrait de corriger ces phénomènes par des mécanismes de pondération (territoriale ou par typologies). On pourrait ainsi retenir, dans chaque région, des monuments significatifs au sein des différentes typologies de patrimoine.

De façon complémentaire, une série d'études de cas qui situeraient chaque monument dans son histoire, ses environnements, sa nature, montrerait que **l'économie n'est pas une simple affaire de chiffres**.

– **En ce qui concerne les retombées indirectes et induites**

Les difficultés rencontrées sont plus classiques et renvoient à l'inexistence de données fiables, homogènes et partagées dans les secteurs du tourisme, de la restauration du patrimoine, des métiers d'art.

Le travail entrepris (choix méthodologiques, recherche systématique de sources fiables, travail d'harmonisation et de mise en cohérence, identification de partenaires potentiels, etc.) **préfigure un système d'observation pérenne** permettant à la fois la **mobilisation rapide de données** (investissements, emplois, différentes formes d'impacts territoriaux ou nationaux), le croisement de ces données pour **l'élaboration**

instantanée de ratios (rapport investissement public / billetteries, emploi « patrimonial » / emploi, etc), **l'étude dynamique des changements et évolutions** (emplois, billetteries, investissement public) au regard d'un état des lieux initial, l'établissement de **cartographies** permettant de visualiser les typologies et niveaux d'impact du patrimoine, une **communication directe et rationnelle** avec l'ensemble des acteurs intervenant sur ce champ (gestionnaires des sites et monuments protégés, Drac, têtes de réseaux, etc.).

De ce point de vue, au-delà des résultats présentés ici, de l'intérêt et des débats qu'ils pourront susciter, ce travail la première étape permettant la **mise en place d'un processus d'observation et d'action** que l'aboutissement d'une démarche d'étude.

Nous espérons par ce travail avoir contribué à en clarifier les enjeux.



Gare routière de Gray, 2006 © CRMH, Drac Franche-Comté

Table des abréviations

ARP : Agence Régionale du Patrimoine Provence-Alpes-Côte d'Azur
CA : Chiffre d'affaires
CDT : Comité départemental du tourisme
CMN : Centre des monuments nationaux
CNFPT : Centre National de la Fonction Publique Territoriale
CRT : Comité régional du tourisme
DAPA : Direction de l'architecture et du patrimoine – ministère de la Culture et de la Communication
DEPS : Département des Études, de la Prospective et des Statistiques – ministère de la Culture et de la Communication
DMF : Direction des Musées de France – ministère de la Culture et de la Communication
DRAC : Direction régionale des affaires culturelles
MCC : Ministère de la Culture et de la Communication
MDF : Musée de France
MH : Monuments historiques
ORT : Observatoire régional du Tourisme
PACA : Provence-Alpes-Côte d'Azur
VPAH : Ville et pays d'art et d'histoire

Glossaire

Retombées : ensemble d'effets économiques, sociaux, fiscaux ou en termes d'investissements publics et d'attractivité observables sur un territoire donné et liés à la présence d'un site patrimonial.

Retombées directes (qui agissent sur la structure patrimoniale ou qui émanent directement d'elle) : un site patrimonial à entrée payante constitue un pôle économique produisant un chiffre d'affaires, une valeur ajoutée, des emplois, des recettes fiscales. Ces éléments constituent les retombées directes du patrimoine

Retombées indirectes (qui agissent sur son environnement) : les visiteurs d'un site patrimonial effectuent des dépenses dans l'environnement immédiat du site patrimonial (par exemple dans le secteur hôtelier, dans les commerces liés au site ou à l'artisanat local...). Ces dépenses alimentent le chiffre d'affaires des agents chez qui ces dépenses sont effectuées, générant une valeur ajoutée, des emplois, des recettes fiscales. Ces éléments constituent les retombées indirectes du patrimoine.

Retombées induites : les agents économiques bénéficiaires des retombées directes et indirectes mobilisent les sommes perçues pour rémunérer leurs salariés, acquérir à leur tour des biens et services auprès d'autres agents, payer leurs impôts... L'ensemble de ces effets constituent les effets induits du patrimoine.

Prégnance : La prégnance patrimoniale est ici le nombre d'emplois patrimoniaux rapporté à la population active.

Annexes

1. L'enquête réalisée auprès des gestionnaires de patrimoine	P. 58
2. Les monuments dits « incontournables »	P. 61
3. Le questionnaire Gestionnaire de site, de monument protégé ou de MDF	P. 68
4. Tableaux synthétiques régionaux	P. 70
5. Liste des contacts permettant l'appréciation des retombées économiques et sociales du patrimoine	P. 146
6. Liste des études consultées pour l'évaluation des retombées économiques et sociales du patrimoine	P. 149

Annexe 1 – L'enquête réalisée auprès des gestionnaires de patrimoine

La population enquêtée

Sont concernés par l'enquête les gestionnaires :

- d'un monument ou d'un site protégé, ouvert au public au moins 40 jours et faisant l'objet d'une billetterie ou inscrit sur une visite payante ;
- d'un lieu de culte prestigieux, faisant l'objet d'un nombre conséquent de visiteurs et dont l'attractivité est mesurable ;
- d'une ville possédant le label Ville et pays d'art et d'histoire.

Les modalités de l'enquête

Le questionnaire Gestionnaire est désormais intégré à une base de données accessible via Internet sur le site www.impact-patrimoine.fr. Chaque gestionnaire de site possède un mot de passe afin d'accéder à un espace privé protégé.

Cette base de données permet le stockage et l'analyse des informations collectées auprès des gestionnaires, institutions et opérateurs intervenant sur le champ du patrimoine.

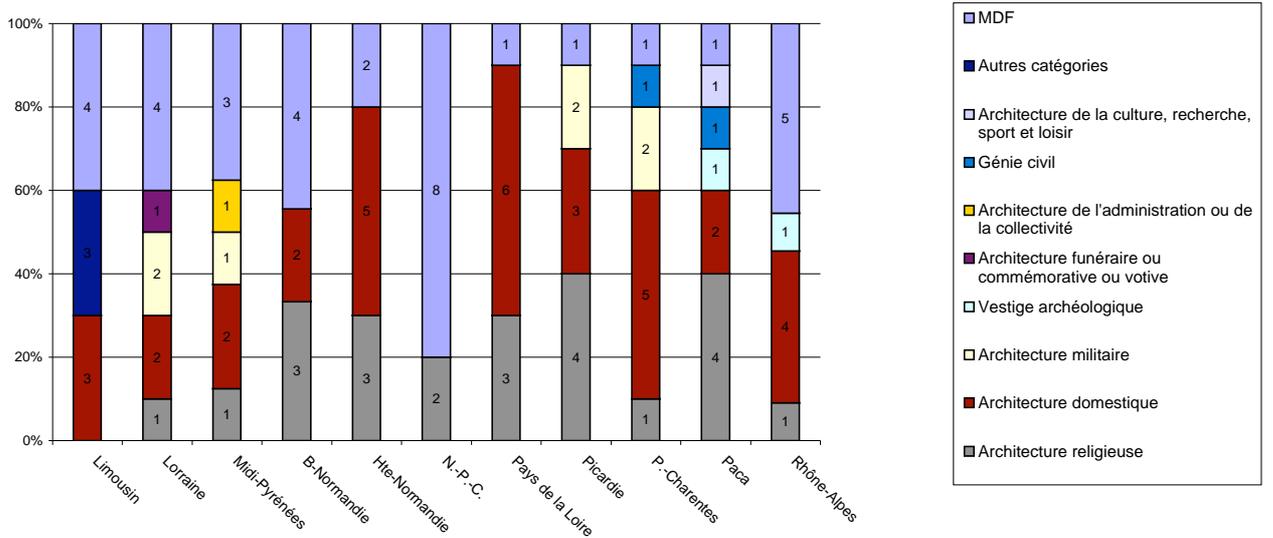
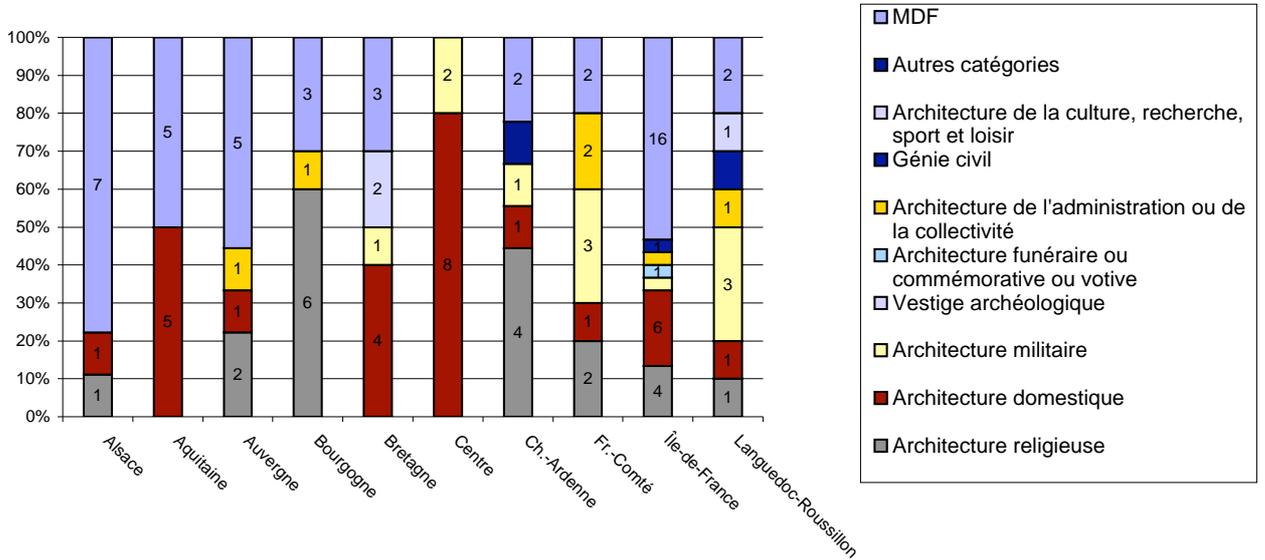
Après réception des listings fournis par les différentes Drac et intégration des informations (nom du contact, adresse postale et mail, nom des sites gérés...) un mail était automatiquement envoyé avec les coordonnées du site et le mot de passe.

L'enquête, en fonction des réunions d'information avec les Drac et des réceptions des fichiers Gestionnaires de patrimoine, s'est déroulée de septembre 2007 à novembre 2008, avec une phase importante de relance des « incontournables » de septembre à novembre 2008.

L'échantillon

Après un an de mise en application de l'enquête, il a donc été décidé, comme pour *l'étude des retombées du patrimoine en région Provence-Alpes-Côte d'Azur*, de définir un échantillon, appelé également les « incontournables ». Comme il a été développé en introduction, il concerne ainsi les 10 sites par région les plus fréquentés, excepté la région Île-de-France qui comprend 30 sites.

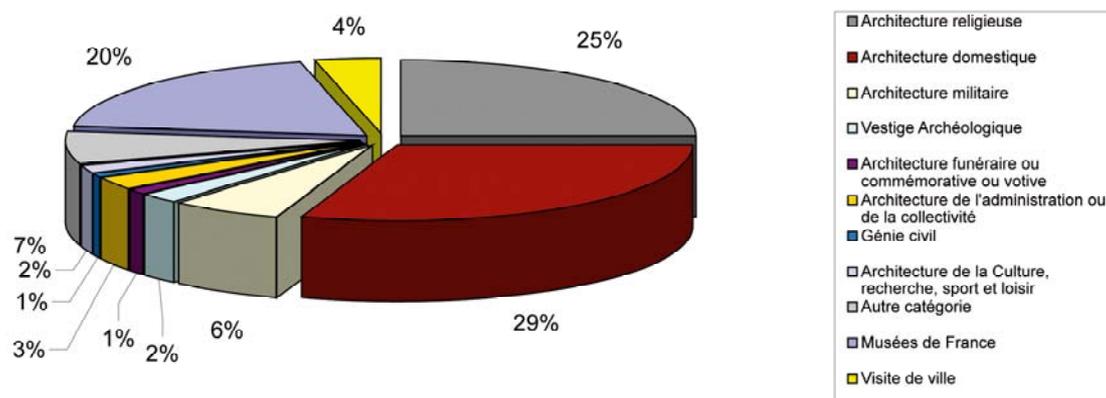
**Répartition par typologie architecturale ³¹
des sites et monuments protégés et MDF des « incontournables »**



Attention, des structures ayant le label « Musées de France » sont également des sites ou des monuments protégés. Ces musées peuvent être situés dans des châteaux, des domaines, des églises... L'ensemble des catégories architecturales peut ainsi être revu à la hausse.

³¹ Les modalités des variables « type architecture » auxquelles il est fait référence sont constituées à partir des informations contenues dans la base de données Agrippa.

**Répartition par typologie architecturale des sites et monuments protégés
intégrés à la base de données www.impact-patrimoine.fr.**



Annexe 2 – Les monuments dits « incontournables »

Cette liste comprend les 10 sites, monuments historiques et musées de France les plus fréquentés en 2007 au sein de chaque région. Elle a été établie à partir des données fournies par les CRT et comparée avec celles définies avec les Drac.

Ce panel est composé de 207 sites, monuments et monuments historiques, dont 30 sites en région Île-de-France.

En jaune, les gestionnaires de sites ayant fourni les données relatives aux recettes et le nombre de personnes salariées pour 2007, en rouge ceux n'ayant pas souhaité participer à l'étude et en blanc ceux n'ayant pas répondu au 30 novembre 2008.

Alsace

	VILLES	MONUMENTS	Nombre d'entrées ³²
67	Orschwiller	Château du Haut-Koenigsbourg	507 289
67	Strasbourg	Cathédrale	134 469
67	Strasbourg	Musée alsacien	48 438
67	Strasbourg	Musée archéologique	50 309
67	Strasbourg	Musée d'Art moderne et contemporain	137 728
67	Strasbourg	Musée des Arts décoratifs	50 194
67	Strasbourg	Musée des Beaux-Arts	118 779
68	Colmar	Musée Bartholdi	203 494
68	Colmar	Musée d'Unterlinden	89 650

Aquitaine

24	Beynac-et-Cazenac	Château de Beynac	218 974
24	Hautefort	Château	68 060
24	Les Eyzies-de-Tayac-Sireuil	Musée national de la Préhistoire (CMN)	83 374
24	Tursac	Maison Forte de Reignac	71 087
33	Bordeaux	CAPC Musée d'Art contemporain	99 017
33	Bordeaux	Musée d'Aquitaine	93 647
40	Sabres	Écomusée de Marquèze	76 274
47	Saint-Front-sur-Lemance	Château de Bonaguil	68 759
64	Cambo-les-Bains	Musée Arnaga – Demeure Edmond-Rostand	69 811
64	Pau	Domaine national – Musée du château de Pau	100 849

Auvergne

03	Moulins	Centre national du costume de scène	90 000
43	La Chaise-Dieu	Abbatiale St-Robert de la Chaise-Dieu	25 000
43	Le Puy-en-Velay	Cathédrale Notre-Dame et Cloître	75 000
63	Ambert	Moulin Richard-de-Bas	50 000
63	Clermont-Ferrand	Musée d'art Roger-Quilliot	25 000
63	Clermont-Ferrand	Muséum d'histoire naturelle Henri-Lecoq	25 000
63	Murat-le-Quaire	Musée de la Toinette	50 000
63	Murol	Château de Murol	100 000
63	Thiers	Musée de la Coutellerie	50 000

³² Fréquentations 2007, chiffres issus des CRT et de la base Pausanias (base de données du ministère de la Culture et de la Communication).

Bourgogne

VILLES	MONUMENTS	Nombre d'entrées ³³
21 Beaune	Hospices de Beaune	383 232
21 Dijon	Musée des Beaux-Arts	157 511
21 Dijon	Musée Magnin	14 041
21 Dijon	Muséum d'histoire naturelle	100 117
21 Montbard	Abbaye de Fontenay	96 691
58 La Charité-sur-Loire	Prieuré clunisien de La Charité-sur-Loire	Non renseigné
71 Autun	Cathédrale Saint-Lazare	195 000
71 Paray-le-Monial	Basilique du Sacré-Cœur	800 000
71 Tournus	Abbaye Saint-Philibert	300 000
89 Vézelay	Basilique Sainte-Marie-Madeleine	800 000

Bretagne

22 Fréhel	Fort de La Latte	122 369
22 Pleumeur-Bodou	Cité des télécoms	67 972
29 Brest	Musée de la Marine *	56 661
29 Saint-Goazec	Château de Trévarez	56 691
35 Fougères	Visites de Ville – VPAH et château	70 681
35 Pleugueneuc	Domaine de La Bourbansais et zoo	144 887
35 Rennes	Musée des Beaux-Arts	55 897
56 Carnac	Sites mégalithiques – Carnac	Non renseigné
56 Port-Louis	Citadelle – Musée de la Compagnie des Indes	61 442
56 Sarzeau	Château de Suscinio–Ploujean	90 7221

* Billetterie estimée en fonction des données fournies par le Musée national de la Marine – service du Développement, Paris.

Centre

18 Bourges	Palais Jacques-Cœur	35 023
36 Valençay	Parc et Château de Valençay	87 472
37 Azay-le-Rideau	Château d'Azay-le-Rideau	253 831
37 Chinon	Forteresse royale	93 497
37 Langeais	Château	84 748
37 Loches	Cité royale (Logis royal et donjon)	138 655
37 Villandry	Château et jardin	326 874
41 Blois	Château royal	241 061
41 Chambord	Château	668 977
41 Cheverny	Château	382 720

Champagne-Ardenne

08 Sedan	Château Haut et ses 4 bastions	68 163
10 Troyes	Église Saint-Urbain	66 459
10 Troyes	Cathédrale Saint-Pierre-Saint-Paul	89 835
		Non renseigné
51 L'Épine	Basilique Notre-Dame de l'Épine	60 000
51 Reims	Musée de la Basilique Saint-Rémy	40 654
51 Reims	Musée des Beaux-Arts	45 819
51 Reims	Palais de Tau	59 278
51 Reims	Tours de la Cathédrale	1 500 000
52 Langres	Visites de Ville – VPAH	92 685

³³ Fréquentations 2007 issues des CRT et de la base Pausanias (base de données du ministère de la Culture et de la Communication).

Franche-Comté

VILLES	MONUMENTS	Nombre d'entrées ³⁴
25 Arc-et-Senans	La Saline royale	110 312
25 Besançon	Citadelle Vauban (Muséum d'histoire naturelle et musée de la Résistance)	274 539
25 Besançon	Musée des Beaux-Arts et d'Archéologie	59 286
25 Besançon	Horloge Cathédrale	8 050
25 Besançon	Musée du Temps	38 431
25 La Cluse-et-Mijoux	Château de Joux	52 915
25 Montbéliard	Château des Ducs de Wurtemberg	26 416
39 Salins-les-Bains	Les Salines de Salins	49 054
70 Ronchamp	Chapelle de Notre-Dame-du-Haut	78 334
90 Belfort	Citadelle de Belfort	115 873

Île-de-France

75 Paris	Arc de Triomphe	1 330 738
75 Paris	Conciergerie	403 800
75 Paris	Musée Auguste-Rodin – Annexe de Meudon	621 513
75 Paris	Musée Carnavalet	485 204
75 Paris	Musée de l'Homme et Muséum national d'histoire naturelle, grande galerie de l'Évolution	1 344 344
75 Paris	Musée de l'Orangerie	600 000
75 Paris	Musée des Armées	1 130 841
75 Paris	Musée des Arts décoratifs	288 179
75 Paris	Musée d'Orsay	3 009 203
75 Paris	Musée du Louvre	8 348 000
75 Paris	Musée du Moyen Âge – Thermes et Hôtel de Cluny	290 000
75 Paris	Musée national des Arts asiatiques Guimet	104 387
75 Paris	Musée national des Arts et Métiers	184 484
75 Paris	Musée national Picasso	501 060
75 Paris	Panthéon	498 600
75 Paris	Musée du Petit Palais (musée des Beaux-Arts de la ville de Paris)	7887 418
75 Paris	Quai-Branly	952 770
75 Paris	Sainte-Chapelle	833 392
75 Paris	Tour Eiffel	6 695 130
75 Paris	Tours de la Cathédrale	400 000
77 Fontainebleau	Domaine national du Château de Fontainebleau	345 299
77 Maincy	Château de Vaux-le-Vicomte et Parc	247 821
78 Saint-Germain-en-Laye	Musée des Antiquités nationales	77 590
78 Thoiry	Domaine de Thoiry (parc et château)	392 700
78 Versailles	Château de Versailles	4 039 772
91 Courson-Monteloup	Domaine de Courson	110 355
92 Saint-Cloud	Domaine national de Saint-Cloud	177 143
93 Saint-Denis	Basilique de Saint-Denis	131 683

³⁴ Fréquentations 2007 issues des CRT et de la base Pausanias (base de données du ministère de la Culture et de la Communication).

Languedoc-Roussillon

VILLES	MONUMENTS	Nombre d'entrées ³⁵
11 Carcassonne	Cité de Carcassonne, château comtal	2 783 332
30 Vers-Pont-du-Gard	Site du pont du Gard	1 185 809
34 Montpellier	Musée Fabre	1 478 547
30 Nîmes	Arènes de Nîmes	231 905
30 Aigues-Mortes	Remparts et Tour de Constance	153 168
11 Duilhac-sous-Peyrepertuse	Château de Peyrepertuse	103 600
11 Narbonne	Abbaye de Fontfroide	93 731
66 Perpignan	Palais des Rois-de-Majorque	93 189
66 Tautavel	Musée de Préhistoire	86 003
66 Salses-le-Château	Forteresse de Salses	82 388

N.B. : Les données globales de cette région ont été transmises via *Figesma Conseil* dans le cadre de l'étude des retombées du patrimoine, commanditée par la Région L.R. et la Drac.

Limousin

19 Arnac-Pompadour	Château et Domaine du Haras	49 648
19 Bort-les-Orgues	Château de Val	25 572
19 Clergoux	Château de Sédières	31 104
19 Collonges-la-Rouge	Village médiéval	465 000
19 Sarran	Musée du Septennat	50 015
19 Tulle	Musée municipal du cloître André-Mazeyrie	29 100
19 Turenne	Visite de ville (tour de César et tour du Trésor)	140 000
87 Limoges	Musée de l'Évêché	43 360
87 Oradour-sur-Glane	Centre de la mémoire	122 571
87 Oradour-sur-Glane	Village martyr	183 856

Lorraine

54 Nancy	Musée de l'École de Nancy	59 506
54 Nancy	Musée des Beaux-Arts	103 181
54 Nancy	Musée lorrain	62 802
55 Douaumont	Ossuaire de Douaumont	233 313
57 Bitche	Citadelle de Bitche	371 553
57 Bliesbruck	Parc archéologique européen	331 230
57 Manderen	Château de Malbrouck	235 143
57 Metz	Cathédrale de Metz	61 400
88 Domrémy-la-Pucelle	Maison natale de Jeanne d'Arc	35 741
88 Grand	Site de Grand	25 777

Midi-Pyrénées

09 Foix	Château de Foix	86 404
31 Toulouse	Les Abattoirs – MAC	113 780
31 Toulouse	Musée des Augustins	106 326
46 Prudhomat	Château de Castelnaud-Bretenoux	176 084
81 Albi	Cathédrale Sainte-Cécile (cœur et trésor)	134 327
81 Albi	Musée Toulouse-Lautrec	137 566
32 Larressingle	Enceinte fortifiée et Église Saint-Sigismond	128 599

³⁵ Fréquentations 2007 issues des CRT et de la base Pausanias (base de données du ministère de la Culture et de la Communication).

Basse-Normandie

VILLES	MONUMENTS	Nombre d'entrées ³⁶
14 Bayeux	Cathédrale de Notre-Dame	360 000
14 Bayeux	Musée Baron-Gérard	14 911
14 Bayeux	Tapisserie de Bayeux	357 375
14 Falaise	Château de Falaise	43 857
50 Cherbourg-Octeville	Cité de la mer	201 400
50 Gratot	Château de Gratot	12 200
50 Hambye	Abbaye de Hambye	18 580
50 Le Mont-Saint-Michel	Abbaye du Mont-Saint-Michel	1 122 320
61 Saint-Cyr-la-Rosière	Musée des Arts et Traditions populaires du Perche	23 796

Haute-Normandie

27 Le Neubourg	Château du Champ-de-Bataille et jardins	33 510
27 Les Andelys	Château Gaillard	21 608
27 Lisors	Abbaye Notre-Dame de Mortemer	28 207
27 Vascœuil	Château et parc de Vascœuil	20 590
76 Dieppe	Château-musée	43 675
76 Eu	Château-musée Louis-Philippe	12 628
76 Fécamp	Musée des Terre-neuvas et de la Pêche *	27 395
76 Jumièges	Abbaye de Jumièges	60 000
76 Le Havre	Musée Malraux	35 497
76 St-Martin-de-Boscherville	Abbaye Saint-Georges	20 600

* Estimation des recettes Billetterie en fonction du prix d'entrée.

Nord-Pas-de-Calais

59 Cambrai	Cathédrale Notre-Dame	80 000
59 Dunkerque	Musée portuaire	49 712
59 Le Cateau-Cambrésis	Musée départemental Henri-Matisse	81 788
59 Lewarde	Centre historique Minier	141 849
59 Lille	Musée de l'Hospice-Comtesse	55 736
59 Lille	Musée d'Histoire naturelle	65 000
59 Lille	Palais des Beaux-Arts	189 288
59 Roubaix	La Piscine – Musée d'Art et d'Histoire	219 454
59 Villeneuve-d'Ascq	Musée d'Art moderne *	
62 Saint-Omer	Cathédrale Notre-Dame	50 000

* Musée fermé depuis 2007.

Pays de la Loire

44 Nantes	Château des Ducs-de-Bretagne	204 000
44 Nantes	Musée des Beaux-Arts	102 880
49 Angers	Château d'Angers – CMN	163 010
49 Brézé	Château de Brézé	93 769
49 Brissac-Quincé	Château de Brissac	40 613
49 Fontevraud-l'Abbaye	Abbaye de Fontevraud	172 383
49 Saumur	Château et son enceinte bastionnée	31 894
53 Sainte-Suzanne	Château de Sainte-Suzanne	41 855
72 Le Mans	Cathédrale Saint-Julien	221 924
72 Solesmes	Abbaye (les tombeaux)	80 000

³⁶ Fréquentations 2007, chiffres issus des CRT et de la base Pausanias (base de données du ministère de la Culture et de la Communication).

Picardie

VILLES	MONUMENTS	Nombre d'entrées ³⁷
02 Chivres-Val	Fort de Condé	12 733
02 Soissons	Abbaye Saint-Jean-des-Vignes	32 000
60 Chantilly	Château de Chantilly – Musée de Condé	244 634
60 Compiègne	Château de Compiègne	70 600
60 Fontaine-Chaalis	Abbaye royale de Chaalis	41 751
60 Pierrefonds	Château de Pierrefonds	92 022
80 Amiens	Cathédrale (tours)	28 439
80 Amiens	Musée de Picardie	51 485
80 Péronne	Historial de Péronne	85 768
80 Saint-Riquier	Ancienne abbaye – Musée départemental	28 130

Poitou-Charentes

16 Aubeterre-sur-Dronne	Église souterraine Saint-Jean	41 826
16 Cognac	Château François-I ^{er}	25 210
17 Île-d'Aix	Maison de l'Empereur	28 670
17 La Rochelle	Tours – CMN	81 801
17 Pons	Château des Égreteaux	84 990
17 Rochefort	Corderie royale	150 794
17 Rochefort	Maison de Pierre Loti	30 430
17 Saintes	Amphithéâtre gallo-romain	49 969
79 Bougon	Musée des Tumulus	26 777
79 Oiron	Château d'Oiron	21 622

Provence-Alpes-Côte d'Azur

06 Saint-Jean-Cap-Ferrat	Villa Éphrussi de Rothschild	131 628
06 Villefranche-sur-Mer	Citadelle Saint-Elme	900 000
13 Arles	Amphithéâtre	157 805
13 Arles	Musée départemental – Arles Antique	103 333
13 Marseille	Notre-Dame-de-la-Garde	800 000
13 Saint-Rémy-de-Provence	Glanum et les Antiques	500 000
13 Les Baux-de-Provence	Château	243 119
83 Le Thoronet	Abbaye du Thoronet	123 687
84 Avignon	Palais des Papes	569 973
84 Avignon	Pont Saint-Bénézet	335 339
84 Orange	Théâtre antique	170 346

Rhône-Alpes

01 Bourg-en-Bresse	Monastère royal de Brou	50 224
01 Izieu	Maison d'Izieu – Mémorial des enfants juifs exterminés	35 519
26 Grignan	Château de Grignan	135 017
26 Hauterives	Palais idéal du facteur Cheval	128 886
38 Grenoble	Musée de Grenoble	189 048
38 Vienne	Musée des Beaux-Arts et d'Archéologie	65 465
69 Lyon	Musée d'art sacré de Fourvière	84 848
69 Lyon	Musée des Arts décoratifs et Musée des Tissus	77 702
69 Lyon	Musée des Beaux-Arts	214 916
69 Saint-Romain-en-Gal	Musée gallo-romain / Site archéologique	67 465
74 Annecy	Musée-Château	87 111

Guadeloupe

³⁷ Fréquentations 2007, chiffres issus des CRT et de la base Pausanias (base de données du ministère de la Culture et de la Communication).

VILLES	MONUMENTS	Nombre d'entrées ³⁸
971 Basse-Terre	Cathédrale Notre-Dame-de-Guadeloupe	Gratuit
971 Basse-Terre	Fort Louis-Delgres	Gratuit
971 Basse-Terre	Visite de ville – VPAH	Non renseigné
971 Grand-Bourg	Écomusée Murat – Moulin Murat	Gratuit
971 Grand-Bourg	Sucrerie Trianon	Gratuit
971 Le Gosier	Fort Fleur-d'Épée	Gratuit
971 Le Moule	Musée Edgar-Clerc – Musée archéologique	Gratuit
971 Pointe-à-Pitre	Maison Souques-Pagès – Musée Saint-John-Perse	3 322
971 Pointe-à-Pitre	Musée Schœlcher	3 879
971 Pointe-à-Pitre	Visite de ville – VPAH	1 097
971 Pointe-Noire	Maison du Bois	Non renseigné
971 Port-Louis	Musée du Pays de la canne à sucre	30 000
971 Sainte-Rose	Musée du Rhum	15 318
971 Terre-de-Haut	Fort Napoléon	Gratuit

Guyane

973 Cayenne	Cathédrale Saint-Sauveur de Cayenne	Non renseigné
973 Cayenne	Musée départemental Franconie	5 073
973 Cayenne	Musée des Cultures guyanaises	9 1470
973 Iracoubo	Église	216
973 Kourou	Bagne des Îles du Salut	Gratuit
973 Matoury	Fort Trio	Non renseigné
973 Régina	Écomusée d'Approuague-Kaw (Ouv. mai 2008)	528
973 Régina	Roche gravée de Favard	Gratuit
973 Rémire-Montjoly	Cathédrale Saint-Sauveur	Gratuit
973 Rémire-Montjoly	Habitation Loyola	Non renseigné
973 Rémire-Montjoly	Moulin à vent	Gratuit
973 Saint-Laurent-du-Maroni	Camp de la Transportation	8 928
973 Saint-Laurent-du-Maroni	Visite de ville – VPAH	Non renseigné

Martinique

972 Fort-de-France	Jardin de Balata	519 553
972 Fort-de-France	Musée d'Archéologie et de Préhistoire	7 100
972 Fort-de-France	Musée régional d'Histoire et d'Ethnographie	Non renseigné
972 La Trinité	Château Dubuc	Non renseigné
972 Le Carbet	Jardin de l'habitation Anse Latouche	
972 Le Morne-Rouge	Maison des Volcans	Non renseigné
972 Les Trois-Îlets	Maison de la Canne *	18 519
972 Les Trois-Îlets	Musée départemental de La Pagerie	Non renseigné
972 Rivière-Pilote	Écomusée de la Martinique	20 140
972 Saint-Pierre	Centre de Découverte des Sciences et de la Terre	Non renseigné
972 Saint-Pierre	Musée volcanologique Franck. A. Perret	35 000
972 Saint-Pierre	Visite de ville – VPAH	1 002

* Estimation à partir du prix d'entrée.

³⁸ Fréquentations 2007, chiffres issus des CRT et de la base Pausanias (base de données du ministère de la Culture et de la Communication).

Annexe 3 – Le questionnaire *Gestionnaire de site, monument protégé ou de MDF.*

ÉTUDE NATIONALE DES RETOMBÉES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES DU PATRIMOINE



INFORMATIONS CONCERNANT L'ORGANISME GESTIONNAIRE

Nom de l'organisme :	
N° SIRET :	
Adresse :	
CP :	
Ville :	
Téléphone :	
Fax :	
e-mail :	
Site Internet	

Nom de la personne contact :	
Prénom :	
Service :	
Fonction :	
Téléphone :	
Fax :	
e-mail :	

Avez-vous connaissance d'études ou d'enquêtes qui auraient été réalisées pour mesurer l'impact du ou des monument(s) sur son territoire ? (étude de marché, étude de clientèle, étude d'impact auprès des commerçants locaux, étude de notoriété ou d'image du site, etc.) ? Si oui, pouvez-vous en indiquer les références ?

--

Informations complémentaires	Oui	Non
Souhaitez-vous recevoir les résultats de l'enquête que nous conduisons ?		
Souhaitez-vous participer à des rencontres que l'Agence Régionale du Patrimoine organiserait sur le tourisme patrimonial ou les retombées économiques du patrimoine ?		

FICHE 2.a : INFORMATIONS CONCERNANT LE SITE, MH OU MDF DONT L'ORGANISME A LA CHARGE
N.B. : Si l'organisme gestionnaire a la charge de plusieurs sites, veuillez remplir une fiche par monument.

Nom du monument :	
Commune :	

RECETTES LIÉES À L'EXPLOITATION DU MONUMENT EN 2007			
Ce monument dispose-t-il d'une billetterie ? *		Oui *	Non
Si oui :	* Montant des recettes générées par les entrées en 2007 (en euros) :	.....	€
	* Tendance d'évolution en pourcentage sur les 3 dernières années :	.....	%
	* Nombre d'entrées payantes en 2007 :		
	* Nombre d'entrées non payantes en 2007 :	.....
Ce monument fait-il l'objet de visites guidées payantes ? *		Oui *	Non
Si oui :	N.B. : Si la visite guidée englobe plusieurs monuments, remplir les 4 champs suivants sur une seule fiche n° 2 et cocher la case ci-contre :		
	* Montant des recettes générées par les visites guidées en 2007 (en euros) :	.....	€
	* Tendance d'évolution en pourcentage sur les 3 dernières années :	.....	%
	* Nombre de visites payantes en 2007 :	.....
	* Nombre de visites non payantes en 2007 :	.....
Ce monument accueille-t-il des événements ponctuels (expositions, concerts, etc.) ? *		Oui *	Non
Si oui :	* Montant des recettes générées par les événements en 2007 (en euros) :	.....	€
	* Tendance d'évolution en pourcentage sur les 3 dernières années :	.....	%
Propose-t-on aux visiteurs des audioguides en location dans ce monument ? *		Oui *	Non
Si oui :	* Montant des recettes générées par les audioguides en 2007 (en euros) :	.....	€
	* Tendance d'évolution en pourcentage sur les 3 dernières années :	.....	%
Ce monument dispose-t-il d'une boutique et/ou d'une librairie ?		Oui *	Non
Si oui :	* Montant des recettes générées par la boutique et/ou la librairie en 2007 (en euros) :	.....	€
	* Tendance d'évolution en pourcentage sur les 3 dernières années :		
Ce monument génère-t-il d'autres recettes commerciales (parking, cafétéria, etc.) ? *		Oui *	Non
Si oui :	Préciser leur nature :		
	* Montant des recettes générées en 2007 (en euros) :		
	* Tendance d'évolution en pourcentage sur les 3 dernières années :		
Chiffre d'affaires global de ce monument ou site (en euros) :			

* Merci d'entourer la bonne réponse.

EMPLOI EN 2007	
Nombre total d'emplois permanents au sein du monument ou site (en équivalents temps plein) ou de bénévoles :	.....
Masse salariale estimée en euros (charges comprises) : €

MONTANT DES FINANCEMENTS ET SUBVENTIONS OBTENUS EN 2007 (en euros)		
Au titre :	du fonctionnement	de l'investissement
Commune ou groupement de communes € €
Conseil général € €
Conseil régional € €
État € €
Union européenne € €
Mécénat € €
Autre (préciser) : € €

Merci d'avoir répondu à ce questionnaire.

Annexe 4 - Tableaux synthétiques régionaux

RÉGION ALSACE

État de protection en région	
Monuments classés	353
Monuments inscrits	1 020
Total des monuments historiques	1 373
Musées de France	
Total des Musées de France	47
Villes et Pays d'art et d'histoire (données Dapa - Bureau de la diffusion)	2
Nombre de gestionnaires concernés par l'étude *	59
Total des "incontournables" / Total des "incontournables" répondants **	9 / 10
Total des sites concernés par l'étude ayant répondu / Total des sites concernés par l'étude	23 / 59

IMPACT SOCIAL DU PATRIMOINE

I. Les emplois directs du patrimoine	Incontournables	Total
Au sein des monuments, musées de France et sites	86	100
Au sein des administrations en charge du patrimoine		
La fonction publique territoriale (CR, CG, communes...)	710	710
La fonction publique d'État (Drac - SDAP)	35	35
Les guides du patrimoine	9	9
Nombre total d'emplois directs	840	854

II. Les emplois indirects du patrimoine	
Liés à la restauration du bâti	
Entreprises de travaux de restauration (données Qualibat)	251
Artisans du patrimoine	1 381
Architectes du patrimoine	11
Emplois totaux liés à la restauration du bâti	1 643
Autres emplois liés à la restauration	
Conservateurs-restaurateurs	non renseigné
Laboratoires et ateliers de restauration en biens culturels	0
Autres emplois totaux liés à la restauration	0
Liés au tourisme patrimonial	
Les emplois touristiques patrimoniaux (données Insee)	8 303
Emplois totaux liés au tourisme patrimonial	8 303
Autres emplois liés à la valorisation du patrimoine	
Formation	127
Recherche	51
Métiers d'art	961
Expertise	1
Autres emplois liés à la valorisation du patrimoine	1 140
Nombre total d'emplois indirects	11 086

III. Les emplois induits du patrimoine (I + II) X 0,6	Incontournables	Total
Emplois induits du patrimoine	7 155	7 164

TOTAL DES EMPLOIS DANS LE PATRIMOINE	19 081	19 103
---	---------------	---------------

* Site protégé, monument historique, Musée de France, ouvert au public au moins 40 jours par an, faisant l'objet d'une billetterie ou inscrit sur une visite guidée payante, et visite de ville payante VPAH.

** Il a été effectué un choix parmi les sites retenus des 10 monuments, MDF les plus fréquentés en région. Ces derniers représentant en moyenne 80 % des retombées économiques et sociales du patrimoine.

Source : État de protection en région. Statistiques de la culture, chiffres clés, édition 2008, ministère de la Culture et de la Communication, département des Études, de la Prospective et des Statistiques, La Documentation française.

IMPACT ÉCONOMIQUE DU PATRIMOINE

I. Retombées économiques directes du patrimoine	Incontournables	Total
Les recettes liées à l'exploitation du patrimoine		
Billetteries	4 270 549	4 470 051
Boutiques et librairies	632 477	632 477
Visites guidées payantes	18 647	383 724
Audioguides	0	0
Événements	13 572	13 572
Autres recettes	0	0
Recettes globales des sites, monuments et MDF	4 935 245	5 499 824

II. Retombées économiques indirectes du patrimoine	
Liées à la restauration du bâti	
CA Entreprises de travaux de restauration (données Qualibat)	24 450 261
CA Artisans du patrimoine	104 393 600
Chiffre d'affaires total lié à la restauration du bâti	128 843 861
Liées au tourisme patrimonial	
Consommations des touristes patrimoniaux (données direction du Tourisme)	639 863 798
Taxe de séjour	544 455
Retombées économiques totales liées au tourisme patrimonial	640 408 253
Autres retombées économiques liées à la valorisation du patrimoine	
CA Entreprises des métiers d'art	77 277
Chiffre d'affaires lié à la valorisation du patrimoine	77 277
Retombées économiques totales indirectes	769 329 391

TOTAL DES RETOMBÉES ÉCONOMIQUES DANS LE PATRIMOINE	774 264 636	774 829 215
---	--------------------	--------------------

La participation de l'État pour la restauration du patrimoine (bâti et matériel) en investissement se chiffre à 4 991 952 € en Alsace. En l'absence de données plus précises relatives aux autres financements publics (conseils régionaux, conseils généraux, communes), il est impossible de produire des chiffres globalisant l'ensemble des financements publics. Toutefois, compte tenu du fait que la part de l'État représente entre 30 % et 50 % du financement public global, **on peut estimer le montant des autres financements publics entre 9 983 904 et 11 647 888 €, ce qui représente un volume d'investissement public compris entre 14 975 856 à 16 639 840 €.**

1 État des protections

La région Alsace représente, par rapport à la France métropolitaine :

- 4,6 % du total des monuments historiques (1 384). Donnée inférieure à la moyenne nationale* (1 834 monuments par région) ;
- 4,5 % des Musées de France ;
- 1,5% des VPAH ;

En région Alsace, 7 MDF (dont 5 à Strasbourg) font partie des 10 sites les plus fréquentés.

2 Emplois

- **1 emploi direct dans le patrimoine génère 22 emplois indirects et induits ;**
- En moyenne, un site patrimonial de la région Alsace génère 13 emplois (directs, indirects et induits), ce qui paraît nettement supérieur à la moyenne nationale ;
- Les emplois du patrimoine au sein des sites, MH et MDF répondants, représentent 4,5 % des emplois totaux liés au patrimoine ;
- Les emplois directs du patrimoine des sites répondants représentent **4,4 % des emplois liés au patrimoine ;**
- Une motivation patrimoniale importante malgré un nombre de MH et MDF inférieur à la moyenne nationale. **26 % des touristes en Alsace visitent des sites avec une motivation strictement patrimoniale (contre une moyenne nationale de 15 %) ;**
- Une part importante des emplois touristiques sur le total des emplois : près de 75 % des emplois totaux (50 % pour la moyenne nationale) ;
- **Un ratio relatif à la prégnance patrimoniale** l'un des plus élevés de France : 2,6 %.**

3 Retombées économiques

- **1 € investi dans le patrimoine alsacien génère entre 47 et 52 € de retombées économiques**
- **Une part des retombées économiques liées au tourisme forte : 83 % des retombées économiques totales de la région ;**
- Des dépenses journalières des touristes élevées : 87 € (73 € pour la moyenne nationale) ;
- Si on rapporte le CA global lié à la restauration du patrimoine bâti au nombre de sites, MH et MDF, la dépense moyenne est de 90 000 € par site, donnée légèrement supérieure à la moyenne nationale.

Malgré un nombre de monuments protégés inférieur à la moyenne nationale, l'Alsace recense un nombre important d'emplois liés au tourisme patrimonial, à la restauration et un CA lié aux travaux de restauration particulièrement élevé.

* La région Île-de-France concentre à elle seule 26 % des emplois totaux et des MH. Aussi, pour ne pas fausser les chiffres, la moyenne nationale pour chaque type de retombées a été évaluée sans cette région.

** Nous entendons ici par prégnance patrimoniale le nombre d'emplois patrimoniaux rapporté à la population active.

RÉGION AQUITAINE

État de protection en région	
Monuments classés	736
Monuments inscrits	1 966
Total des monuments historiques	2 702
Musées de France	
Total des Musées de France	56
Villes et Pays d'art et d'histoire (données Dapa - Bureau de la diffusion)	3
Nombre de gestionnaires concernés par l'étude *	313
Total des "incontournables" / Total des "incontournables" répondants **	8 / 10
Total des sites concernés par l'étude ayant répondu / Total des sites concernés par l'étude	41 / 313

IMPACT SOCIAL DU PATRIMOINE

I. Les emplois directs du patrimoine	Incontournables	Total
Au sein des monuments, musées de France et sites	145	222
Au sein des administrations en charge du patrimoine		
Fonction publique territoriale (CR, CG, communes...)	791	791
Fonction publique d'État (Drac - SDAP)	100	100
Les Guides du patrimoine	30	30
Nombre total d'emplois directs	1 066	1 143

II. Les emplois indirects du patrimoine	
Liés à la restauration du bâti	
Entreprises de travaux de restauration (données Qualibat)	272
Artisans du patrimoine	3 199
Architectes du patrimoine	27
Emplois totaux liés à la restauration du bâti	3 497
Autres emplois liés à la restauration	
Restaurateurs	non renseigné
Laboratoires et ateliers de restauration en biens culturels	2
Autres emplois totaux liés à la restauration	2
Liés au tourisme patrimonial	
Emplois touristiques patrimoniaux (données Insee)	7 909
Emplois totaux liés au tourisme patrimonial	7 909
Autres emplois liés à la valorisation du patrimoine	
Formation	269
Recherche	208
Métiers d'art	2 826
Expertise	7
Autres emplois liés à la valorisation du patrimoine	3 310
Nombre total d'emplois indirects	14 718

III. Les emplois induits du patrimoine (I + II) X 0,6	Incontournables	Total
Emplois induits du patrimoine	9 470	9 517

TOTAL DES EMPLOIS DANS LE PATRIMOINE	25 255	25 378
---	---------------	---------------

* Site protégé, monument historique, Musée de France, ouvert au public au moins 40 jours par an, faisant l'objet d'une billetterie ou inscrit sur une visite guidée payante, et visite de ville payante VPAH.

** Il a été effectué un choix parmi les sites retenus des 10 monuments, MDF les plus fréquentés en région. Ces derniers représentant en moyenne 80 % des retombées économiques et sociales du patrimoine.

Source : État de protection en région. Statistiques de la culture, chiffres clés, édition 2008, ministère de la Culture et de la Communication, département des Études, de la Prospective et des Statistiques, La Documentation française.

IMPACT ÉCONOMIQUE DU PATRIMOINE

I. Retombées économiques directes du patrimoine	Incontournables	Total
Recettes liées à l'exploitation du patrimoine		
Billetteries	2 645 853	4 020 694
Boutiques et librairies	576 456	900 610
Visites guidées payantes	102 420	144 819
Audioguides	5 227	10 893
Événements	121 381	137 102
Autres recettes	378 276	487 651
Recettes globales des sites, monuments et MDF	3 829 613	5 701 769

II. Retombées économiques indirectes du patrimoine		
Liées à la restauration du bâti		
CA Entreprises de travaux de restauration (données Qualibat)	23 500 845	
CA Artisans du patrimoine	240 208 640	
Chiffre d'affaires total lié à la restauration du bâti	263 709 485	
Liées au tourisme patrimonial		
Consommations des touristes patrimoniaux (données direction du Tourisme)	993 219 269	
Taxe de séjour	1 919 145	
Retombées économiques totales liées au tourisme patrimonial	995 138 414	
Autres retombées économiques liées à la valorisation du patrimoine		
CA Entreprises des métiers d'art	227 179	
Chiffre d'affaires lié à la valorisation du patrimoine	227 179	
Retombées économiques totales indirectes	1 259 075 078	

TOTAL DES RETOMBÉES ÉCONOMIQUES DANS LE PATRIMOINE	1 262 904 691	1 264 776 847
---	----------------------	----------------------

La participation de l'État pour la restauration du patrimoine bâti en investissement se chiffre à **13 959 096 €** en Aquitaine. En l'absence de données plus précises relatives aux autres financements publics (conseils régionaux, conseils généraux, communes), il est impossible de produire des chiffres globalisant l'ensemble des financements publics. Toutefois, compte tenu du fait que la part de l'État représente entre 30 % et 50 % du financement public global, **on peut estimer le montant des autres financements publics entre 27 918 192 et 32 571 224 €, ce qui représente un volume d'investissement public compris entre 41 877 288 à 46 530 320 €.**

État des protections

La région Aquitaine représente par rapport à la France métropolitaine :

- 7 % du total des monuments historiques (2 726). Donnée largement supérieure à la moyenne nationale* (1 834 monuments par région) ;
- 5,3 % des Musées de France ;
- 2,27 % des VPAH.

Emplois

- **1 emploi direct dans le patrimoine génère 22 emplois indirects et induits** ;
- En moyenne, un site patrimonial de la région Aquitaine génère 9 emplois (directs, indirects et induits), ce qui paraît très légèrement inférieur à la moyenne nationale ;
- Les emplois du patrimoine au sein des sites MH et MDF répondants, représentent 4,5 % des emplois totaux liés au patrimoine ;
- **De nombreux artisans en région**, parmi les plus nombreux de France ;
- **Une motivation patrimoniale des touristes en Aquitaine supérieure à la moyenne nationale : 17 % des touristes visitent des sites patrimoniaux pour des raisons strictement patrimoniales (contre 15 % pour la moyenne nationale) ;**
- **Des emplois touristiques élevés ;**
- Un ratio de prégnance patrimoniale de 2,1 %, plus élevé que la moyenne nationale (1,8%).

Retombées économiques

- **1 € investi dans le patrimoine en Aquitaine génère entre 27 et 30 € de retombées économiques. À préciser que cette donnée est sous-évaluée car l'estimation faite sur les financements des collectivités territoriales a été réalisée sur la base du financement du patrimoine bâti seulement ; les données relatives au financement du patrimoine matériel n'étant pas renseignées ;**
- Des dépenses journalières des touristes de 65 €, inférieures à la moyenne nationale (73 €), mais **des retombées économiques élevées** (consommation et taxe de séjour), **justifiées par un nombre important de touristes**. Elles atteignent près d'1 milliard d'euros à elles seules et représentent près de 80 % des retombées économiques totales de la région ;
- Si on rapporte le CA global lié à la restauration du bâti au nombre de sites, MH et MDF, la dépense moyenne est de 95 000 € par site, donnée supérieure à la moyenne nationale.

Les emplois par sites sont légèrement inférieurs à la moyenne nationale mais le niveau d'investissements liés à la restauration du patrimoine par site est très important.

* La région Île-de-France concentre à elle seule 26 % des emplois totaux et des MH. Aussi, pour ne pas fausser les chiffres, la moyenne nationale pour chaque type de retombées a été évaluée sans cette région.

** Nous entendons ici par prégnance patrimoniale le nombre d'emplois patrimoniaux rapporté à la population active.

RÉGION AUVERGNE

État de protection en région	
Monuments classés	638
Monuments inscrits	1 544
Total des monuments historiques	2 182
Musées de France	
Total des Musées de France	31
Villes et Pays d'art et d'histoire (données Dapa - Bureau de la diffusion)	6
Nombre de gestionnaires concernés par l'étude *	222
Total des "incontournables" / Total des "incontournables" répondants **	7 sur 9
Total des sites concernés par l'étude ayant répondu / Total des sites concernés par l'étude	29 / 222

IMPACT SOCIAL DU PATRIMOINE

I. Les emplois directs du patrimoine	Incontournables	Total
Au sein des monuments, musées de France et sites	74	113
Au sein des administrations en charge du patrimoine		
La fonction publique territoriale (CR, CG, communes...)	349	349
La fonction publique d'État (Drac - SDAP)	75	75
Les guides du patrimoine	44	44
Nombre total d'emplois directs	542	581

II. Les emplois indirects du patrimoine	
Liés à la restauration du bâti	
Entreprises de travaux de restauration (données Qualibat)	102
Artisans du patrimoine	1 256
Architectes du patrimoine	16
Emplois totaux liés à la restauration du bâti	1 374
Autres emplois liés à la restauration	
Restaurateurs	non renseigné
Laboratoires et ateliers de restauration en biens culturels	0
Autres emplois totaux liés à la restauration	0
Liés au tourisme patrimonial	
Emplois touristiques patrimoniaux (données Insee)	1 829
Emplois totaux liés au tourisme patrimonial	1 829
Autres emplois liés à la valorisation du patrimoine	
Formation	81
Recherche	64
Métiers d'art	1 165
Expertise	0
Autres emplois liés à la valorisation du patrimoine	1 310
Nombre total d'emplois indirects	4 513

III. Les emplois induits du patrimoine (I + II) X 0,6	Incontournables	Total
Emplois induits du patrimoine	3 033	3 056

TOTAL DES EMPLOIS DANS LE PATRIMOINE	8 088	8 150
---	--------------	--------------

* Site protégé, monument historique, Musée de France, ouvert au public au moins 40 jours par an, faisant l'objet d'une billetterie ou inscrit sur une visite guidée payante, et visite de ville payante VPAH.

** Il a été effectué un choix parmi les sites retenus des 10 monuments, MDF les plus fréquentés en région. Ces derniers représentant en moyenne 80 % des retombées économiques et sociales du patrimoine.

Source : **État de protection en région**. *Statistiques de la culture, chiffres clés*, édition 2008, ministère de la Culture et de la Communication, département des Études, de la Prospective et des Statistiques, La Documentation française.

IMPACT ÉCONOMIQUE DU PATRIMOINE

I. Retombées économiques directes du patrimoine	Incontournables	Total
Recettes liées à l'exploitation du patrimoine		
Billetteries	774 597	860 741
Boutiques et librairies	250 662	274 558
Visites guidées payantes	0	64 540
Audioguides	0	0
Événements	666 666	669 945
Autres recettes	29 036	114 707
Recettes globales des sites, monuments et MDF	1 720 961	1 984 491

II. Retombées économiques indirectes du patrimoine		
Liées à la restauration du bâti		
CA Entreprises de travaux de restauration (données Qualibat)	14 230 346	
CA Artisans du patrimoine	69 457 920	
Chiffre d'affaires total lié à la restauration du bâti	83 688 266	
Liées au tourisme patrimonial		
Consommations des touristes patrimoniaux (données direction du Tourisme)	247 650 000	
Taxe de séjour	145 387	
Retombées économiques totales liées au tourisme patrimonial	247 795 387	
Autres retombées économiques liées à la valorisation du patrimoine		
CA Entreprises des métiers d'art	93 657	
Chiffre d'affaires lié à la valorisation du patrimoine	93 657	
Retombées économiques totales indirectes	331 577 310	

TOTAL DES RETOMBÉES ÉCONOMIQUES DANS LE PATRIMOINE	333 298 271	333 561 801
---	--------------------	--------------------

La participation de l'État pour la restauration du patrimoine (bâti et matériel) en investissement se chiffre à 10 500 953 € en Auvergne. En l'absence de données plus précises relatives aux autres financements publics (conseils régionaux, conseils généraux, communes), il est impossible de produire des chiffres globalisant l'ensemble des financements publics. Toutefois, compte tenu du fait que la part de l'État représente entre 30 % et 50 % du financement public global, on peut estimer le montant des autres financements publics entre 21 001 906 et 24 502 224 €, ce qui représente un volume d'investissement public compris entre 31 502 859 et 35 003 177 €.

1 État des protections

La région Auvergne représente par rapport à la France métropolitaine :

- 5,7 % du total des monuments historiques (2 191). Donnée supérieure à la moyenne nationale* (1 834 monuments par région) ;
- 3 % des Musées de France ;
- 4,5 % des VPAH.

2 Emplois

- 1 emploi direct dans le patrimoine génère 14 emplois indirects et induits ;
- En moyenne, un site patrimonial de la région Auvergne génère 4 emplois (directs, indirects et induits), ce qui paraît nettement inférieur à la moyenne nationale ;
- Les emplois du patrimoine dans les sites, MH et MDF répondants, représentent 7,12 % des emplois totaux liés au patrimoine ;
- Des emplois dans le patrimoine inférieurs à la moyenne nationale (8 641), tous secteurs confondus (restauration, tourisme, recherche et formation...);
- **Une motivation patrimoniale des touristes faible** (10 % contre 15 % pour la moyenne nationale) ;
- Un ratio de prégnance patrimoniale de 1,5%, inférieur à la moyenne nationale (1,8%).

3 Retombées économiques

- **1 € investi dans le patrimoine en Auvergne génère environ 10 € de retombées économiques ;**
- **Des dépenses journalières des touristes de 82 €, nettement supérieures la moyenne nationale (73 €) ;**
- Si on rapporte le CA global lié à la restauration du bâti au nombre de sites, MH et MDF, la dépense moyenne est de 38 000 € par site, donnée nettement inférieure à la moyenne nationale.

Des emplois et retombées économiques liés au patrimoine globalement inférieurs à la moyenne nationale, malgré un nombre important de MH et MDF en région (supérieur à la moyenne nationale). Ceci s'explique par l'absence de « grands sites patrimoniaux » susceptibles de drainer un nombre considérable de visiteurs. À titre indicatif, le site le plus fréquenté attire 100 000 visiteurs.

* La région Île-de-France concentre à elle seule 26 % des emplois totaux et des MH. Aussi, pour ne pas fausser les chiffres, la moyenne nationale pour chaque type de retombées a été évaluée sans cette région.

RÉGION BASSE-NORMANDIE

État de protection en région	
Monuments classés	592
Monuments inscrits	1 195
Total des monuments historiques	1787
Musées de France	
Total des Musées de France	50
Villes et Pays d'art et d'histoire (données Dapa - Bureau de la diffusion)	5
Nombre de gestionnaires concernés par l'étude *	113
Total des "incontournables" / Total des "incontournables" répondants **	8 / 9
Total des sites concernés par l'étude ayant répondu / Total des sites concernés par l'étude	31 / 112

IMPACT SOCIAL DU PATRIMOINE

I. Les emplois directs du patrimoine	Incontournables	Total
Au sein des monuments, musées de France et sites	151	258
Au sein des administrations en charge du patrimoine		
La fonction publique territoriale (CR, CG, communes...)	751	751
La fonction publique d'État (Drac - SDAP)	46	46
Les guides du patrimoine	34	34
Nombre total d'emplois directs	982	1 089

II. Les emplois indirects du patrimoine	
Liés à la restauration du bâti	
Entreprises de travaux de restauration (données Qualibat)	161
Artisans du patrimoine	1 347
Architectes du patrimoine	15
Emplois totaux liés à la restauration du bâti	1523
Autres emplois liés à la restauration	
Restaurateurs	non renseigné
Laboratoires et ateliers de restauration en biens culturels	17
Autres emplois totaux liés à la restauration	17
Liés au tourisme patrimonial	
Emplois touristiques patrimoniaux (données Insee)	2 491
Emplois totaux liés au tourisme patrimonial	2 491
Autres emplois liés à la valorisation du patrimoine	
Formation	26
Recherche	54
Métiers d'art	1 127
Expertise	2
Autres emplois liés à la valorisation du patrimoine	1 209
Nombre total d'emplois indirects	5 240

III. Les emplois induits du patrimoine (I + II) X 0,6	Incontournables	Total
Emplois induits du patrimoine	3 733	3 797

TOTAL DES EMPLOIS DANS LE PATRIMOINE	9 955	10 126
---	--------------	---------------

* Site protégé, monument historique, Musée de France, ouvert au public au moins 40 jours par an, faisant l'objet d'une billetterie ou inscrit sur une visite guidée payante, et visite de ville payante VPAH.

** Il a été effectué un choix parmi les sites retenus des 10 monuments, MDF les plus fréquentés en région. Ces derniers représentant en moyenne 80 % des retombées économiques et sociales du patrimoine.

Source : État de protection en région. Statistiques de la culture, chiffres clés, édition 2008, ministère de la Culture et de la Communication, département des Études, de la Prospective et des Statistiques, La Documentation française.

IMPACT ÉCONOMIQUE DU PATRIMOINE

I. Retombées économiques directes du patrimoine	Incontournables	Total
Les recettes liées à l'exploitation du patrimoine		
Billetteries	11 090 797	12 069 383
Boutiques et librairies	4 000 833	4 498 030
Visites guidées payantes	96 499	114 750
Audioguides	24 372	24 372
Évènements	155 952	166 046
Autres recettes	584 044	634 551
Recettes globales des sites, monuments et MDF	15 952 497	17 507 132

II. Retombées économiques indirectes du patrimoine		
Liées à la restauration du bâti		
CA Entreprises de travaux de restauration (données Qualibat)	11 529 350	
CA Artisans du patrimoine	96 951 680	
Chiffre d'affaires total lié à la restauration du bâti	108 481 030	
Liées au tourisme patrimonial		
Consommations des touristes patrimoniaux (données direction du Tourisme)	218 884 158	
Taxe de séjour	280 985	
Retombées économiques totales liées au tourisme patrimonial	219 165 143	
Autres retombées économiques liées à la valorisation du patrimoine		
CA Entreprises des métiers d'art	90 593	
Chiffre d'affaires lié à la valorisation du patrimoine	90 593	
Retombées économiques totales indirectes	327 736 766	

TOTAL DES RETOMBÉES ÉCONOMIQUES DANS LE PATRIMOINE	343 689 263	345 243 898
---	--------------------	--------------------

La participation de l'État pour la restauration du patrimoine (bâti et matériel) en investissement se chiffre à 6 701 323 € en Basse-Normandie. En l'absence de données plus précises relatives aux autres financements publics (conseils régionaux, conseils généraux, communes), il est impossible de produire des chiffres globalisant l'ensemble des financements publics. Toutefois, compte tenu du fait que la part de l'État représente entre 30 % et 50 % du financement public global, on peut estimer le montant des autres financements publics entre 13 402 646 et 15 636 420 €, ce qui représente un volume d'investissement public compris entre 20 103 969 et 22 337 743 €.

1 État des protections

La région Basse-Normandie représente par rapport à la France métropolitaine :

- 4,6 % du total des monuments historiques (1 787). Donnée inférieure à la moyenne nationale* (1 834 monuments par région) ;
- 4,7 % des Musées de France ;
- 3,8 % des VPAH.

2 Emplois

- 1 emploi direct dans le patrimoine génère 9 emplois indirects et induits ;
- En moyenne, un site patrimonial de la région Basse-Normandie génère 5 emplois (directs, indirects et induits), ce qui paraît nettement inférieur à la moyenne nationale ;
- Les emplois du patrimoine dans les sites, MH et MDF répondants, représentent 10,8 % des emplois totaux liés au patrimoine ;
- **Des emplois dans le patrimoine inférieurs à la moyenne nationale, dans la plupart des secteurs ;**
- Des emplois dans les laboratoires et instituts de recherche en conservation de biens culturels supérieurs à la moyenne nationale (**13 emplois**).

3 Retombées économiques

- 1 € investi dans le patrimoine en Basse-Normandie génère entre 15 € et 17 € de retombées économiques ;
- **Des dépenses journalières des touristes estimées à 76 €, plus élevées que la moyenne nationale (73 €),** mais des retombées liées au patrimoine inférieures à la moyenne nationale en raison du plus faible nombre de touristes ;
- **Si on rapporte le CA global lié à la restauration du bâti au nombre de sites, MH et MDF, la dépense moyenne est de 59 000 € par site, donnée nettement inférieure à la moyenne nationale.**

Des retombées sociales et économiques logiquement inférieures à la moyenne nationale compte tenu du nombre limité de MH et MDF.

* La région Île-de-France concentre à elle seule 26 % des emplois totaux et des MH. Aussi, pour ne pas fausser les chiffres, la moyenne nationale pour chaque type de retombées a été évaluée sans cette région.

RÉGION BOURGOGNE

État de protection en région	
Monuments classés	808
Monuments inscrits	1 354
Total des monuments historiques	2 162
Musées de France	
Total des Musées de France	68
Villes et Pays d'art et d'histoire (données Dapa - Bureau de la diffusion)	6
Nombre de gestionnaires concernés par l'étude *	17
Total des "incontournables" / Total des "incontournables" répondants **	10 / 10
Total des sites concernés par l'étude ayant répondu / Total des sites concernés par l'étude	13 / 17

IMPACT SOCIAL DU PATRIMOINE

I. Les emplois directs du patrimoine	Incontournables	Total
Au sein des monuments, musées de France et sites	137	170
Au sein des administrations en charge du patrimoine		
La fonction publique territoriale (CR, CG, communes...)	1 042	1 042
La fonction publique d'État (Drac - SDAP)	54	54
Les guides du patrimoine	non renseigné	non renseigné
Nombre total d'emplois directs	1 233	1 266

II. Les emplois indirects du patrimoine	
Liés à la restauration du bâti	
Entreprises de travaux de restauration (données Qualibat)	107
Artisans du patrimoine	1 468
Architectes du patrimoine	19
Emplois totaux liés à la restauration du bâti	1 594
Autres emplois liés à la restauration	
Restaurateurs	non renseigné
Laboratoires et ateliers de restauration en biens culturels	4
Autres emplois totaux liés à la restauration	4
Liés au tourisme patrimonial	
Emplois touristiques patrimoniaux (données Insee)	2 250
Emplois totaux liés au tourisme patrimonial	2 250
Autres emplois liés à la valorisation du patrimoine	
Formation	112
Recherche	91
Métiers d'art	1 310
Expertise	3
Autres emplois liés à la valorisation du patrimoine	1 516
Nombre total d'emplois indirects	5 364

III. Les emplois induits du patrimoine (I + II) X 0,6	Incontournables	Total
Les emplois induits du patrimoine	3 958	3 978

TOTAL DES EMPLOIS DANS LE PATRIMOINE	10 555	10 607
---	---------------	---------------

* Site protégé, monument historique, Musée de France, ouvert au public au moins 40 jours par an, faisant l'objet d'une billetterie ou inscrit sur une visite guidée payante, et visite de ville payante VPAH.

** Il a été effectué un choix parmi les sites retenus des 10 monuments, MDF les plus fréquentés en région. Ces derniers représentant en moyenne 80 % des retombées économiques et sociales du patrimoine.

Source : État de protection en région. Statistiques de la culture, chiffres clés, édition 2008, ministère de la Culture et de la Communication, département des Études, de la Prospective et des Statistiques, La Documentation française.

IMPACT ÉCONOMIQUE DU PATRIMOINE

I. Retombées économiques directes du patrimoine	Incontournables	Total
Recettes liées à l'exploitation du patrimoine		
Billetteries	2 764 590	3 505 597
Boutiques et librairies	1 331 135	1 705 750
Visites guidées payantes	185 854	214 424
Audioguides	15 705	15 705
Evènements	50 484	50 484
Autres recettes	110 131	122 077
Recettes globales des sites, monuments et MDF	4 457 899	5 614 037

II. Retombées économiques indirectes du patrimoine		
Liées à la restauration du bâti		
CA Entreprises de travaux de restauration (données Qualibat)	11 426 006	
CA Artisans du patrimoine	107 959 520	
Chiffre d'affaires total lié à la restauration du bâti	119 385 526	
Liées au tourisme patrimonial		
Consommations des touristes patrimoniaux (données direction du Tourisme)	221 714 156	
Taxe de séjour	116 515	
Retombées économiques totales liées au tourisme patrimonial	221 830 671	
Autres retombées économiques liées à la valorisation du patrimoine		
CA Entreprises des métiers d'art	105 358	
Chiffre d'affaires lié à la valorisation du patrimoine	105 358	
Retombées économiques totales indirectes	341 321 554	

TOTAL DES RETOMBÉES ÉCONOMIQUES DANS LE PATRIMOINE	345 779 453	346 935 591
---	--------------------	--------------------

La participation de l'État pour la restauration du patrimoine (bâti et matériel) en investissement se chiffre à 10 160 267 € en Bourgogne. En l'absence de données plus précises relatives aux autres financements publics (conseils régionaux, conseils généraux, communes), il est impossible de produire des chiffres globalisant l'ensemble des financements publics. Toutefois, compte tenu du fait que la part de l'État représente entre 30 % et 50 % du financement public global, on peut estimer le montant des autres financements publics entre 20 320 534 et 23 707 290 €, ce qui représente un volume d'investissement public compris entre 30 480 801 et 33 867 557 €.

1 État des protections

La région Bourgogne représente par rapport à la France métropolitaine :

- 5,6 % du total des monuments historiques (2 171). Donnée supérieure à la moyenne nationale* (1 834 monuments par région) ;
- 6,5 % des Musées de France ;
- 4,5 % des VPAH.

2 Emplois

- 1 emploi direct dans le patrimoine génère 8 emplois indirects et induits ;
- En moyenne un site patrimonial de la région Bourgogne génère 5 emplois (directs, indirects et induits), ce qui paraît nettement inférieur à la moyenne nationale ;
- Les emplois du patrimoine au sein des sites, MH et MDF répondants, représentent 11,9 % des emplois totaux liés au patrimoine. Sachant que pour cette région, les sites répondants comprennent uniquement les « incontournables », ce chiffre est donc sous-estimé ;
- Des emplois indirects liés au patrimoine plus faibles que la moyenne nationale dans la majorité des secteurs ;
- **Un nombre d’architectes supérieur à la moyenne nationale** (17 emplois).

3 Retombées économiques

- **1 € investi dans le patrimoine en Bourgogne génère environ 10 € de retombées économiques ;**
- Des dépenses journalières des touristes de 78 € légèrement supérieures à la moyenne nationale (73 €) ;
- Des retombées économiques liées au patrimoine plus faibles que la moyenne nationale ;
- **Si on rapporte le CA global lié à la restauration du bâti au nombre de sites, MH et MDF, la dépense moyenne est de 53 000 € par site, donnée nettement inférieure à la moyenne nationale.**

Au niveau des retombées sociales, le nombre d’emplois liés au patrimoine en Bourgogne est relativement faible malgré un nombre de sites patrimoniaux supérieur à la moyenne. Apparemment un petit nombre de sites concentrent l’essentiel des retombées.

* La région Île-de-France concentre à elle seule 26 % des emplois totaux et des MH. Aussi, pour ne pas fausser les chiffres, la moyenne nationale pour chaque type de retombées a été évaluée sans cette région.

RÉGION BRETAGNE

État de protection en région	
Monuments classés	1 119
Monuments inscrits	1 849
Total des monuments historiques	2 968
Musées de France	
Total des Musées de France	34
Villes et Pays d'art et d'histoire (données Dapa - Bureau de la diffusion)	9
Nombre de gestionnaires concernés par l'étude *	144
Total des "incontournables" / Total des "incontournables" répondants **	9 / 10
Total des sites concernés par l'étude ayant répondu / Total des sites concernés par l'étude	45 / 144

IMPACT SOCIAL DU PATRIMOINE

I. Les emplois directs du patrimoine	Incontournables	Total
Au sein des monuments, musées de France et sites	133	297
Au sein des administrations en charge du patrimoine		
La fonction publique territoriale (CR, CG, communes...)	587	587
La fonction publique d'État (Drac - SDAP)	77	77
Nombre de guides du patrimoine	102	102
Nombre total d'emplois directs	899	1 063

II. Les emplois indirects du patrimoine	
Liés à la restauration du bâti	
Entreprises de travaux de restauration (données Qualibat)	285
Artisans du patrimoine	2 912
Architectes du patrimoine	16
Emplois totaux liés à la restauration du bâti	3 213
Autres emplois liés à la restauration	
Restaureurs	non renseigné
Laboratoires et ateliers de restauration en biens culturels	21
Autres emplois totaux liés à la restauration	21
Liés au tourisme patrimonial	
Emplois touristiques patrimoniaux (données Insee)	4 584
Emplois totaux liés au tourisme patrimonial	4 584
Autres emplois liés à la valorisation du patrimoine	
Formation	188
Recherche	207
Métiers d'art	2 343
Expertise	5
Autres emplois liés à la valorisation du patrimoine	2 743
Nombre total d'emplois indirects	10 561

III. Les emplois induits du patrimoine (I + II) X 0,6	Incontournables	Total
Emplois induits du patrimoine	6 876	6 974

TOTAL DES EMPLOIS DANS LE PATRIMOINE	18 336	18 598
---	---------------	---------------

* Site protégé, monument historique, Musée de France, ouvert au public au moins 40 jours par an, faisant l'objet d'une billetterie ou inscrit sur une visite guidée payante, et visite de ville payante VPAH.

** Il a été effectué un choix parmi les sites retenus des 10 monuments, MDF les plus fréquentés en région. Ces derniers représentant en moyenne 80 % des retombées économiques et sociales du patrimoine.

Source : État de protection en région. Statistiques de la culture, chiffres clés, édition 2008, ministère de la Culture et de la Communication, département des Études, de la Prospective et des Statistiques, La Documentation française.

IMPACT ÉCONOMIQUE DU PATRIMOINE

I. Retombées économiques directes du patrimoine	Incontournables	Total
Les recettes liées à l'exploitation du patrimoine		
Billetteries	2 774 449	4 487 669
Boutiques et librairies	1 131 111	1 779 322
Visites guidées payantes	190 554	453 534
Audioguides	0	0
Événements	30 227	83 083
Autres recettes	31 140	264 681
Recettes globales des sites, monuments et MDF	4 157 481	7 068 289

II. Retombées économiques indirectes du patrimoine		
Liées à la restauration du bâti		
CA Entreprises de travaux de restauration (données Qualibat)	23 336 954	
CA Artisans du patrimoine	214 678 720	
Chiffre d'affaires total lié à la restauration du bâti	238 015 674	
Liées au tourisme patrimonial		
Consommations des touristes patrimoniaux (données direction du Tourisme)	569 108 881	
Taxe de séjour	781 124	
Retombées économiques totales liées au tourisme patrimonial	569 890 005	
Autres retombées économiques liées à la valorisation du patrimoine		
CA Entreprises des métiers d'art	188 345	
Chiffre d'affaires lié à la valorisation du patrimoine	188 345	
Retombées économiques totales indirectes	808 094 025	

TOTAL DES RETOMBÉES ÉCONOMIQUES DANS LE PATRIMOINE	812 251 506	815 162 314
---	--------------------	--------------------

La participation de l'État pour la restauration du patrimoine (bâti et matériel) en investissement se chiffre à 12 742 742 € en Bretagne. En l'absence de données plus précises relatives aux autres financements publics (conseils régionaux, conseils généraux, communes), il est impossible de produire des chiffres globalisant l'ensemble des financements publics. Toutefois, compte tenu du fait que la part de l'État représente entre 30 % et 50 % du financement public global, on peut estimer le montant des autres financements publics entre 25 485 484 et 29 733 065 €, ce qui représente un volume d'investissement public compris entre 38 228 226 et 42 457 807 €.

1 État des protections

La région Bretagne représente par rapport à la France métropolitaine :

- 7,7 % du total des monuments historiques (2 993). Donnée largement supérieure à la moyenne nationale* (1 834 monuments par région) ;
- 3,2 % des Musées de France ;
- 6,8 % des VPAH.

2 Emplois

- **1 emploi direct dans le patrimoine génère 17 emplois indirects et induits ;**
- **En moyenne un site patrimonial de la région Bretagne génère 6 emplois (directs, indirects et induits), ce qui paraît nettement inférieur à la moyenne nationale ;**
- **Les emplois du patrimoine dans les sites, MH et MDF répondants, représentent 5,7 % des emplois totaux liés au patrimoine ;**
- **Des emplois globalement supérieurs à la moyenne nationale** avec des distinctions dans les domaines suivants :
 - **La restauration du patrimoine bâti**, notamment pour les artisans ;
 - **La recherche dans le patrimoine** en conservation de biens culturels, deux fois supérieure à la moyenne nationale, avec notamment la présence d'Arc Antique, un des principaux laboratoires en conservation de biens culturels ;
 - La formation **avec un nombre de professeurs dans le domaine du patrimoine nettement supérieur à la moyenne nationale (188 emplois contre 123).**

3 Retombées économiques

- **1 € investi dans le patrimoine génère entre 19 et 21 € de retombées économiques ;**
- Des dépenses journalières des touristes de 65 €, inférieures à la moyenne nationale (73 €) ;
- **Des consommations touristiques supérieures** à la moyenne nationale (513 millions d'euros) ;
- **Si on rapporte le CA global lié à la restauration du bâti au nombre de sites, MH et MDF, la dépense moyenne est de 79 000 € par site, donnée légèrement inférieure à la moyenne nationale.**

La région Bretagne compte de nombreux emplois patrimoniaux mais rapportés au nombre élevé de MH et MDF, les emplois par site sont inférieurs à la moyenne nationale. Le constat est identique pour les retombées économiques, globalement importantes en région mais réduites lorsqu'on les rapporte au nombre de sites.

* La région Île-de-France concentre à elle seule 26 % des emplois totaux et des MH. Aussi, pour ne pas fausser les chiffres, la moyenne nationale pour chaque type de retombées a été évaluée sans cette région.

RÉGION CENTRE

État de protection en région	
Monuments classés	831
Monuments inscrits	1 844
Total des monuments historiques	2 675
Musées de France	
Total des Musées de France	65
Villes et Pays d'art et d'histoire (données Dapa - Bureau de la diffusion)	6
Nombre de gestionnaires concernés par l'étude *	55
Total des "incontournables" / Total des "incontournables" répondants **	8 / 10
Total des sites concernés par l'étude ayant répondu / Total des sites concernés par l'étude	17 / 55

IMPACT SOCIAL DU PATRIMOINE

I. Les emplois directs du patrimoine	Incontournables	Total
Au sein des monuments, musées de France et sites	292	340
Au sein des administrations en charge du patrimoine		
La fonction publique territoriale (CR, CG, communes...)	1 207	1 207
La fonction publique d'État (Drac - SDAP)	79	79
Les guides du patrimoine	34	34
Nombre total d'emplois directs	1 612	1 660

II. Les emplois indirects du patrimoine	
Liés à la restauration du bâti	
Entreprises de travaux de restauration (données Qualibat)	447
Artisans du patrimoine	2 324
Architectes du patrimoine	15
Emplois totaux liés à la restauration du bâti	2 786
Autres emplois liés à la restauration	
Restaérateurs	non renseigné
Laboratoires et ateliers de restauration en biens culturels	0
Autres emplois totaux liés à la restauration	0
Liés au tourisme patrimonial	
Emplois touristiques patrimoniaux (données Insee)	9 096
Emplois totaux liés au tourisme patrimonial	9 096
Autres emplois liés à la valorisation du patrimoine	
Formation	113
Recherche	14
Métiers d'art	1 873
Expertise	10
Autres emplois liés à la valorisation du patrimoine	2 010
Nombre total d'emplois indirects	13 892

III. Les emplois induits du patrimoine (I + II) X 0,6	Incontournables	Total
Les emplois induits du patrimoine	9 303	9 332

TOTAL DES EMPLOIS DANS LE PATRIMOINE	24 807	24 884
---	---------------	---------------

* Site protégé, monument historique, Musée de France, ouvert au public au moins 40 jours par an, faisant l'objet d'une billetterie ou inscrit sur une visite guidée payante, et visite de ville payante VPAH.

** Il a été effectué un choix parmi les sites retenus des 10 monuments, MDF les plus fréquentés en région. Ces derniers représentant en moyenne 80 % des retombées économiques et sociales du patrimoine.

Source : État de protection en région. *Statistiques de la culture, chiffres clés*, édition 2008, ministère de la Culture et de la Communication, département des Études, de la Prospective et des Statistiques, La Documentation française.

IMPACT ÉCONOMIQUE DU PATRIMOINE

I. Retombées économiques directes du patrimoine		Incontournables	Total
Recettes liées à l'exploitation du patrimoine			
Billetteries		10 321 502	10 937 009
Boutiques et librairies		3 173 178	4 241 357
Visites guidées payantes		233 237	241 302
Audioguides		278 778	278 778
Événements		177 075	177 075
Autres recettes		296 849	1 025 399
Recettes globales des sites, monuments et MDF		14 480 619	16 900 920

II. Retombées économiques indirectes du patrimoine			
Liées à la restauration du bâti			
CA Entreprises de travaux de restauration (données Qualibat)		47 081 384	
CA Artisans du patrimoine		129 044 960	
Chiffre d'affaires total lié à la restauration du bâti		176 126 344	
Liées au tourisme patrimonial			
Consommations des touristes patrimoniaux (données direction du Tourisme)		955 040 272	
Taxe de séjour		315 541	
Retombées économiques totales liées au tourisme patrimonial		955 355 813	
Autres retombées économiques liées à la valorisation du patrimoine			
CA Entreprises des métiers d'art		150 570	
Chiffre d'affaires lié à la valorisation du patrimoine		150 570	
Retombées économiques totales indirectes		1 131 632 728	

TOTAL DES RETOMBÉES ÉCONOMIQUES DANS LE PATRIMOINE	1 146 113 347	1 148 533 648
---	----------------------	----------------------

La participation de l'État pour la restauration du patrimoine (bâti et matériel) en investissement se chiffre à 13 912 338 € en région Centre. En l'absence de données plus précises relatives aux autres financements publics (conseils régionaux, conseils généraux, communes), il est impossible de produire des chiffres globalisant l'ensemble des financements publics. Toutefois, compte tenu du fait que la part de l'État représente entre 30 % et 50 % du financement public global, **on peut estimer le montant des autres financements publics entre 27 824 676 et 32 462 122 €, ce qui représente un volume d'investissement public compris entre 41 737 014 et 46 374 460 €.**

1 État des protections

La région Centre représente par rapport à la France métropolitaine :

- 7 % du total des monuments historiques (2 704). Donnée supérieure à la moyenne nationale* (1 834 monuments par région) ;
- 6,2 % des Musées de France ;
- 4,55 % des VPAH.

2 Emplois

- 1 emploi direct dans le patrimoine génère 15 emplois indirects et induits ;
- En moyenne un site patrimonial de la région Centre génère 9 emplois (directs, indirects et induits), ce qui correspond à la moyenne nationale ;
- Les emplois du patrimoine dans les sites, MH et MDF répondants, représentent 6,6 % des emplois totaux liés au patrimoine ;
- De nombreux emplois dans les entreprises de restauration du patrimoine **en comparaison avec les autres régions** ;
- Peu d'architectes du patrimoine exercent dans la région Centre ;
- **Une motivation patrimoniale des touristes forte** : 34 % visitent des sites patrimoniaux pour des raisons strictement patrimoniales (contre une moyenne nationale de 15 %). C'est le plus fort taux : soit le double de la moyenne nationale ;
- **De nombreux emplois touristiques** : 2 fois supérieurs à la moyenne nationale. Ils représentent 65 % des emplois totaux de la région liés au patrimoine ;
- Un ratio de prégnance patrimoniale** parmi les plus forts de France ;
- Peu d'emplois mobilisés par **la recherche et la formation**. La recherche compte 14 emplois, chiffre inférieur à la moyenne nationale (125 emplois).

3 Retombées économiques

- 1 € investi dans le patrimoine en région Centre génère 25 et 28 € de retombées économiques ;
- Des dépenses journalières des touristes parmi les plus élevées de France : **83 €** ;
- **Des retombées économiques du tourisme élevées** (consommation des touristes et taxe de séjour) : 955 millions d'euros soit près du double de la moyenne nationale (513 millions d'euros). Les retombées économiques du tourisme représentent près de 84 % des retombées économiques totales de la région ;
- **Si on rapporte le CA global lié à la restauration du bâti au nombre de sites, MH et MDF, la dépense moyenne est de 64 000 € par site, donnée nettement inférieure à la moyenne nationale.**

Globalement, la région Centre compte de nombreux emplois patrimoniaux. Toutefois, compte tenu du nombre de MH et MDF présents dans cette région, ce chiffre est moindre. Le constat est similaire concernant les retombées économiques, fortes en région mais faibles lorsqu'on les rapporte au nombre de sites.

* La région Île-de-France concentre à elle seule 26 % des emplois totaux et des MH. Aussi, pour ne pas fausser les chiffres, la moyenne nationale pour chaque type de retombées a été évaluée sans cette région.

** Nous entendons ici par prégnance patrimoniale le nombre d'emplois patrimoniaux rapporté à la population active.

RÉGION CHAMPAGNE-ARDENNE

État de protection en région	
Monuments classés	653
Monuments inscrits	765
Total des monuments historiques	1 418
Musées de France	
Total des Musées de France	34
Villes et Pays d'art et d'histoire (données Dapa - Bureau de la diffusion)	4
Nombre de gestionnaires concernés par l'étude *	13
Total des "incontournables" / Total des "incontournables" répondants **	9 / 9
Total des sites concernés par l'étude ayant répondu / Total des sites concernés par l'étude	11 / 13

IMPACT SOCIAL DU PATRIMOINE

I. Les emplois directs du patrimoine	Incontournables	Total
Au sein des monuments, musées de France et sites	130	326
Au sein des administrations en charge du patrimoine		
La fonction publique territoriale (CR, CG, communes...)	685	685
La fonction publique d'État (Drac - SDAP)	55	55
Les guides du patrimoine	26	26
Nombre total d'emplois directs	896	1 092

II. Les emplois indirects du patrimoine	
Liés à la restauration du bâti	
Entreprises de travaux de restauration (données Qualibat)	287
Artisans du patrimoine	1 008
Architectes du patrimoine	12
Emplois totaux liés à la restauration du bâti	1 307
Autres emplois liés à la restauration	
Restaurateurs	non renseigné
Laboratoires et ateliers de restauration en biens culturels	4
Autres emplois totaux liés à la restauration	4
Liés au tourisme patrimonial	
Emplois touristiques patrimoniaux (données Insee)	1 506
Emplois totaux liés au tourisme patrimonial	1 506
Autres emplois liés à la valorisation du patrimoine	
Formation	80
Recherche	66
Métiers d'art	909
Expertise	0
Autres emplois liés à la valorisation du patrimoine	1 055
Nombre total d'emplois indirects	3 872

Les emplois induits du patrimoine (I + II) X 0,6	Incontournables	Total
Emplois induits du patrimoine	2 861	2 979

TOTAL DES EMPLOIS DANS LE PATRIMOINE	7 630	7 943
---	--------------	--------------

* Site protégé, monument historique, Musée de France, ouvert au public au moins 40 jours par an, faisant l'objet d'une billetterie ou inscrit sur une visite guidée payante, et visite de ville payante VPAH.

** Il a été effectué un choix parmi les sites retenus des 10 monuments, MDF les plus fréquentés en région. Ces derniers représentant en moyenne 80 % des retombées économiques et sociales du patrimoine.

Source : État de protection en région. Statistiques de la culture, chiffres clés, édition 2008, ministère de la Culture et de la Communication, département des Études, de la Prospective et des Statistiques, La Documentation française.

I. Retombées économiques directes du patrimoine		Incontournables	Total
Recettes liées à l'exploitation du patrimoine			
Billetteries		651 453	693 170
Boutiques et librairies		238 759	246 452
Visites guidées payantes		9 558	12 539
Audioguides		23 511	23 511
Évènements		196 487	196 487
Autres recettes		213 265	312 906
Recettes globales des sites, monuments et MDF		1 333 033	1 485 065

II. Retombées économiques indirectes du patrimoine			
Liées à la restauration du bâti			
CA Entreprises de travaux de restauration (données Qualibat)		26 905 185	
CA Artisans du patrimoine		71 938 560	
Chiffre d'affaires total lié à la restauration du bâti		98 843 745	
Liées au tourisme patrimonial			
Consommations des touristes patrimoniaux (données direction du Tourisme)		141 450 000	
Taxe de séjour		46 649	
Retombées économiques totales liées au tourisme patrimonial		141 496 649	
Autres retombées économiques liées à la valorisation du patrimoine			
CA Entreprises des métiers d'art		73 098	
Chiffre d'affaires lié à la valorisation du patrimoine		73 098	
Retombées économiques totales indirectes		240 413 493	

TOTAL DES RETOMBÉES ÉCONOMIQUES DANS LE PATRIMOINE	241 746 526	241 898 558
---	--------------------	--------------------

La participation de l'État pour la restauration du patrimoine (bâti et matériel) en investissement se chiffre à 10 539 104 euros en Bretagne. En l'absence de données plus précises relatives aux autres financements publics (conseils régionaux, conseils généraux, communes), il est impossible de produire des chiffres globalisant l'ensemble des financements publics. Toutefois, compte tenu du fait que la part de l'État représente entre 30 % et 50 % du financement public global, on peut estimer le montant des autres financements publics entre 21 078 208 et 24 591 243 €, ce qui représente un volume d'investissement public compris entre 31 617 312 et 35 130 347 €.

1 État des protections

La région Champagne-Ardenne représente par rapport à la France métropolitaine :

- 3,7 % du total des monuments historiques (1 418). Donnée inférieure à la moyenne nationale* (1 834 monuments par région) ;
- 3,2 % des Musées de France ;
- 3 % des VPAH.

2 Emplois

- **1 emploi direct dans le patrimoine génère 7 emplois indirects et induits ;**
- **En moyenne, un site patrimonial de la région Champagne-Ardenne génère 4 emplois (directs, indirects et induits), ce qui paraît nettement inférieur à la moyenne nationale ;**
- **Les emplois du patrimoine dans les sites, MH et MDF répondants, représentent 13,7 % des emplois totaux liés au patrimoine, sachant que pour cette région, les sites interrogés comprennent juste les « incontournables » ;**
- Des retombées sociales globalement inférieures à la moyenne nationale ;
- **Des emplois dans les entreprises de restauration du patrimoine supérieurs à la moyenne nationale.**

3 Retombées économiques

- **1 € investi dans le patrimoine en région génère environ 7 € de retombées économiques ;**
- Des dépenses journalières des touristes élevées (**81 €**), **nettement supérieures à la moyenne nationale (73 €) ;**
- **Globalement des retombées économiques plus faibles que la moyenne nationale, à l'exception des entreprises de restauration du patrimoine, données légèrement supérieures à la moyenne ;**
- Si on rapporte le CA global lié à la restauration du bâti au nombre de sites, MH et MDF, la dépense moyenne est de 68 000 € par site, donnée nettement inférieure à la moyenne nationale. Ceci s'explique par un faible nombre d'artisans en région.

* La région Île-de-France concentre à elle seule 26 % des emplois totaux et des MH. Aussi, pour ne pas fausser les chiffres, la moyenne nationale pour chaque type de retombées a été évaluée sans cette région.

CORSE

État de protection en région	
Monuments classés	124
Monuments inscrits	142
Total des monuments historiques	266
Musées de France	
Total des Musées de France	9
Villes et Pays d'art et d'histoire (données Dapa - Bureau de la diffusion)	1
Nombre de gestionnaires concernés par l'étude *	0
Total des "incontournables" / Total des "incontournables" répondants **	0 / 10
Total des sites concernés par l'étude ayant répondu / Total des sites concernés par l'étude	0 / 0

IMPACT SOCIAL DU PATRIMOINE

I. Les emplois directs du patrimoine	
Au sein des monuments, musées de France et sites	Non renseigné
Au sein des administrations en charge du patrimoine	
La fonction publique territoriale (CR, CG, communes...)	308
La fonction publique d'État (Drac - SDAP)	11,5
Nombre de guide du patrimoine	0
Nombre total d'emplois directs	320

II. Les emplois indirects du patrimoine	
Liés à la restauration du bâti	
Entreprises de travaux de restauration (données Qualibat)	42
Artisans du patrimoine	446
Architectes du patrimoine	6
Emplois totaux liés à la restauration du bâti	494
Autres emplois liés à la restauration	
Restaurateurs	non renseigné
Laboratoires et ateliers de restauration en biens culturels	0
Autres emplois totaux liés à la restauration	0
Liés au tourisme patrimonial	
Emplois touristiques patrimoniaux (données Insee)	1 155
Emplois totaux liés au tourisme patrimonial	1 155
Autres emplois liés à la valorisation du patrimoine	
Formation	11
Recherche	2
Métiers d'art	502
Expertise	0
Autres Emplois liés à la valorisation du patrimoine	515
Nombre total d'emplois indirects	2 163

III. Les emplois induits du patrimoine (I + II) X 0,6	
Emplois induits du patrimoine	1 490

TOTAL DES EMPLOIS DANS LE PATRIMOINE	3 973
---	--------------

* Site protégé, monument historique, Musée de France, ouvert au public au moins 40 jours par an, faisant l'objet d'une billetterie ou inscrit sur une visite guidée payante, et visite de ville payante VPAH.

** Il a été effectué un choix parmi les sites retenus des 10 monuments, MDF les plus fréquentés en région. Ces derniers représentant en moyenne 80 % des retombées économiques et sociales du patrimoine.

Source : État de protection en région. *Statistiques de la culture, chiffres clés*, édition 2008, ministère de la Culture et de la Communication, département des Études, de la Prospective et des Statistiques, La Documentation française.

IMPACT ÉCONOMIQUE DU PATRIMOINE

I. Retombées économiques directes du patrimoine		
Les recettes liées à l'exploitation du patrimoine		
Billetteries		Non renseigné
Boutiques et librairies		Non renseigné
Visites guidées payantes		Non renseigné
Audioguides		Non renseigné
Événements		Non renseigné
Autres recettes		Non renseigné
Recettes globales des sites, monuments et MDF		Non renseigné

II. Retombées économiques indirectes du patrimoine		
Liées à la restauration du bâti		
CA Entreprises de travaux de restauration (données Qualibat)		5 834 416
CA Artisans du patrimoine		22 532 480
Chiffre d'affaires total lié à la restauration du bâti		28 366 896
Liées au tourisme patrimonial		
Consommations des touristes patrimoniaux (données direction du Tourisme)		223 614 000
Taxe de séjour		325 933
Retombées économiques totales liées au tourisme patrimonial		223 939 933
Autres retombées économiques liées à la valorisation du patrimoine		
CA Entreprises des métiers d'art		40 366
Chiffre d'affaires lié à la valorisation du patrimoine		40 366
Retombées économiques totales indirectes		252 347 194

TOTAL DES RETOMBÉES ÉCONOMIQUES DANS LE PATRIMOINE

La participation de l'État pour la restauration du patrimoine bâti en investissement se chiffre à **100 751 €** en Corse. En l'absence de données plus précises relatives aux autres financements publics (conseils régionaux, conseils généraux, communes), il est impossible de produire des chiffres globalisant l'ensemble des financements publics. Toutefois, compte tenu du fait que la part de l'État représente entre 30 et 50 % du financement public global, **on peut estimer le montant des autres financements publics entre 201 502 et 235 086 €, ce qui représente un volume d'investissement public compris entre 302 253 et 335 837 €.**

1 État des protections

La Corse représente par rapport à la France métropolitaine :

- 0,7 % du total des monuments historiques (273). Donnée largement inférieure à la moyenne nationale* (1 834 monuments par région) ;
- 0,8 % des Musées de France ;
- 0,8 % des VPAH.

2 Emplois

- N'ayant pas pu définir une liste de gestionnaires de sites, MH et MDF en région Corse, il n'est pas possible d'estimer la part des emplois directs par rapport à l'ensemble des emplois liés au patrimoine ;
- En moyenne un site patrimonial de la région Corse génère 12 emplois (directs, indirects et induits), ce qui paraît nettement inférieur à la moyenne nationale ;
- Des emplois indirects plus faibles comparés à la moyenne nationale ;
- **Un ratio de prégnance patrimoniale élevé****, comparé aux autres régions : c'est le taux le plus élevé (avec la région Paca).

3 Retombées économiques

- **Des retombées économiques plus faibles en Corse que la moyenne nationale (828 millions d'euros) mais rapportées au nombre de sites, la dépense moyenne liée à la restauration est de 101 000 € par site, donnée nettement supérieure à la moyenne nationale.**

* La région Île-de-France concentre à elle seule 26 % des emplois totaux et des MH. Aussi, pour ne pas fausser les chiffres, la moyenne nationale pour chaque type de retombées a été évaluée sans cette région.

** Nous entendons ici par prégnance patrimoniale le nombre d'emplois patrimoniaux rapporté à la population active.

RÉGION FRANCHE-COMTÉ

État de protection en région	
Monuments classés	286
Monuments inscrits	946
Total des monuments historiques	1 232
Musées de France	
Total des Musées de France	33
Villes et Pays d'art et d'histoire (données Dapa - Bureau de la diffusion)	3
Nombre de gestionnaires concernés par l'étude *	11
Total des "incontournables" / Total des "incontournables" répondants **	8 / 10
Total des sites concernés par l'étude ayant répondu / Total des sites concernés par l'étude	8 / 10

IMPACT SOCIAL DU PATRIMOINE

I. Les emplois directs du patrimoine	Incontournables	Total
Au sein des monuments, musées de France et sites	106	106
Au sein des administrations en charge du patrimoine		
La fonction publique territoriale (CR, CG, communes...)	563	563
La fonction publique d'État (Drac - SDAP)	47	47
Nombre de guide du patrimoine	31	31
Nombre total d'emplois directs	747	747

II. Les emplois indirects du patrimoine	
Liés à la restauration du bâti	
Entreprises de travaux de restauration (données Qualibat)	60
Artisans du patrimoine	952
Architectes du patrimoine	3
Emplois totaux liés à la restauration du bâti	1 015
Autres emplois liés à la restauration	
Restaurateurs	non renseigné
Laboratoires et ateliers de restauration en biens culturels	13
Autres emplois totaux liés à la restauration	13
Liés au tourisme patrimonial	
Emplois touristiques patrimoniaux (données Insee)	1 647
Emplois totaux liés au tourisme patrimonial	1 647
Autres emplois liés à la valorisation du patrimoine	
Formation	48
Recherche	73
Métiers d'art	875
Expertise	2
Autres emplois liés à la valorisation du patrimoine	998
Nombre total d'emplois indirects	3 673

III. Les emplois induits du patrimoine (I + II) X 0,6	Incontournables	Total
Emplois induits du patrimoine	2 652	2 652

* Site protégé, monument historique, Musée de France, ouvert au public au moins 40 jours par an, faisant l'objet d'une billetterie ou inscrit sur une visite guidée payante, et visite de ville payante VPAH.

** Il a été effectué un choix parmi les sites retenus des 10 monuments, MDF les plus fréquentés en région. Ces derniers représentant en moyenne 80 % des retombées économiques et sociales du patrimoine.

Source : État de protection en région. Statistiques de la culture, chiffres clés, édition 2008, ministère de la Culture et de la Communication, département des Études, de la Prospective et des Statistiques, La Documentation française.

IMPACT ÉCONOMIQUE DU PATRIMOINE

I. Retombées économiques directes du patrimoine	Incontournables	Total
Les recettes liées à l'exploitation du patrimoine		
Billetteries	2 414 969	2 414 969
Boutiques et librairies	751 878	751 878
Visites guidées payantes	78 205	78 205
Audioguides	10 851	10 851
Évènements	655 657	655 657
Autres recettes	513 199	513 199
Recettes globales des sites, monuments et MDF	4 424 759	4 424 759

II. Retombées économiques indirectes du patrimoine		
Liées à la restauration du bâti		
CA Entreprises de travaux de restauration (données Qualibat)	4 504 844	
CA Artisans du patrimoine	65 116 800	
Chiffre d'affaires total lié à la restauration du bâti	69 621 644	
Liées au tourisme patrimonial		
Consommations des touristes patrimoniaux (données direction du Tourisme)	166 090 959	
Taxe de séjour	159 894	
Retombées économiques totales liées au tourisme patrimonial	166 250 853	
Autres retombées économiques liées à la valorisation du patrimoine		
CA Entreprises des métiers d'art	70 368	
Chiffre d'affaires lié à la valorisation du patrimoine	70 368	
Retombées économiques totales indirectes	235 942 865	

TOTAL DES RETOMBÉES ÉCONOMIQUES DANS LE PATRIMOINE	240 367 624	240 367 624
---	--------------------	--------------------

La participation de l'État pour la restauration du patrimoine (bâti et matériel) en investissement se chiffre à 4 311 145 €. En l'absence de données plus précises relatives aux autres financements publics (conseils régionaux, conseils généraux, communes), il est impossible de produire des chiffres globalisant l'ensemble des financements publics. Toutefois, compte tenu du fait que la part de l'État représente entre 30 et 50 % du financement public global, on peut estimer le montant des autres financements publics entre 8 622 290 et 10 059 338 €, ce qui représente un volume d'investissement public compris entre 12 933 435 et 14 370 483 €.

1 État des protections

La région Franche-Comté représente par rapport à la France métropolitaine :

- 3,2 % du total des monuments historiques (1 247). Donnée inférieure à la moyenne nationale* (1 834 monuments par région) ;
- 3,1 % des Musées de France ;
- 2,27 % des VPAH.

2 Emplois

- 1 emploi direct dans le patrimoine de la région génère 9 emplois indirects et induits ;
- En moyenne un site patrimonial génère 6 emplois (directs, indirects et induits), ce qui paraît nettement inférieur à la moyenne nationale ;
- Les emplois du patrimoine dans les sites, MH et MDF répondants, représentent 10,6 % des emplois totaux liés au patrimoine, sachant que pour cette région, les sites répondants intégraient uniquement les « incontournables » ;
- Globalement, des emplois liés au patrimoine plus faibles que la moyenne nationale dans la majorité des secteurs ;
- Des emplois dans les entreprises de restauration peu élevés. Malgré un nombre important d'entreprises disposant de certification Qualibat pour la mention Patrimoine, peu disposent effectivement de la certification relative aux MH, retenue pour cette étude.

3 Retombées économiques

- **1 € investi dans le patrimoine génère entre 17 et 19 € de retombées économiques ;**
- Des dépenses journalières des touristes de **76 €**, supérieures à la **moyenne nationale (73 €)** ;
- **Des retombées économiques plus faibles** en Franche-Comté que la moyenne nationale dans la majorité des secteurs ;
- **Si on rapporte le CA global lié à la restauration du bâti au nombre de sites, MH et MDF, la dépense moyenne est de 54 000 € par site, donnée nettement inférieure à la moyenne nationale.**

Des retombées logiquement inférieures à la moyenne compte tenu du nombre limité de MH et MDF.

* La région Île-de-France concentre à elle seule 26 % des emplois totaux et des MH. Aussi, pour ne pas fausser les chiffres, la moyenne nationale pour chaque type de retombées a été évaluée sans cette région.

RÉGION HAUTE-NORMANDIE

État de protection en région	
Monuments classés	352
Monuments inscrits	766
Total des monuments historiques	1 118
Musées de France	
Total des Musées de France	41
Villes et Pays d'art et d'histoire (données Dapa - Bureau de la diffusion)	5
Nombre de gestionnaires concernés par l'étude *	260
Total des "incontournables" / Total des "incontournables" répondants **	7 / 10
Total des sites concernés par l'étude ayant répondu / Total des sites concernés par l'étude	25 / 250

IMPACT SOCIAL DU PATRIMOINE

I. Les emplois directs du patrimoine	Incontournables	Total
Au sein des monuments, musées de France et sites	93	142
Au sein des administrations en charge du patrimoine		
La fonction publique territoriale (CR, CG, communes...)	781	781
La fonction publique d'État (Drac - SDAP)	25	25
Les guides du patrimoine	Non renseigné	Non renseigné
Nombre total d'emplois directs	899	948

II. Les emplois indirects du patrimoine	
Liés à la restauration du bâti	
Entreprises de travaux de restauration (données Qualibat)	246
Artisans du patrimoine	1 323
Architectes du patrimoine	16
Emplois totaux liés à la restauration du bâti	1 585
Autres emplois liés à la restauration	
Restaureurs	non renseigné
Laboratoires et ateliers de restauration en biens culturels	0
Autres emplois totaux liés à la restauration	0
Liés au tourisme patrimonial	
Emplois touristiques patrimoniaux (données Insee)	2 092
Emplois totaux liés au tourisme patrimonial	2 092
Autres emplois liés à la valorisation du patrimoine	
Formation	95
Recherche	75
Métiers d'art	1 064
Expertise	6
Autres emplois liés à la valorisation du patrimoine	1 240
Nombre total d'emplois indirects	4 917

III. Les emplois induits du patrimoine (I + II) X 0,6	Incontournables	Total
Emplois induits du patrimoine	3 490	3 519

TOTAL DES EMPLOIS DANS LE PATRIMOINE	9 306	9 384
---	--------------	--------------

* Site protégé, monument historique, Musée de France, ouvert au public au moins 40 jours par an, faisant l'objet d'une billetterie ou inscrit sur une visite guidée payante, et visite de ville payante VPAH.

** Il a été effectué un choix parmi les sites retenus des 10 monuments, MDF les plus fréquentés en région. Ces derniers représentant en moyenne 80 % des retombées économiques et sociales du patrimoine.

Source : État de protection en région. Statistiques de la culture, chiffres clés, édition 2008, ministère de la Culture et de la Communication, département des Études, de la Prospective et des Statistiques, La Documentation française.

IMPACT ECONOMIQUE DU PATRIMOINE

I. Retombées économiques directes du patrimoine		Incontournables	Total
Recettes liées à l'exploitation du patrimoine			
Billeteries		792 535	918 808
Boutiques et librairies		225 373	319 010
Visites guidées payantes		19 582	21 110
Audioguides		3 039	3 039
Événements		23 473	23 473
Autres recettes		33 463	35 583
Recettes globales des sites, monuments et MDF		1 097 465	1 321 023

II. Retombées économiques indirectes du patrimoine		
Liées à la restauration du bâti		
CA Entreprises de travaux de restauration (données Qualibat)		23 679 255
CA Artisans du patrimoine		87 080 800
Chiffre d'affaires total lié à la restauration du bâti		110 760 055
Liées au tourisme patrimonial		
Consommations des touristes patrimoniaux (données Direction du tourisme)		165 927 000
Taxe de séjour		101 323
Retombées économiques totales liées au tourisme patrimonial		166 028 323
Autres retombées économiques liées à la valorisation du patrimoine		
CA Entreprises des métiers d'art		85 523
Chiffre d'affaires lié à la valorisation du patrimoine		85 523
Retombées économiques totales indirectes		276 873 901

TOTAL DES RETOMBÉES ÉCONOMIQUES DANS LE PATRIMOINE	277 971 366	278 194 924
---	--------------------	--------------------

La participation de l'État pour la restauration du patrimoine (bâti et matériel) en investissement se chiffre à 5 666 988 €. En l'absence de données plus précises relatives aux autres financements publics (conseils régionaux, conseils généraux, communes), il est impossible de produire des chiffres globalisant l'ensemble des financements publics. Toutefois, compte tenu du fait que la part de l'État représente entre 30 et 50 % du financement public global, on peut estimer le montant des autres financements publics entre 11 333 976 et 13 222 972 €, ce qui représente un volume d'investissement public compris entre 17 000 964 et 18 889 960 €.

1 État des protections

La région Haute-Normandie représente par rapport à la France métropolitaine :

- 2,9 % du total des monuments historiques (1 123). Donnée inférieure à la moyenne nationale* (1 834 monuments par région) ;
- 3,9 % des Musées de France ;
- 3,8 % des VPAH.

2 Emplois

- 1 emploi direct dans le patrimoine génère 10 emplois indirects et induits ;
- En moyenne, un site patrimonial de la région Haute-Normandie génère 8 emplois (directs, indirects et induits), ce qui paraît légèrement inférieur à la moyenne nationale ;
- Les emplois du patrimoine dans les sites MH et MDF répondants représentent 10,10 % des emplois totaux liés au patrimoine ;
- Globalement, les retombées sociales sont plus faibles que la moyenne nationale. Celles liées **aux entreprises de restauration du patrimoine et aux architectes sont légèrement inférieures** ;
- **Un nombre d'experts supérieur à la moyenne nationale (5) ;**
- **Un ratio de prégnance patrimoniale ** parmi les plus faibles de France.**

3 Retombées économiques

- **1 € investi dans le patrimoine génère environ 15 € de retombées économiques ;**
- **Des dépenses journalières des touristes de 83 € nettement supérieures** à la moyenne nationale (73 €) avec toutefois des retombées économiques plus faibles que la moyenne nationale, résultat dû à un faible nombre de touristes. À titre indicatif, le site patrimonial le plus fréquenté comptabilise 40 000 visiteurs ;
- Si on rapporte le CA global lié à la restauration du bâti au nombre de sites, MH et MDF, la dépense moyenne est de 95 000 € par site, donnée supérieure à la moyenne nationale.

Le CA lié à la restauration du patrimoine bâti est élevé si l'on tient compte du nombre de sites, MH et MDF peu important en région.

* La région Île-de-France concentre à elle seule 26 % des emplois totaux et des MH. Aussi, pour ne pas fausser les chiffres, la moyenne nationale pour chaque type de retombées a été évaluée sans cette région.

** Nous entendons ici par prégnance patrimoniale le nombre d'emplois patrimoniaux rapporté à la population active.

RÉGION ÎLE-DE-FRANCE

État de protection en région	
Monuments classés	1 114
Monuments inscrits	2 649
Total des monuments historiques	3 763
Musées de France	
Total des Musées de France	136
Villes et Pays d'art et d'histoire (données Dapa - Bureau de la diffusion)	7
Nombre de gestionnaires concernés par l'étude *	40
Total des "incontournables" / Total des "incontournables" répondants **	24 / 29
Total des sites concernés par l'étude ayant répondu / Total des sites concernés par l'étude	39 / 41

IMPACT SOCIAL DU PATRIMOINE

I. Les emplois directs du patrimoine	Incontournables	Total
Au sein des monuments, musées de France et sites	4 550	4 550
Au sein des administrations en charge du patrimoine		
La fonction publique territoriale (CR, CG, communes...)	1 253	1 253
La fonction publique d'État (Drac - SDAP)	164	164
Les guides du patrimoine	Non renseigné	Non renseigné
Nombre total d'emplois directs	5 967	5 967

II. Les emplois indirects du patrimoine	
Liés à la restauration du bâti	
Entreprises de travaux de restauration (données Qualibat)	3 719
Artisans du patrimoine	7 819
Architectes du patrimoine	355
Emplois totaux liés à la restauration du bâti	11 893
Autres emplois liés à la restauration	
Restaurateurs	non renseigné
Laboratoires et ateliers de restauration en biens culturels	265
Autres emplois totaux liés à la restauration	265
Liés au tourisme patrimonial	
Emplois touristiques patrimoniaux (données Insee)	51 640
Emplois totaux liés au tourisme patrimonial	51 640
Autres emplois liés à la valorisation du patrimoine	
Formation	861
Recherche	1 627
Métiers d'art	6 077
Expertise	258
Autres emplois liés à la valorisation du patrimoine	8 823
Nombre total d'emplois indirects	72 621

Les emplois induits du patrimoine (I + II) X 0,6	Incontournables	Total
Les emplois induits du patrimoine	47 153	47 153

TOTAL DES EMPLOIS DANS LE PATRIMOINE	125 740	125 740
---	----------------	----------------

* Site protégé, monument historique, Musée de France, ouvert au public au moins 40 jours par an, faisant l'objet d'une billetterie ou inscrit sur une visite guidée payante, et visite de ville payante VPAH.

** Il a été effectué un choix parmi les sites retenus pour l'Île-de-France des 30 monuments, MDF les plus fréquentés en région. Ces derniers représentant en moyenne 80 % des retombées économiques et sociales du patrimoine.

Source : État de protection en région. *Statistiques de la culture, chiffres clés*, édition 2008, ministère de la Culture et de la Communication, département des Études, de la Prospective et des Statistiques, La Documentation française.

IMPACT ÉCONOMIQUE DU PATRIMOINE

I. Retombées économiques directes du patrimoine	Incontournables	Total
Recettes liées à l'exploitation du patrimoine		
Billetteries	178 365 829	178 970 859
Boutiques et librairies	67 837 928	68 225 195
Visites guidées payantes	10 190 524	10 284 809
Audioguides	1 537 837	1 537 837
Événements	5 736 647	5 736 647
Autres recettes	130 208 975	130 211 284
Recettes globales des sites, monuments et MDF	393 877 740	394 966 631

II. Retombées économiques indirectes du patrimoine		
Liées à la restauration du bâti		
CA Entreprises de travaux de restauration (données Qualibat)	662 326 392	
CA Artisans du patrimoine	857 577 920	
Chiffre d'affaires total lié à la restauration du bâti	1 519 904 312	
Liées au tourisme patrimonial		
Consommations des touristes patrimoniaux (données direction du Tourisme)	3 253 458 500	
Taxe de séjour	7 137 438	
Retombées économiques totales liées au tourisme patrimonial	3 260 595 938	
Autres retombées économiques liées à la valorisation du patrimoine		
CA Entreprises des métiers d'art	488 595	
Chiffre d'affaires lié à la valorisation du patrimoine	488 595	
Retombées économiques totales indirectes	4 780 988 845	

TOTAL DES RETOMBÉES ÉCONOMIQUES DANS LE PATRIMOINE	5 174 866 585	5 175 955 476
---	----------------------	----------------------

La participation de l'État pour la restauration du patrimoine (bâti et matériel) en investissement se chiffre à 22 362 924 €. En l'absence de données plus précises relatives aux autres financements publics (conseils régionaux, conseils généraux, communes), il est impossible de produire des chiffres globalisant l'ensemble des financements publics. Toutefois, compte tenu du fait que la part de l'État représente entre 30 et 50 % du financement public global, on peut estimer le montant des autres financements publics entre 44 725 848 et 52 180 156 €, ce qui représente un volume d'investissement public entre 67 088 772 et 74 543 080 €.

1 État des protections

L'Île-de-France représente par rapport à la France métropolitaine :

- 8,9 % du total des monuments historiques ;
- 11,45 % des Musées de France ;
- 5,3 % des VPAH.

2 Emplois

- En comparaison avec les autres régions, les sites les plus visités sont en majorité des établissements publics et des musées nationaux. Ils comprennent un nombre considérable de salariés et génèrent des recettes très importantes ;
- Un emploi direct dans le patrimoine génère 22 emplois indirects et induits ;
- En moyenne, un site patrimonial de la région Île-de-France génère 32 emplois (directs, indirects et induits), ce qui correspond au ratio le plus élevé de France ;
- Les emplois du patrimoine dans les sites, MH et MDF répondants représentent 4,6 % des emplois totaux liés au patrimoine, sachant que pour cette région, les sites interrogés étaient composés des 29 « incontournables ». Ne sont pas comptabilisés ici les salariés de la direction de l'Architecture et du Patrimoine et la direction des Musées de France du ministère de la Culture et les directions de la Réunion des Musées et du Centre des Monuments Nationaux ;
- **Emplois nettement supérieurs à la moyenne nationale**, tous secteurs confondus. Ils représentent 26 % des emplois totaux nationaux ;
- **Concentration des emplois du patrimoine** : 26 % des emplois nationaux du patrimoine sont regroupés en Île-de-France ; phénomène accentué dans les domaines suivants :
 - **Laboratoire de recherche** : 38 % de l'emploi national ;
 - **Conservation-restauration** : 60 % de l'emploi total national ;
 - **Expertise** : 70 % de l'emploi national.
- Constat moins net pour les artisans, regroupant 6 % des emplois totaux ;
- Un ratio de prégnance patrimoniale * plus faible en Île-de-France que dans d'autres régions.

3 Retombées économiques

- 1 € investi dans le patrimoine en Île-de-France génère entre 69 et 77 € de retombées économiques ;
- Des dépenses journalières des touristes très élevées : **98 € (la moyenne nationale étant de 73 €) et une fréquentation considérable. Sur les 30 sites les plus visités en France, 24 sont situés en région Île-de-France ;**
- Tendance, pour les retombées économiques, similaire à celles des emplois : **le CA des entreprises est nettement supérieur à la moyenne nationale.** Ils représentent 21 % des CA totaux nationaux ;
- Si on rapporte le CA global lié à la restauration du bâti au nombre de sites, MH et MDF, la dépense moyenne est de 388 000 € par site, donnée la plus élevée de France.

* Nous entendons ici par prégnance patrimoniale le nombre d'emplois patrimoniaux rapporté à la population active.

RÉGION LANGUEDOC-ROUSSILLON

État de protection en région	
Monuments classés	597
Monuments inscrits	1 337
Total des monuments historiques	1 934
Musées de France	
Total des Musées de France	58
Villes et Pays d'art et d'histoire (données Dapa - Bureau de la diffusion)	8
Nombre de gestionnaires concernés par l'étude *	non renseigné
Total des sites concernés par l'étude ayant répondu / Total des sites concernés par l'étude	/ 192

IMPACT SOCIAL DU PATRIMOINE

I. Les emplois directs du patrimoine	Total
Au sein des monuments, musées de France et sites	1 100 **
Au sein des administrations en charge du patrimoine	
La fonction publique territoriale (CR, CG, communes...)	704
La fonction publique d'État (Drac - SDAP)	83
Les guides du patrimoine	62
Nombre total d'emplois directs	1 949

II. Les emplois indirects du patrimoine	
Liés à la restauration du bâti	
Entreprises de travaux de restauration (données Qualibat)	207
Artisans du patrimoine	2 694
Architectes du patrimoine	31
Emplois totaux liés à la restauration du bâti	2 932
Autres emplois liés à la restauration	
Restaurateurs	non renseigné
Laboratoires et ateliers de restauration en biens culturels	0
Autres emplois totaux liés à la restauration	0
Liés au tourisme patrimonial	
Emplois touristiques patrimoniaux (données Insee)	5 651
Emplois totaux liés au tourisme patrimonial	5 651
Autres emplois liés à la valorisation du patrimoine	
Formation	216
Recherche	333
Métiers d'art	2 846
Expertise	13
Autres emplois liés à la valorisation du patrimoine	3 408
Nombre total d'emplois indirects	11 992

III. Les emplois induits du patrimoine (I + II) X 0,6	Total
Emplois induits du patrimoine	8 364

TOTAL DES EMPLOIS DANS LE PATRIMOINE	22 305
---	---------------

* Site protégé, monument historique, Musée de France, ouvert au public au moins 40 jours par an, faisant l'objet d'une billetterie ou inscrit sur une visite guidée payante, et visite de ville payante VPAH.

** Il a été effectué un choix parmi les sites retenus des 10 monuments, MDF les plus fréquentés en région. Ces derniers représentant en moyenne 80 % des retombées économiques et sociales du patrimoine.

*** Les données concernant les retombées directes du patrimoine ont été fournies par le cabinet *Figesma Conseil* qui a réalisé une étude commanditée par la Région Languedoc-Roussillon et la Drac Languedoc-Roussillon sur les retombées du patrimoine.

Source : État de protection en région. Statistiques de la culture, chiffres clés, édition 2008, ministère de la Culture et de la Communication, département des Études, de la Prospective et des Statistiques, La Documentation française.

IMPACT ÉCONOMIQUE DU PATRIMOINE

I. Retombées économiques directes du patrimoine	
Recettes liées à l'exploitation du patrimoine	
Billetteries	
Boutiques et librairies	
Visites guidées payantes	
Audioguides	
Événements	
Autres recettes	
Recettes globales des sites, monuments et MDF	20 305 800 ***
II. Retombées économiques indirectes du patrimoine	
Liées à la restauration du bâti	
CA Entreprises de travaux de restauration (données Qualibat)	19 235 732
CA Artisans du patrimoine	156 228 640
Chiffre d'affaires total lié à la restauration du bâti	175 464 372
Liées au tourisme patrimonial	
Consommations des touristes patrimoniaux (données direction du Tourisme)	844 563 756
Taxe de séjour	1 495 863
Retombées économiques totales liées au tourisme patrimonial	846 059 619
Autres retombées économiques liées à la valorisation du patrimoine	
CA Entreprises des métiers d'art	228 795
Chiffre d'affaires lié à la valorisation du patrimoine	228 795
Retombées économiques totales indirectes	1 021 752 785
TOTAL DES RETOMBÉES ÉCONOMIQUES DANS LE PATRIMOINE	1 042 059

La participation de l'État pour la restauration du patrimoine (bâti et matériel) en investissement se chiffre à 11 241 072 €. En l'absence de données plus précises relatives aux autres financements publics (conseils régionaux, conseils généraux, communes), il est impossible de produire des chiffres globalisant l'ensemble des financements publics. Toutefois, compte tenu du fait que la part de l'État représente entre 30 et 50 % du financement public global, on peut estimer le montant des autres financements publics entre 22 482 144 et 26 229 168€, ce qui représente un volume d'investissement public compris entre 33 723 216 et 37 470 240 €.

1 État des protections

La région Languedoc-Roussillon représente par rapport à la France métropolitaine :

- 5 % du total des monuments historiques (1 953). Donnée légèrement supérieure à la moyenne nationale* (1 834 monuments par région) ;
- 5,5 % des Musées de France ;
- 6 % des VPAH.

2 Emplois

- 1 emploi direct dans le patrimoine génère 11 emplois indirects et induits ;
- En moyenne, un site patrimonial de la région Languedoc-Roussillon génère 11 emplois (directs, indirects et induits), ce qui paraît légèrement supérieur à la moyenne nationale ;
- Les emplois du patrimoine dans les sites, MH et MDF répondants, représentent 8,7 % des emplois totaux liés au patrimoine, sachant que pour cette région le système de comptage des sites et la méthodologie ont été différents des autres régions ;
- **Globalement, les emplois sont supérieurs à la moyenne nationale**, à l'exception des emplois des entreprises de restauration du patrimoine bâti ;
- Le Languedoc-Roussillon concentre **un nombre important d'emplois dans la recherche et la formation**, et représente deux fois plus d'emplois que la moyenne nationale ;
- D'autres domaines se démarquent : les artisans, les architectes, les emplois touristiques et les métiers d'art ;
- Un ratio de prégnance patrimoniale ** élevé (2,4 %), supérieur à la moyenne nationale de 1,8 %.

3 Retombées économiques

- 1 € investi dans le patrimoine génère 28 et 31 € de retombées économiques ;
- Des dépenses journalières des touristes de 67 € relativement faibles comparées à la moyenne nationale de 73 € malgré des retombées touristiques importantes ;
- **Des retombées économiques nettement supérieures à la moyenne nationale**, à l'exception des entreprises de restauration du patrimoine ;
- Si on rapporte le CA global lié à la restauration du bâti au nombre de sites, MH et MDF, la dépense moyenne est de 87 000 € par site, donnée légèrement inférieure à la moyenne nationale.

La région est fortement dotée en patrimoine avec des retombées supérieures à la moyenne nationale. Pourtant les retombées sociales et économiques des entreprises de restauration paraissent faible ; la région faisant appel à des entreprises provenant d'autres régions.

* La région Île-de-France concentre à elle seule 26 % des emplois totaux et des MH. Aussi, pour ne pas fausser les chiffres, la moyenne nationale pour chaque type de retombées a été évaluée sans cette région.

** Nous entendons ici par prégnance patrimoniale le nombre d'emplois patrimoniaux rapporté à la population active.

RÉGION LIMOUSIN

État de protection en région	
Monuments classés	310
Monuments inscrits	687
Total des monuments historiques	997
Musées de France	
Total des Musées de France	10
Villes et Pays d'art et d'histoire (données Dapa - Bureau de la diffusion)	2
Nombre de gestionnaires concernés par l'étude *	152
Total des "incontournables" / Total des "incontournables" répondants **	6 / 10
Total des sites concernés par l'étude ayant répondu / Total des sites concernés par l'étude	13 / 152

IMPACT SOCIAL DU PATRIMOINE

I. Les emplois directs du patrimoine	Incontournables	Total
Au sein des monuments, musées de France et sites	39	54
Au sein des administrations en charge du patrimoine		
La fonction publique territoriale (CR, CG, communes...)	333	333
La fonction publique d'État (Drac - SDAP)	48	48
Les guides du patrimoine	8	8
Nombre total d'emplois directs	428	443

II. Les emplois indirects du patrimoine	
Liés à la restauration du bâti	
Entreprises de travaux de restauration (données Qualibat)	227
Artisans du patrimoine	688
Architectes du patrimoine	4
Emplois totaux liés à la restauration du bâti	919
Autres emplois liés à la restauration	
Restaurateurs	non renseigné
Laboratoires et ateliers de restauration en biens culturels	0
Autres emplois totaux liés à la restauration	0
Liés au tourisme patrimonial	
Emplois touristiques patrimoniaux (données Insee)	1 084
Emplois totaux liés au tourisme patrimonial	1 084
Autres emplois liés à la valorisation du patrimoine	
Formation	76
Recherche	25
Métiers d'art	699
Expertise	0
Autres emplois liés à la valorisation du patrimoine	800
Nombre total d'emplois indirects	2 803

Les emplois induits du patrimoine (I + II) X 0,6	Incontournables	Total
Les emplois induits du patrimoine	1 939	1 948

TOTAL DES EMPLOIS DANS LE PATRIMOINE	5 170	5 194
---	--------------	--------------

* Site protégé, monument historique, Musée de France, ouvert au public au moins 40 jours par an, faisant l'objet d'une billetterie ou inscrit sur une visite guidée payante, et visite de ville payante VPAH.

** Il a été effectué un choix parmi les sites retenus des 10 monuments, MDF les plus fréquentés en région. Ces derniers représentant en moyenne 80 % des retombées économiques et sociales du patrimoine.

Source : État de protection en région. Statistiques de la culture, chiffres clés, édition 2008, ministère de la Culture et de la Communication, département des Études, de la Prospective et des Statistiques, La Documentation française.

IMPACT ÉCONOMIQUE DU PATRIMOINE

I. Retombées économiques directes du patrimoine		Incontournables	Total
Recettes liées à l'exploitation du patrimoine			
Billetteries		355 571	409 077
Boutiques et librairies		39 145	90 833
Visites guidées payantes		16 502	27 582
Audioguides		0	0
Événements		16 175	16 975
Autres recettes		144 150	145 050
Recettes globales des sites, monuments et MDF		571 543	689 517

II. Retombées économiques indirectes du patrimoine			
Liées à la restauration du bâti			
CA Entreprises de travaux de restauration (données Qualibat)		24 268 863	
CA Artisans du patrimoine		39 845 280	
Chiffre d'affaires total lié à la restauration du bâti		64 114 143	
Liées au tourisme patrimonial			
Consommations des touristes patrimoniaux (données direction du Tourisme)		121 032 000	
Taxe de séjour		73 440	
Retombées économiques totales liées au tourisme patrimonial		121 105 440	
Autres retombées économiques liées à la valorisation du patrimoine			
CA Entreprises des métiers d'art		56 217	
Chiffre d'affaires lié à la valorisation du patrimoine		56 217	
Retombées économiques totales indirectes		185 275 800	

TOTAL DES RETOMBÉES ÉCONOMIQUES DANS LE PATRIMOINE	185 847 343	185 965 317
---	--------------------	--------------------

La participation de l'État pour la restauration du patrimoine (bâti et matériel) en investissement se chiffre à 6 233 892 €. En l'absence de données plus précises relatives aux autres financements publics (conseils régionaux, conseils généraux, communes), il est impossible de produire des chiffres globalisant l'ensemble des financements publics. Toutefois, compte tenu du fait que la part de l'État représente entre 30 et 50 % du financement public global, **on peut estimer le montant des autres financements publics entre 12 467 784 et 14 545 748 €, ce qui représente un volume d'investissement public compris entre 18 701 676 et 20 779 640 €.**

1 État des protections

La région du Limousin représente par rapport à la France métropolitaine :

- 2,6 % du total des monuments historiques (994). Donnée inférieure à la moyenne nationale* (1 834 monuments par région) ;
- 0,9 % des Musées de France ;
- 1,5 % des VPAH.

2 Emplois

- **1 emploi direct dans le patrimoine génère 12 emplois indirects et induits ;**
- **En moyenne, un site patrimonial de la région Limousin génère 5 emplois (directs, indirects et induits), ce qui paraît nettement inférieur à la moyenne nationale ;**
- **Les emplois du patrimoine dans les sites MH et MDF répondants, représentent 8,5 % des emplois totaux liés au patrimoine. Concernant le Limousin, nous avons eu en dehors des sites « incontournables » un taux de réponse limité pouvant expliquer ce faible pourcentage ;**
- Des emplois nettement inférieurs à la moyenne nationale dans la majorité des secteurs, à l'exception **des emplois dans la restauration du patrimoine bâti légèrement inférieurs à la moyenne nationale.**

3 Retombées économiques

- **1 € investi dans le patrimoine dans le Limousin génère environ 9 € de retombées économiques ;**
- **Des dépenses journalières des touristes faibles (68 €)** comparées à la moyenne nationale (73 €) ;
- Globalement, **des retombées économiques inférieures** à la moyenne nationale (828 millions d'euros) ;
- Si on rapporte le CA global lié à la restauration du bâti au nombre de sites, MH et MDF, la dépense moyenne est de 64 000 € par site, donnée nettement inférieure à la moyenne nationale.

Des retombées sociales et économiques logiquement inférieures à la moyenne nationale compte tenu du nombre limité de MH et MDF.

* La région Île-de-France concentre à elle seule 26 % des emplois totaux et des MH. Aussi, pour ne pas fausser les chiffres, la moyenne nationale pour chaque type de retombées a été évaluée sans cette région.

RÉGION LORRAINE

État de protection en région	
Monuments classés	647
Monuments inscrits	972
Total des monuments historiques	1 619
Musées de France	
Total des Musées de France	38
Villes et Pays d'art et d'histoire (données Dapa - Bureau de la diffusion)	1
Nombre de gestionnaires concernés par l'étude *	10
Total des "incontournables" / Total des "incontournables" répondants **	8 / 10
Total des sites concernés par l'étude ayant répondu / Total des sites concernés par l'étude	8 / 10

IMPACT SOCIAL DU PATRIMOINE

I. Les emplois directs du patrimoine	Incontournables	Total
Au sein des monuments, musées de France et sites	237	237
Au sein des administrations en charge du patrimoine		
La fonction publique territoriale (CR, CG, communes...)	902	902
La fonction publique d'État (Drac - SDAP)	50	50
Les guides du patrimoine	non renseigné	non renseigné
Nombre total d'emplois directs	1 189	1 189

II. Les emplois indirects du patrimoine	
Liés à la restauration du bâti	
Entreprises de travaux de restauration (données Qualibat)	507
Artisans du patrimoine	1 666
Architectes du patrimoine	10
Emplois totaux liés à la restauration du bâti	2 183
Autres emplois liés à la restauration	
Restaurateurs	non renseigné
Laboratoires et ateliers de restauration en biens culturels	9
Autres emplois totaux liés à la restauration	9
Liés au tourisme patrimonial	
Emplois touristiques patrimoniaux (données Insee)	6 500
Emplois totaux liés au tourisme patrimonial	6 500
Autres emplois liés à la valorisation du patrimoine	
Formation	170
Recherche	92
Métiers d'art	1 327
Expertise	1
Autres emplois liés à la valorisation du patrimoine	1 590
Nombre total d'emplois indirects	10 283

III. Les emplois induits du patrimoine (I + II) X 0,6	Incontournables	Total
Emplois induits du patrimoine	6 883	6 883

TOTAL DES EMPLOIS DANS LE PATRIMOINE	18 354	18 354
---	---------------	---------------

* Site protégé, monument historique, Musée de France, ouvert au public au moins 40 jours par an, faisant l'objet d'une billetterie ou inscrit sur une visite guidée payante, et visite de ville payante VPAH.

** Il a été effectué un choix parmi les sites retenus des 10 monuments, MDF les plus fréquentés en région. Ces derniers représentant en moyenne 80 % des retombées économiques et sociales du patrimoine.

Source : État de protection en région. *Statistiques de la culture, chiffres clés*, édition 2008, ministère de la Culture et de la Communication, département des Études, de la Prospective et des Statistiques, La Documentation française.

IMPACT ÉCONOMIQUE DU PATRIMOINE

I. Retombées économiques directes du patrimoine	Incontournables	Total
Recettes liées à l'exploitation du patrimoine		
Billetteries	1 858 144	1 858 144
Boutiques et librairies	418 069	418 069
Visites guidées payantes	355 969	355 969
Audioguides	332	332
Événements	86 124	86 124
Autres recettes	91 648	91 648
Recettes globales des sites, monuments et MDF	2 810 286	2 810 286

II. Retombées économiques indirectes du patrimoine		
Liées à la restauration du bâti		
CA Entreprises de travaux de restauration (données Qualibat)	63 916 054	
CA Artisans du patrimoine	123 980 320	
Chiffre d'affaires total lié à la restauration du bâti	187 896 374	
Liées au tourisme patrimonial		
Consommations des touristes patrimoniaux (données direction du Tourisme)	508 141 000	
Taxe de séjour	245 898	
Retombées économiques totales liées au tourisme patrimonial	508 386 898	
Autres retombées économiques liées à la valorisation du patrimoine		
CA Entreprises des métiers d'art	106 667	
Chiffre d'affaires lié à la valorisation du patrimoine	106 667	
Retombées économiques totales indirectes	696 389 938	

TOTAL DES RETOMBÉES ÉCONOMIQUES DANS LE PATRIMOINE	699 200 224	699 200 224
---	--------------------	--------------------

La participation de l'État pour la restauration du patrimoine (bâti et matériel) en investissement se chiffre à 9 912 510 €. En l'absence de données plus précises relatives aux autres financements publics (conseils régionaux, conseils généraux, communes), il est impossible de produire des chiffres globalisant l'ensemble des financements publics. Toutefois, compte tenu du fait que la part de l'État représente entre 30 et 50 % du financement public global, on peut estimer le montant des autres financements publics entre 19 825 020 et 23 129 190 €, ce qui représente un volume d'investissement public compris entre 29 737 530 et 33 041 700 €.

1 État des protections

La région Lorraine représente par rapport à la France métropolitaine :

- 4,2 % du total des monuments historiques (1 620). Donnée légèrement inférieure à la moyenne nationale (1 834 monuments par région) ;
- 3,6 % des Musées de France ;
- 0,75 % des VPAH.

2 Emplois

- 1 emploi direct dans le patrimoine génère 16 emplois indirects et induits ;
- En moyenne, un site patrimonial de la région Lorraine génère 11 emplois (directs, indirects et induits), ce qui paraît supérieur à la moyenne nationale ;
- Les emplois du patrimoine dans les sites, MH et MDF répondants, représentent 6,3 % des emplois totaux liés au patrimoine, sachant que pour cette région, les sites répondants comprennent juste les « incontournables ». Ce taux reste faible en comparaison des autres régions ;
- Des emplois dans les entreprises de restauration du patrimoine deux fois plus élevés que la moyenne nationale (247 emplois) ;
- Une motivation patrimoniale importante des touristes en région : 27 % des touristes visitent des sites patrimoniaux pour des raisons strictement patrimoniales (contre une moyenne nationale de 15 %) ;
- Des domaines supérieurs à la moyenne nationale : tourisme et formation (présence de l'École de Condé à Nancy) ;
- Un ratio de prégnance patrimoniale ** élevé : 2,2 %, supérieur à la moyenne nationale (1,8 %).

3 Retombées économiques

- 1 € investi dans le patrimoine en Lorraine génère entre 21 et 24 € de retombées économiques ;
- Des dépenses journalières des touristes d'un montant de 73 €, équivalentes à la moyenne nationale ;
- Importance du CA des entreprises de restauration du patrimoine ;
- Si on rapporte le CA global lié à la restauration du bâti au nombre de sites, MH et MDF, la dépense moyenne est de 113 000 € par site, donnée nettement supérieure à la moyenne nationale.

Les retombées sociales et économiques des entreprises de restauration du patrimoine sont importantes, comparées à un nombre de sites protégés faible en région.

* La région Île-de-France concentre à elle seule 26 % des emplois totaux et des MH. Aussi, pour ne pas fausser les chiffres, la moyenne nationale pour chaque type de retombées a été évaluée sans cette région.

** Nous entendons ici par prégnance patrimoniale le nombre d'emplois patrimoniaux rapporté à la population active.

RÉGION MIDI-PYRÉNÉES

État de protection en région	
Monuments classés	853
Monuments inscrits	1 719
Total des monuments historiques	2 572
Musées de France	
Total des Musées de France	74
Villes et Pays d'art et d'histoire (données Dapa - Bureau de la diffusion)	4
Nombre de gestionnaires concernés par l'étude *	22
Total des "incontournables" / Total des "incontournables" répondants **	7 / 8
Total des sites concernés par l'étude ayant répondu / Total des sites concernés par l'étude	18 / 22

IMPACT SOCIAL DU PATRIMOINE

I. Les emplois directs du patrimoine	Incontournables	Total
Au sein des monuments, musées de France et sites	87	112
Au sein des administrations en charge du patrimoine		
La fonction publique territoriale (CR, CG, communes...)	1 332	1 332
La fonction publique d'État (Drac - SDAP)	102	102
Les guides du patrimoine	6	6
Nombre total d'emplois directs	1 527	1 552

II. Les emplois indirects du patrimoine	
Liés à la restauration du bâti	
Entreprises de travaux de restauration (données Qualibat)	110
Artisans du patrimoine	2 855
Architectes du patrimoine	28
Emplois totaux liés à la restauration du bâti	2 994
Autres emplois liés à la restauration	
Restaurateurs	non renseigné
Laboratoires et ateliers de restauration en biens culturels	7
Autres emplois totaux liés à la restauration	7
Liés au tourisme patrimonial	
Emplois touristiques patrimoniaux (données Insee)	6 026
Emplois totaux liés au tourisme patrimonial	6 026
Autres emplois liés à la valorisation du patrimoine	
Formation	228
Recherche	73
Métiers d'art	2 871
Expertise	3
Autres emplois liés à la valorisation du patrimoine	3 175
Nombre total d'emplois indirects	12 202

III. Les emplois induits du patrimoine (I + II) X 0,6	Incontournables	Total
Emplois induits du patrimoine	8 237	8 252

TOTAL DES EMPLOIS DANS LE PATRIMOINE	21 966	22 006
---	---------------	---------------

* Site protégé, monument historique, Musée de France, ouvert au public au moins 40 jours par an, faisant l'objet d'une billetterie ou inscrit sur une visite guidée payante, et visite de ville payante VPAH.

** Il a été effectué un choix parmi les sites retenus des 10 monuments, MDF les plus fréquentés en région. Ces derniers représentant en moyenne 80 % des retombées économiques et sociales du patrimoine.

Source : **État de protection en région**. *Statistiques de la culture, chiffres clés*, édition 2008, ministère de la Culture et de la Communication, département des Études, de la Prospective et des Statistiques, La Documentation française.

IMPACT ÉCONOMIQUE DU PATRIMOINE

I. Retombées économiques directes du patrimoine	Incontournables	Total
Recettes liées à l'exploitation du patrimoine		
Billetteries	1 432 225	1 538 350
Boutiques et librairies	542 415	552 166
Visites guidées payantes	15 073	20 373
Audioguides	29 263	29 263
Évènements	54 770	54 770
Autres recettes	25 535	28 244
Recettes globales des sites, monuments et MDF	2 099 281	2 223 166

II. Retombées économiques indirectes du patrimoine		
Liées à la restauration du bâti		
CA Entreprises de travaux de restauration (données Qualibat)	11 608 550	
CA Artisans du patrimoine	200 673 440	
Chiffre d'affaires total lié à la restauration du bâti	212 281 990	
Liées au tourisme patrimonial		
Consommations des touristes patrimoniaux (données direction du Tourisme)	741 612 554	
Taxe de séjour	705 687	
Retombées économiques totales liées au tourisme patrimonial	742 318 241	
Autres retombées économiques liées à la valorisation du patrimoine		
CA Entreprises des métiers d'art	230 800	
Chiffre d'affaires lié à la valorisation du patrimoine	230 800	
Retombées économiques totales indirectes	954 831 031	

TOTAL DES RETOMBÉES ÉCONOMIQUES DANS LE PATRIMOINE	956 930 312	957 054 197
---	--------------------	--------------------

La participation de l'État pour la restauration du patrimoine (bâti et matériel) en investissement se chiffre à 8 885 523 €. En l'absence de données plus précises relatives aux autres financements publics (conseils régionaux, conseils généraux, communes), il est impossible de produire des chiffres globalisant l'ensemble des financements publics. Toutefois, compte tenu du fait que la part de l'État représente entre 30 et 50 % du financement public global, **on peut estimer le montant des autres financements publics entre 17 771 046 et 20 732 887 €, ce qui représente un volume d'investissement public compris entre 26 656 569 et 29 618 410 €.**

1 État des protections

La région Midi-Pyrénées représente par rapport à la France métropolitaine :

- 6,7 % du total des monuments historiques (2 593). Donnée supérieure à la moyenne nationale* (1 834 monuments par région) ;
- 7 % des Musées de France ;
- 3 % des VPAH.

2 Emplois

- Un emploi direct dans le patrimoine génère 14 emplois indirects et induits ;
- En moyenne, un site patrimonial de la région Midi-Pyrénées génère 8 emplois (directs, indirects et induits), ce qui paraît légèrement inférieur à la moyenne nationale ;
- Les emplois du patrimoine dans les sites, MH et MDF répondants représentent 7 % des emplois totaux liés au patrimoine, sachant que pour cette région, les sites interrogés comprenaient juste les « incontournables » ;
- Globalement **des emplois supérieurs à la moyenne nationale** : entreprises artisanales du bâtiment, architecture, tourisme, formation, métiers d'art ;
- Des emplois dans **les entreprises de restauration du patrimoine bâti** inférieurs à la moyenne nationale. Malgré un nombre important d'entreprises disposant de certification Qualibat pour la mention Patrimoine, peu disposent effectivement de la certification relative aux MH, retenue pour cette étude (833 emplois contre 592) ;
- **Un ratio de prégnance patrimoniale ** légèrement supérieur à la moyenne (2 % contre 1,8 %).**

3 Retombées économiques

- 1 € investi dans le patrimoine génère entre 32 et 36 € de retombées économiques ;
- **Des dépenses journalières des touristes d'un montant de 77 €, légèrement supérieures** à la moyenne nationale (73 €) ainsi que des consommations touristiques également fortes ;
- Constat similaire pour les retombées économiques à celui effectué pour les emplois : les retombées touristiques sont nettement supérieures à la moyenne nationale ;
- **Si on rapporte le CA global lié à la restauration du bâti au nombre de sites, MH et MDF, la dépense moyenne est de 80 000 € par site, donnée légèrement inférieure à la moyenne nationale.**

Des retombées économiques et sociales des entreprises de restauration faibles rapportées au nombre de sites patrimoniaux élevé en région.

* La région Île-de-France concentre à elle seule 26 % des emplois totaux et des MH. Aussi, pour ne pas fausser les chiffres, la moyenne nationale pour chaque type de retombées a été évaluée sans cette région.

** Nous entendons ici par prégnance patrimoniale le nombre d'emplois patrimoniaux rapporté à la population active.

RÉGION NORD-PAS-DE-CALAIS

État de protection en région	
Monuments classés	418
Monuments inscrits	913
Total des monuments historiques	1 331
Musées de France	
Total des Musées de France	46
Villes et Pays d'art et d'histoire (données Dapa - Bureau de la diffusion)	5
Nombre de gestionnaires concernés par l'étude *	238
Total des "incontournables" / Total des "incontournables" répondants **	7 / 10
Total des sites concernés par l'étude ayant répondu / Total des sites concernés par l'étude	45 / 238

IMPACT SOCIAL DU PATRIMOINE

I. Les emplois directs du patrimoine	Incontournables	Total
Au sein des monuments, musées de France et sites	378	467
Au sein des administrations en charge du patrimoine		
La fonction publique territoriale (CR, CG, communes...)	1 126	1 126
La fonction publique d'État (Drac - SDAP)	92	92
Les guides du patrimoine	80	80
Nombre total d'emplois directs	1 676	1 765

II. Les emplois indirects du patrimoine	
Liés à la restauration du bâti	
Entreprises de travaux de restauration (données Qualibat)	211
Artisans du patrimoine	2 266
Architectes du patrimoine	11
Emplois totaux liés à la restauration du bâti	2 488
Autres emplois liés à la restauration	
Restaureurs	non renseigné
Laboratoires et ateliers de restauration en biens culturels	0
Autres emplois totaux liés à la restauration	0
Liés au tourisme patrimonial	
Emplois touristiques patrimoniaux (données Insee)	3 591
Emplois totaux liés au tourisme patrimonial	3 591
Autres emplois liés à la valorisation du patrimoine	
Formation	173
Recherche	169
Métiers d'art	1 541
Expertise	4
Autres emplois liés à la valorisation du patrimoine	1 887
Nombre total d'emplois indirects	7 966

III. Les emplois induits du patrimoine (I + II) X 0,6	Incontournables	Total
Emplois induits du patrimoine	5 785	5 839

TOTAL DES EMPLOIS DANS LE PATRIMOINE	15 428	15 570
---	---------------	---------------

* Site protégé, monument historique, Musée de France, ouvert au public au moins 40 jours par an, faisant l'objet d'une billetterie ou inscrit sur une visite guidée payante, et visite de ville payante VPAH.

** Il a été effectué un choix parmi les sites retenus des 10 monuments, MDF les plus fréquentés en région. Ces derniers représentant en moyenne 80 % des retombées économiques et sociales du patrimoine.

Source : État de protection en région. *Statistiques de la culture, chiffres clés*, édition 2008, ministère de la Culture et de la Communication, département des Études, de la Prospective et des Statistiques, La Documentation française.

IMPACT ÉCONOMIQUE DU PATRIMOINE

I. Retombées économiques directes du patrimoine	Incontournables	Total
Recettes liées à l'exploitation du patrimoine		
Billetteries	2 496 340	2 670 580
Boutiques et librairies	627 421	631 063
Visites guidées payantes	111 843	173 443
Audioguides	408	5 052
Événements	80 831	207 463
Autres recettes	112 326	152 107
Recettes globales des sites, monuments et MDF	3 429 169	3 839 708

II. Retombées économiques indirectes du patrimoine		
Liées à la restauration du bâti		
CA Entreprises de travaux de restauration (données Qualibat)	25 425 273	
CA Artisans du patrimoine	150 698 880	
Chiffre d'affaires total lié à la restauration du bâti	176 124 153	
Liées au tourisme patrimonial		
Consommations des touristes patrimoniaux (données direction du Tourisme)	303 674 222	
Taxe de séjour	287 334	
Retombées économiques totales liées au tourisme patrimonial	303 961 556	
Autres retombées économiques liées à la valorisation du patrimoine		
CA Entreprises des métiers d'art	123 883	
Chiffre d'affaires lié à la valorisation du patrimoine	123 883	
Retombées économiques totales indirectes	480 209 592	

TOTAL DES RETOMBÉES ÉCONOMIQUES DANS LE PATRIMOINE	483 638 761	484 049 300
---	--------------------	--------------------

La participation de l'État pour la restauration du patrimoine (bâti et matériel) en investissement se chiffre à **8 598 482 €**. En l'absence de données plus précises relatives aux autres financements publics (conseils régionaux, conseils généraux, communes), il est impossible de produire des chiffres globalisant l'ensemble des financements publics. Toutefois, compte tenu du fait que la part de l'État représente entre 30 et 50 % du financement public global, **on peut estimer le montant des autres financements publics entre 17 196 964 et 20 063 125 €, ce qui représente un volume d'investissement public compris entre 25 795 446 et 28 661 607 €.**

1 État des protections

La région Nord-Pas-de-Calais représente par rapport à la France métropolitaine :

- 3,5 % du total des monuments historiques (1 338). Donnée inférieure à la moyenne nationale* (1 834 monuments par région) ;
- 4,4 % des Musées de France ;
- 3,8 % des VPAH.

2 Emplois

- **Un emploi direct dans le patrimoine génère 9 emplois indirects et induits ;**
- **En moyenne, un site patrimonial de la région Nord-Pas-de-Calais génère 11 emplois (directs, indirects et induits), ce qui paraît supérieur à la moyenne nationale ;**
- Les emplois du patrimoine au sein des sites MH et MDF répondants représentent 11,3 % des emplois totaux liés au patrimoine ;
- **Des retombées sociales plus faibles que la moyenne nationale (8 641 emplois) ;**
- **Des artisans et architectes nombreux en région ;**
- **Des emplois dans la recherche et la formation supérieurs à la moyenne nationale ;**
- Pas d'emploi recensé dans les laboratoires et instituts de recherche en restauration de biens culturels ;
- Un ratio de prégnance patrimoniale ** faible : 1,1 %, inférieur à la moyenne nationale (1,8 %).

3 Retombées économiques

- **1 € investi dans le patrimoine génère entre 17 et 19 € de retombées économiques ;**
- **Des dépenses journalières des touristes de 88 €, nettement supérieures à la moyenne nationale (73 €) ;**
- **Si on rapporte le CA global lié à la restauration du bâti au nombre de sites, MH et MDF, la dépense moyenne est de 127 000 € par site, donnée nettement supérieure à la moyenne nationale.**

D'un point de vue général, les retombées sociales sont inférieures à la moyenne nationale, mais rapportées au nombre de sites en région, ces données sont supérieures à la moyenne nationale.

* La région Île-de-France concentre à elle seule 26 % des emplois totaux et des MH. Aussi, pour ne pas fausser les chiffres, la moyenne nationale pour chaque type de retombées a été évaluée sans cette région.

** Nous entendons ici par prégnance patrimoniale le nombre d'emplois patrimoniaux rapporté à la population active.

RÉGION PAYS DE LA LOIRE

État de protection en région	
Monuments classés	656
Monuments inscrits	1 345
Total des monuments historiques	2 001
Musées de France	
Total des Musées de France	52
Villes et Pays d'art et d'histoire (données Dapa - Bureau de la diffusion)	10
Nombre de gestionnaires concernés par l'étude *	203
Total des "incontournables" / Total des "incontournables" répondants **	10 / 10
Total des sites concernés par l'étude ayant répondu / Total des sites concernés par l'étude	35 / 203

IMPACT SOCIAL DU PATRIMOINE

I. Les emplois directs du patrimoine	Incontournables	Total
Au sein des monuments, musées de France et sites	195	225
Au sein des administrations en charge du patrimoine		
Fonction publique territoriale (CR, CG, communes...)	1 097	1 097
Fonction publique d'État (Drac - SDAP)	71	71
Guides du patrimoine	50	50
Nombre total d'emplois directs	1 413	1 443

II. Les emplois indirects du patrimoine	
Liés à la restauration du bâti	
Entreprises de travaux de restauration (données Qualibat)	573
Artisans du patrimoine	3 184
Architectes du patrimoine	39
Emplois totaux liés à la restauration du bâti	3 796
Autres emplois liés à la restauration	
Restaurateurs	non renseigné
Laboratoires et ateliers de restauration en biens culturels	0
Autres emplois totaux liés à la restauration	0
Liés au tourisme patrimonial	
Emplois touristiques patrimoniaux (données Insee)	4 185
Emplois totaux liés au tourisme patrimonial	4 185
Autres emplois liés à la valorisation du patrimoine	
Formation	185
Recherche	90
Métiers d'art	2 204
Expertise	3
Autres emplois liés à la valorisation du patrimoine	2 482
Nombre total d'emplois indirects	10 463

III. Les emplois induits du patrimoine (I + II) X 0,6	Incontournables	Total
Emplois induits du patrimoine	7 126	7 144

TOTAL DES EMPLOIS DANS LE PATRIMOINE	19 002	19 050
---	---------------	---------------

* Site protégé, monument historique, Musée de France, ouvert au public au moins 40 jours par an, faisant l'objet d'une billetterie ou inscrit sur une visite guidée payante, et visite de ville payante VPAH.

** Il a été effectué un choix parmi les sites retenus des 10 monuments, MDF les plus fréquentés en région. Ces derniers représentant en moyenne 80 % des retombées économiques et sociales du patrimoine.

Source : État de protection en région. Statistiques de la culture, chiffres clés, édition 2008, ministère de la Culture et de la Communication, département des Études, de la Prospective et des Statistiques, La Documentation française.

IMPACT ÉCONOMIQUE DU PATRIMOINE

I. Retombées économiques directes du patrimoine	Incontournables	Total
Recettes liées à l'exploitation du patrimoine		
Billetteries	3 179 087	3 529 553
Boutiques et librairies	966 325	1 024 803
Visites guidées payantes	134 512	152 049
Audioguides	25 142	26 016
Événements	177 528	182 196
Autres recettes	367 531	560 265
Recettes globales des sites, monuments et MDF	4 850 125	5 474 882

II. Retombées économiques indirectes du patrimoine		
Liées à la restauration du bâti		
CA Entreprises de travaux de restauration (données Qualibat)	56 879 768	
CA Artisans du patrimoine	249 200 960	
Chiffre d'affaires total lié à la restauration du bâti	306 080 728	
Liées au tourisme patrimonial		
Consommations des touristes patrimoniaux (données direction du Tourisme)	532 620 480	
Taxe de séjour	671 900	
Retombées économiques totales liées au tourisme patrimonial	533 292 380	
Autres retombées économiques liées à la valorisation du patrimoine		
CA Entreprises des métiers d'art	177 230	
Chiffre d'affaires lié à la valorisation du patrimoine	177 230	
Retombées économiques totales indirectes	839 550 338	

TOTAL DES RETOMBÉES ÉCONOMIQUES DANS LE PATRIMOINE	844 400 463	845 025 220
---	--------------------	--------------------

La participation de l'État pour la restauration du patrimoine (bâti et matériel) en investissement se chiffre à 20 215 456 €. En l'absence de données plus précises relatives aux autres financements publics (conseils régionaux, conseils généraux, communes), il est impossible de produire des chiffres globalisant l'ensemble des financements publics. Toutefois, compte tenu du fait que la part de l'État représente entre 30 et 50 % du financement public global, on peut estimer le montant des autres financements publics entre 40 430 912 et 47 169 397 €, ce qui représente un volume d'investissement public compris entre 60 646 368 et 67 384 853 €.

État des protections

La région Pays de la Loire représente par rapport à la France métropolitaine :

- 4,2 % du total des monuments historiques (2 026). Donnée légèrement supérieure à la moyenne nationale* (1 834 monuments par région) ;
- 3,6 % des Musées de France ;
- 7,6 % des VPAH.

Emplois

- Un emploi direct dans le patrimoine génère 13 emplois indirects et induits ;
- En moyenne, un site patrimonial de la région génère 9 emplois (directs, indirects et induits), ce qui correspond à la moyenne nationale ;
- **Les emplois du patrimoine dans les sites, MH et MDF répondants, représentent 7,6 % des emplois totaux liés au patrimoine ;**
- **Des emplois élevés dans la restauration du patrimoine bâti :** entreprises du bâtiment, architectes. Les artisans représentent 2,5 fois plus d'emplois que la moyenne nationale (1 887 emplois) ;
- Des emplois liés au tourisme légèrement inférieurs à la moyenne nationale (4 648) ;
- Des emplois dans la formation supérieurs à la moyenne nationale ;
- Un ratio de prégnance patrimoniale ** faible (1,3 %), bien inférieur à la moyenne nationale (1,8 %).

Retombées économiques

- **1 € investi dans le patrimoine génère environ 13 € de retombées économiques ;**
- Des dépenses journalières des touristes (75,51 €) supérieures à la moyenne nationale ;
- **Un CA des entreprises artisanales du bâtiment élevé ;**
- **Si on rapporte le CA global lié à la restauration du bâti au nombre de sites, MH et MDF, la dépense moyenne est de 147 000 € / site, donnée nettement supérieure à la moyenne nationale.**

Des retombées économiques et sociales dans la restauration du patrimoine très élevées, pour un nombre de sites moyen. Si l'on rapporte le CA au nombre de sites, on constate que ce dernier est largement supérieur à la moyenne nationale, alors que d'un point de vue social, il n'est que légèrement supérieur.

* La région Île-de-France concentre à elle seule 26 % des emplois totaux et des MH. Aussi, pour ne pas fausser les chiffres, la moyenne nationale pour chaque type de retombées a été évaluée sans cette région.

** Nous entendons ici par prégnance patrimoniale le nombre d'emplois patrimoniaux rapporté à la population active.

RÉGION PICARDIE

État de protection en région	
Monuments classés	698
Monuments inscrits	841
Total des monuments historiques	1 539
Musées de France	
Total des Musées de France	37
Villes et Pays d'art et d'histoire (données Dapa - Bureau de la diffusion)	5
Nombre de gestionnaires concernés par l'étude *	60
Total des "incontournables" / Total des "incontournables" répondants **	9 / 10
Total des sites concernés par l'étude ayant répondu / Total des sites concernés par	20 / 60

IMPACT SOCIAL DU PATRIMOINE

I. Les emplois directs du patrimoine	Incontournables	Total
Au sein des monuments, musées de France et sites	232	251
Au sein des administrations en charge du patrimoine		
La fonction publique territoriale (CR, CG, communes...)	708	708
La fonction publique d'État (Drac - SDAP)	54	54
Les guides du patrimoine	152	152
Nombre total d'emplois directs	1 146	1 165

II. Les emplois indirects du patrimoine	
Liés à la restauration du bâti	
Entreprises de travaux de restauration (données Qualibat)	176
Artisans du patrimoine	1 292
Architectes du patrimoine	10
Emplois totaux liés à la restauration du bâti	1 478
Autres emplois liés à la restauration	
Restaurateurs	non renseigné
Laboratoires et ateliers de restauration en biens culturels	15
Autres emplois totaux liés à la restauration	15
Liés au tourisme patrimonial	
Emplois touristiques patrimoniaux (données Insee)	1 859
Emplois totaux liés au tourisme patrimonial	1 859
Autres emplois liés à la valorisation du patrimoine	
Formation	58
Recherche	212
Métiers d'art	1 160
Expertise	1
Autres emplois liés à la valorisation du patrimoine	1 431
Nombre total d'emplois indirects	4 783

Les emplois induits du patrimoine (I + II) X 0,6	Incontournables	Total
Les emplois induits du patrimoine	35 568	3 568

TOTAL DES EMPLOIS DANS LE PATRIMOINE	41 496	9 515
---	---------------	--------------

* Site protégé, monument historique, Musée de France, ouvert au public au moins 40 jours par an, faisant l'objet d'une billetterie ou inscrit sur une visite guidée payante, et visite de ville payante VPAH.

** Il a été effectué un choix parmi les sites retenus des 10 monuments, MDF les plus fréquentés en région. Ces derniers représentant en moyenne 80 % des retombées économiques et sociales du patrimoine.

Source : État de protection en région. Statistiques de la culture, chiffres clés, édition 2008, ministère de la Culture et de la Communication, département des Études, de la Prospective et des Statistiques, La Documentation française.

IMPACT ÉCONOMIQUE DU PATRIMOINE

I. Retombées économiques directes du patrimoine	Incontournables	Total
Recettes liées à l'exploitation du patrimoine		
Billetteries	4 320 501	4 367 865
Boutiques et librairies	1 197 365	1 206 997
Visites guidées payantes	158 817	259 160
Audioguides	11 000	11 000
Événements	1 869 534	1 873 539
Autres recettes	1 086 241	1 094 946
Recettes globales des sites, monuments et MDF	8 643 458	8 813 507

II. Retombées économiques indirectes du patrimoine		
Liées à la restauration du bâti		
CA Entreprises de travaux de restauration (données Qualibat)	26 919 133	
CA Artisans du patrimoine	77 054 880	
Chiffre d'affaires total lié à la restauration du bâti	103 974 013	
Liées au tourisme patrimonial		
Consommations des touristes patrimoniaux (données direction du Tourisme)	141 450 000	
Taxe de séjour	88 354	
Retombées économiques totales liées au tourisme patrimonial	141 538 354	
Autres retombées économiques liées à la valorisation du patrimoine		
CA Entreprises des métiers d'art	93 239	
Chiffre d'affaires lié à la valorisation du patrimoine	93 239	
Retombées économiques totales indirectes	245 605 606	

TOTAL DES RETOMBÉES ÉCONOMIQUES DANS LE PATRIMOINE	254 249 064	254 419 113
---	--------------------	--------------------

La participation de l'État pour la restauration du patrimoine (bâti et matériel) en investissement se chiffre à 12 392 439 €. En l'absence de données plus précises relatives aux autres financements publics (conseils régionaux, conseils généraux, communes), il est impossible de produire des chiffres globalisant l'ensemble des financements publics. Toutefois, compte tenu du fait que la part de l'État représente entre 30 et 50 % du financement public global, on peut estimer le montant des autres financements publics entre 24 784 878 et 28 915 691 €, ce qui représente un volume d'investissement public compris entre 37 177 317 et 41 308 130 €.

1 État des protections

La Picardie représente par rapport à la France métropolitaine :

- 4 % du total des monuments historiques (1 564). Donnée légèrement inférieure à la moyenne nationale* (1 834 monuments par région) ;
- 3,5 % des Musées de France ;
- 3,8 % des VPAH.

2 Emplois

- **1 emploi direct dans le patrimoine génère 8 emplois indirects et induits ;**
- **En moyenne, un site patrimonial de la région Picardie génère 6 emplois (directs, indirects et induits), ce qui paraît nettement inférieur à la moyenne nationale ;**
- **Les emplois du patrimoine dans les sites, MH et MDF répondants, représentent 12,27 % des emplois totaux liés au patrimoine ;**
- Globalement, des emplois inférieurs à la moyenne nationale (8 641 emplois) ;
- **Un nombre important d'emplois dans la recherche**, nettement supérieur à la moyenne nationale (125 emplois).

3 Retombées économiques

- **1 € investi dans le patrimoine génère environ 6 € de retombées économiques ;**
- Des dépenses journalières des touristes de 63 €, inférieures à la moyenne nationale (73 €) ;
- Globalement des retombées économiques liées au patrimoine inférieures à la moyenne nationale (828 millions d'euros), à l'exception du **CA des entreprises de restauration, légèrement supérieur à la moyenne nationale** (25 millions d'euros) ;
- **Si on rapporte le CA global lié à la restauration du bâti au nombre de sites, MH et MDF, la dépense moyenne est de 65 000 € par site, donnée nettement inférieure à la moyenne nationale.**

* La région Île-de-France concentre à elle seule 26 % des emplois totaux et des MH. Aussi, pour ne pas fausser les chiffres, la moyenne nationale pour chaque type de retombées a été évaluée sans cette région.

RÉGION POITOU-CHARENTES

État de protection en région	
Monuments classés	767
Monuments inscrits	1 356
Total des monuments historiques	2 123
Musées de France	
Total des Musées de France	43
Villes et Pays d'art et d'histoire (données Dapa - Bureau de la diffusion)	7
Nombre de gestionnaires concernés par l'étude *	178
Total des "incontournables" / Total des "incontournables" répondants **	10 / 10
Total des sites concernés par l'étude ayant répondu / Total des sites concernés par l'étude	41 / 178

IMPACT SOCIAL DU PATRIMOINE

I. Les emplois directs du patrimoine	Incontournables	Total
Au sein des monuments, musées de France et sites	123	246
Au sein des administrations en charge du patrimoine		
La fonction publique territoriale (CR, CG, communes...)	661	661
La fonction publique d'État (Drac - SDAP)	53	53
Les guides du patrimoine	28	28
Nombre total d'emplois directs	865	988

II. Les emplois indirects du patrimoine	
Liés à la restauration du bâti	
Entreprises de travaux de restauration (données Qualibat)	251
Artisans du patrimoine	1 733
Architectes du patrimoine	26
Emplois totaux liés à la restauration du bâti	2 010
Autres emplois liés à la restauration	
Restaureurs	non renseigné
Laboratoires et ateliers de restauration en biens culturels	2
Autres emplois totaux liés à la restauration	2
Liés au tourisme patrimonial	
Emplois touristiques patrimoniaux (données Insee)	2 842
Emplois totaux liés au tourisme patrimonial	2 842
Autres emplois liés à la valorisation du patrimoine	
Formation	90
Recherche	187
Métiers d'art	1 490
Expertise	1
Autres emplois liés à la valorisation du patrimoine	1 768
Nombre total d'emplois indirects	6 623

III. Les emplois induits du patrimoine (I + II) X 0,6	Incontournables	Total
Emplois induits du patrimoine	4 493	4 566

TOTAL DES EMPLOIS DANS LE PATRIMOINE	11 980	12 177
---	---------------	---------------

* Site protégé, monument historique, Musée de France, ouvert au public au moins 40 jours par an, faisant l'objet d'une billetterie ou inscrit sur une visite guidée payante, et visite de ville payante VPAH.

** Il a été effectué un choix parmi les sites retenus des 10 monuments, MDF les plus fréquentés en région. Ces derniers représentant en moyenne 80 % des retombées économiques et sociales du patrimoine.

Source : État de protection en région. Statistiques de la culture, chiffres clés, édition 2008, ministère de la Culture et de la Communication, département des Études, de la Prospective et des Statistiques, La Documentation française.

IMPACT ÉCONOMIQUE DU PATRIMOINE

I. Retombées économiques directes du patrimoine	Incontournables	Total
Recettes liées à l'exploitation du patrimoine		
Billetteries	1 733 591	2 803 644
Boutiques et librairies	360 598	1 214 550
Visites guidées payantes	726 029	1 362 683
Audioguides	4 824	4 960
Évènements	5 600	140 083
Autres recettes	940 574	1 021 560
Recettes globales des sites, monuments et MDF	3 771 216	6 547 480

II. Retombées économiques indirectes du patrimoine		
Liées à la restauration du bâti		
CA Entreprises de travaux de restauration (données Qualibat)	24 247 136	
CA Artisans du patrimoine	113 592 640	
Chiffre d'affaires total lié à la restauration du bâti	137 839 776	
Liées au tourisme patrimonial		
Consommations des touristes patrimoniaux (données direction du Tourisme)	374 137 956	
Taxe de séjour	572 138	
Retombées économiques totales liées au tourisme patrimonial	374 710 094	
Autres retombées économiques liées à la valorisation du patrimoine		
CA Entreprises des métiers d'art	119 816	
Chiffre d'affaires lié à la valorisation du patrimoine	119 816	
Retombées économiques totales indirectes	512 669 685	

TOTAL DES RETOMBÉES ÉCONOMIQUES DANS LE PATRIMOINE	516 440 901	519 217 165
---	--------------------	--------------------

La participation de l'État pour la restauration du patrimoine (bâti et matériel) en investissement se chiffre à 7 484 72 €. En l'absence de données plus précises relatives aux autres financements publics (conseils régionaux, conseils généraux, communes), il est impossible de produire des chiffres globalisant l'ensemble des financements publics. Toutefois, compte tenu du fait que la part de l'État représente entre 30 et 50 % du financement public global, on peut estimer le montant des autres financements publics entre 14 969 446 et 17 464 354 €, ce qui représente un volume d'investissement public compris entre 22 454 169 et 24 949 077€.

1 État des protections

La région Poitou-Charentes représente par rapport à la France métropolitaine :

- 5,5 % du total des monuments historiques (2 132). Donnée supérieure à la moyenne nationale* (1 834 monuments par région) ;
- 4,1 % des Musées de France ;
- 5,3 % des VPAH.

2 Emplois

- 1 emploi direct dans le patrimoine génère 12 emplois indirects et induits ;
- **En moyenne, un site patrimonial de la région Poitou-Charentes génère 6 emplois (directs, indirects et induits), ce qui paraît nettement inférieur à la moyenne nationale ;**
- **Les emplois du patrimoine dans les sites, MH et MDF répondants représentent 8,11 % des emplois totaux liés au patrimoine ;**
- Des emplois **dans les entreprises de restauration du patrimoine supérieurs** à la moyenne nationale (247 emplois) ;
- Des emplois touristiques faibles, inférieurs à la moyenne nationale (4 648 emplois) ;
- Des emplois **dans la recherche supérieurs à la moyenne nationale** (125 emplois) ;
- Un ratio de prégnance patrimoniale ** égal à la moyenne.

3 Retombées économiques

- 1 € investi dans le patrimoine génère entre 21 et 23 € de retombées économiques ;
- Des dépenses journalières des touristes de 64 €, inférieures à la moyenne nationale de 73 € ;
- Des retombées économiques, inférieures à la moyenne nationale, même pour les entreprises de restauration du patrimoine, disposant pourtant d'emplois supérieurs à la moyenne ;
- **Si on rapporte le CA global lié à la restauration du bâti au nombre de sites, MH et MDF, la dépense moyenne est de 64 000 € par site, donnée nettement inférieure à la moyenne nationale.**

Les retombées sociales liées à la restauration du patrimoine sont supérieures à la moyenne nationale alors que le CA lié à la restauration est inférieur à la moyenne.

* La région Île-de-France concentre à elle seule 26 % des emplois totaux et des MH. Aussi, pour ne pas fausser les chiffres, la moyenne nationale pour chaque type de retombées a été évaluée sans cette région.

** Nous entendons ici par prégnance patrimoniale le nombre d'emplois patrimoniaux rapporté à la population active.

RÉGION PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

État de protection en région	
Monuments classés	868
Monuments inscrits	1 276
Total des monuments historiques	2 144
Musées de France	
Total des Musées de France	118
Villes et Pays d'art et d'histoire (données Dapa - Bureau de la diffusion)	7
Nombre de gestionnaires concernés par l'étude *	702
Total des "incontournables" / Total des "incontournables" répondants **	9 / 10
Total des sites concernés par l'étude ayant répondu / Total des sites concernés par l'étude	570 / 707

IMPACT SOCIAL DU PATRIMOINE

I. Les emplois directs du patrimoine	Incontournables	Total
Au sein des monuments, musées de France et sites	95	462
Au sein des administrations en charge du patrimoine		
La fonction publique territoriale (CR, CG, communes...)	2 208	2 208
La fonction publique d'État (Drac - SDAP)	90	90
Les guides du patrimoine	465	465
Nombre total d'emplois directs	2 858	3 225

II. Les emplois indirects du patrimoine	
Liés à la restauration du bâti	
Entreprises de travaux de restauration (données Qualibat)	368
Artisans du patrimoine	4 833
Architectes du patrimoine	49
Emplois totaux liés à la restauration du bâti	5 250
Autres emplois liés à la restauration	
Restaurateurs	non renseigné
Laboratoires et ateliers de restauration en biens culturels	152
Autres emplois totaux liés à la restauration	152
Liés au tourisme patrimonial	
Emplois touristiques patrimoniaux (données Insee)	28 352
Emplois totaux liés au tourisme patrimonial	28 352
Autres emplois liés à la valorisation du patrimoine	
Formation	223
Recherche	259
Métiers d'art	5 315
Expertise	27
Autres emplois liés à la valorisation du patrimoine	5 824
Nombre total d'emplois indirects	39 578

III. Les emplois induits du patrimoine (I + II) X 0,6	Incontournables	Total
Emplois induits du patrimoine	25 462	25 682

TOTAL DES EMPLOIS DANS LE PATRIMOINE	67 898	68 485
---	---------------	---------------

* Site protégé, monument historique, Musée de France, ouvert au public au moins 40 jours par an, faisant l'objet d'une billetterie ou inscrit sur une visite guidée payante, et visite de ville payante VPAH.

** Il a été effectué un choix parmi les sites retenus des 10 monuments, MDF les plus fréquentés en région. Ces derniers représentant en moyenne 80 % des retombées économiques et sociales du patrimoine.

Source : État de protection en région. Statistiques de la culture, chiffres clés, édition 2008, ministère de la Culture et de la Communication, département des Études, de la Prospective et des Statistiques, La Documentation française.

IMPACT ÉCONOMIQUE DU PATRIMOINE

I. Retombées économiques directes du patrimoine		Incontournables	Total
Recettes liées à l'exploitation du patrimoine			
Billetteries		7 672 324	13 600 000
Boutiques et librairies		1 700 279	2 100 000
Visites guidées payantes		1 018 214	1 200 000
Audioguides			
Évènements		816 686	1 200 000
Autres recettes		884 042	1 000 000
Recettes globales des sites, monuments et MDF		12 091 545	19 100 000

II. Retombées économiques indirectes du patrimoine			
Liées à la restauration du bâti			
CA Entreprises de travaux de restauration (données Qualibat)		43 732 302	
CA Artisans du patrimoine		296 746 560	
Chiffre d'affaires total lié à la restauration du bâti		340 478 862	
Liées au tourisme patrimonial			
Consommations des touristes patrimoniaux (données direction du Tourisme)		3 304 686 870	
Taxe de séjour		7 371 114	
Retombées économiques totales liées au tourisme patrimonial		3 312 057 984	
Autres retombées économiques liées à la valorisation du patrimoine			
CA Entreprises des métiers d'art		427 280	
Chiffre d'affaires lié à la valorisation du patrimoine		427 280	
Retombées économiques totales indirectes		3 652 964 126	

TOTAL DES RETOMBÉES ÉCONOMIQUES DANS LE PATRIMOINE	3 665 055 671	3 672 064 126
---	----------------------	----------------------

La participation de l'État pour la restauration du patrimoine (bâti et matériel) en investissement se chiffre à 14 173 055 €. En l'absence de données plus précises relatives aux autres financements publics (conseils régionaux, conseils généraux, communes), il est impossible de produire des chiffres globalisant l'ensemble des financements publics. Toutefois, compte tenu du fait que la part de l'État représente entre 30 et 50 % du financement public global, on peut estimer le montant des autres financements publics entre 28 346 110 et 33 070 462 €, ce qui représente un volume d'investissement public compris entre 42 519 165 et 47 243 517 €.

1 État des protections

La région Paca représente par rapport à la France métropolitaine :

- 5,6 % du total des monuments historiques (2 156). Donnée supérieure à la moyenne nationale* (1 834 monuments par région) ;
- 11,22 % des Musées de France ;
- 5,3 % des VPAH.

2 Emplois

- 1 emploi direct dans le patrimoine de la région Paca génère 21 emplois indirects et induits ;
- En moyenne, un site patrimonial génère 30 emplois (directs, indirects et induits), ce qui paraît nettement supérieur à la moyenne nationale ;
- Les emplois du patrimoine dans les sites, MH et MDF répondants, représentent 4,7 % des emplois totaux liés au patrimoine ;
- **Une motivation patrimoniale des touristes élevée.** 27 % des touristes viennent en région pour visiter des sites patrimoniaux (contre une moyenne nationale de 15 %) ;
- Globalement **des emplois supérieurs à la moyenne** nationale notamment pour :
 - **les emplois des entreprises artisanales du bâtiment et les architectes** (2,5 fois supérieurs à la moyenne nationale) ;
 - **la recherche**, notamment en restauration de biens culturels, regroupant 28 % de l'emploi total national ;
 - Des emplois touristiques extrêmement élevés : **ils concentrent 17 % de l'emploi total.**
- **Un ratio de prégnance** patrimoniale élevé.** C'est le plus fort de France avec la Corse.

3 Retombées économiques

- 1 € investi dans le patrimoine génère entre 78 et 86 € de retombées économiques ;
- Le CA des artisans deux fois plus élevé que la moyenne nationale (145 millions d'euros) ;
- **Si on rapporte le CA global lié à la restauration du bâti au nombre de sites, MH et MDF, la dépense moyenne est de 150 000 € par site, donnée nettement supérieure à la moyenne nationale ;**
- Des dépenses journalières des touristes de 74 €, légèrement supérieures à la moyenne nationale de 73 € ;
- **Des retombées économiques liées au tourisme les plus élevées de France :** concentrant 21 % des retombées économiques nationales. À noter notamment des taxes de séjour 7 fois plus élevées que la moyenne nationale.

Si l'on rapporte les retombées sociales et économiques au nombre de sites, on peut constater que ces retombées sont nettement supérieures à la moyenne nationale et particulièrement dans la restauration du bâti.

* La région Île-de-France concentre à elle seule 26 % des emplois totaux et des MH. Aussi, pour ne pas fausser les chiffres, la moyenne nationale pour chaque type de retombées a été évaluée sans cette région.

** Nous entendons ici par prégnance patrimoniale le nombre d'emplois patrimoniaux rapporté à la population active.

RÉGION RHÔNE-ALPES

État de protection en région	
Monuments classés	800
Monuments inscrits	1 585
Total des monuments historiques	2 385
Musées de France	
Total des Musées de France	106
Villes et Pays d'art et d'histoire (données Dapa - Bureau de la diffusion)	10
Nombre de gestionnaires concernés par l'étude *	371
Total des "incontournables" / Total des "incontournables" répondants **	10 / 10
Total des sites concernés par l'étude ayant répondu / Total des sites concernés par l'étude	72 / 370

IMPACT SOCIAL DU PATRIMOINE

I. Les emplois directs du patrimoine	Incontournables	Total
Au sein des monuments, musées de France et sites	394	679
Au sein des administrations en charge du patrimoine		
La fonction publique territoriale (CR, CG, communes...)	2 212	2 212
La fonction publique d'État (Drac - SDAP)	76	76
Les guides du patrimoine	231	231
Nombre total d'emplois directs	2 913	3 198

II. Les emplois indirects du patrimoine	
Liés à la restauration du bâti	
Entreprises de travaux de restauration (données Qualibat)	293
Artisans du patrimoine	5 572
Architectes du patrimoine	36
Emplois totaux liés à la restauration du bâti	5 901
Autres emplois liés à la restauration	
Restaureurs	non renseigné
Laboratoires et ateliers de restauration en biens culturels	35
Autres emplois totaux liés à la restauration	35
Liés au tourisme patrimonial	
Emplois touristiques patrimoniaux (données Insee)	7 680
Emplois totaux liés au tourisme patrimonial	7 680
Autres emplois liés à la valorisation du patrimoine	
Formation	367
Recherche	282
Métiers d'art	4 807
Expertise	21
Autres emplois liés à la valorisation du patrimoine	5 477
Nombre total d'emplois indirects	19 093

III. Les emplois induits du patrimoine (I + II) X 0,6	Incontournables	Total
Les emplois induits du patrimoine	13 203	13 374

TOTAL DES EMPLOIS DANS LE PATRIMOINE	35 209	35 665
---	---------------	---------------

* Site protégé, monument historique, Musée de France, ouvert au public au moins 40 jours par an, faisant l'objet d'une billetterie ou inscrit sur une visite guidée payante, et visite de ville payante VPAH.

** Il a été effectué un choix parmi les sites retenus des 10 monuments, MDF les plus fréquentés en région. Ces derniers représentant en moyenne 80 % des retombées économiques et sociales du patrimoine.

Source : État de protection en région. Statistiques de la culture, chiffres clés, édition 2008, ministère de la Culture et de la Communication, département des Études, de la Prospective et des Statistiques, La Documentation française.

IMPACT ÉCONOMIQUE DU PATRIMOINE

I. Retombées économiques directes du patrimoine		Incontournables	Total
Recettes liées à l'exploitation du patrimoine			
Billetteries		2 761 159	3 459 234
Boutiques et librairies		916 646	1 290 883
Visites guidées payantes		333 346	483 728
Audioguides		11 542	11 542
Événements		732 889	813 043
Autres recettes		766 202	907 822
Recettes globales des sites, monuments et MDF		5 521 784	6 966 252

II. Retombées économiques indirectes du patrimoine	
Liées à la restauration du bâti	
CA Entreprises de travaux de restauration (données Qualibat)	28 762 081
CA Artisans du patrimoine	420 778 560
Chiffre d'affaires total lié à la restauration du bâti	449 540 641
Liées au tourisme patrimonial	
Consommations des touristes patrimoniaux (données direction du Tourisme)	813 945 083
Taxe de séjour	1 970 203
Retombées économiques totales liées au tourisme patrimonial	815 915 286
Autres retombées économiques liées à la valorisation du patrimoine	
CA Entreprises des métiers d'art	386 497
Chiffre d'affaires lié à la valorisation du patrimoine	386 497
Retombées économiques totales indirectes	1 265 842 423

TOTAL DES RETOMBÉES ÉCONOMIQUES DANS LE PATRIMOINE	1 271 364 207	1 272 808 675
---	----------------------	----------------------

La participation de l'État pour la restauration du patrimoine (bâti et matériel) en investissement se chiffre à 12 106 822 €. En l'absence de données plus précises relatives aux autres financements publics (conseils régionaux, conseils généraux, communes), il est impossible de produire des chiffres globalisant l'ensemble des financements publics. Toutefois, compte tenu du fait que la part de l'État représente entre 30 et 50 % du financement public global, on peut estimer le montant des autres financements publics entre 24 213 644 et 28 249 251 €, ce qui représente un volume d'investissement public compris entre 36 320 466 et 40 356 073 €.

1 État des protections

La région Rhône-Alpes représente par rapport à la France métropolitaine :

- 6,2 % du total des monuments historiques (2 385). Donnée supérieure à la moyenne nationale (1 834 monuments par région) ;
- 10,1 % des Musées de France ;
- 7,6 % des VPAH ;

2 Emplois

- 1 emploi direct dans le patrimoine génère 11 emplois indirects et induits ;
- En moyenne, un site patrimonial de la région Rhône-Alpes génère 14 emplois (directs, indirects et induits), ce qui paraît supérieur à la moyenne nationale ;
- Les emplois du patrimoine dans les sites, MH et MDF répondants représentent 8,9 % des emplois totaux liés au patrimoine ;
- Un nombre d'emplois généré par le patrimoine globalement élevé en région, le double de la moyenne nationale (8 641) ;
- **Un nombre élevé d'artisans, d'emplois dans les métiers d'art** : 2 fois supérieur à la moyenne nationale ;
- Une motivation patrimoniale des touristes peu élevée (8,5 % des touristes contre une moyenne nationale de 15 %) ;
- Un ratio de prégnance patrimoniale** faible, malgré un nombre d'emplois élevé.

3 Retombées économiques

- 1 € investi dans le patrimoine génère entre 32 et 35 € de retombées économiques ;
- Des dépenses journalières des touristes de 74 €, légèrement supérieures à la moyenne nationale (73 €) ;
- **Le CA des artisans 2 fois plus élevé que la moyenne nationale** de 145 millions d'euros ;
- **Si on rapporte le CA global lié à la restauration du bâti au nombre de sites, MH et MDF, la dépense moyenne est de 177 000 € par site, donnée nettement supérieure à la moyenne nationale.**

Des motivations patrimoniales peu élevées malgré un nombre de sites important en région. D'un point de vue général, les retombées du patrimoine rapportées au nombre de sites sont supérieures à la moyenne nationale.

* La région Île-de-France concentre à elle seule 26 % des emplois totaux et des MH. Aussi, pour ne pas fausser les chiffres, la moyenne nationale pour chaque type de retombées a été évaluée sans cette région.

** Nous entendons ici par prégnance patrimoniale le nombre d'emplois patrimoniaux rapporté à la population active.

GADELOUPE

État de protection en région	
Monuments classés	26
Monuments inscrits	40
Total des monuments historiques	66
Musées de France	
Total des Musées de France	6
Villes et Pays d'art et d'histoire (données Dapa - Bureau de la diffusion)	2
Nombre de gestionnaires concernés par l'étude *	10
Total des sites concernés par l'étude ayant répondu ** / Total des sites concernés par l'étude	10 / 18

IMPACT SOCIAL DU PATRIMOINE

I. Les emplois directs du patrimoine	Total
Au sein des monuments, musées de France et sites	125
Au sein des administrations en charge du patrimoine	
La fonction publique territoriale (CR, CG, communes...)	136
La fonction publique d'État (Drac - SDAP)	7
Les guides du patrimoine	3
Nombre total d'emplois directs	271

II. Les emplois indirects du patrimoine	
Liés à la restauration du bâti	
Entreprises de travaux de restauration (données Qualibat)	aucune entreprise ne dispose de la labellisation Qualibat
Artisans du patrimoine	290
Architectes du patrimoine	0
Emplois totaux liés à la restauration du bâti	290
Autres emplois liés à la restauration	
Restaurateurs	non renseigné
Laboratoires et ateliers de restauration en biens culturels	non renseigné
Autres emplois totaux liés à la restauration	non renseigné
Liés au tourisme patrimonial	
Emplois touristiques patrimoniaux (données Insee)	513
Emplois totaux liés au tourisme patrimonial	513
Autres emplois liés à la valorisation du patrimoine	
Formation	8
Recherche	non renseigné
Métiers d'art	non renseigné
Expertise	non renseigné
Autres emplois liés à la valorisation du patrimoine	8
Nombre total d'emplois indirects	811

III. Les emplois induits du patrimoine (I + II) X 0,6	Total
Emplois induits du patrimoine	649

TOTAL DES EMPLOIS DANS LE PATRIMOINE	1 731
---	--------------

* Site protégé, monument historique, Musée de France, ouvert au public au moins 40 jours par an, faisant l'objet d'une billetterie ou inscrit sur une visite guidée payante, et visite de ville payante VPAH.

** Il a été effectué un choix parmi les sites retenus des 10 monuments, MDF les plus fréquentés en région. Ces derniers représentant en moyenne 80 % des retombées économiques et sociales du patrimoine.

Source : État de protection en région. Statistiques de la culture, chiffres clés, édition 2008, ministère de la Culture et de la Communication, département des Études, de la Prospective et des Statistiques, La Documentation française.

IMPACT ÉCONOMIQUE DU PATRIMOINE

I. Retombées économiques directes du patrimoine	
Recettes liées à l'exploitation du patrimoine	
Billetteries	327 004
Boutiques et librairies	239 751
Visites guidées payantes	65 341
Audioguides	0
Événements	11 817
Autres recettes	142 400
Recettes globales des sites, monuments et MDF	786 313

II. Retombées économiques indirectes du patrimoine	
Liées à la restauration du bâti	
	aucune entreprise ne dispose de la labellisation Qualibat
CA Entreprises de travaux de restauration (données Qualibat)	Qualibat
CA Artisans du patrimoine	non renseigné
Chiffre d'affaires total lié à la restauration du bâti	0
Liées au tourisme patrimonial	
Consommations des touristes patrimoniaux (données direction du Tourisme)	35 596 446
Taxe de séjour	non renseigné
Retombées économiques totales liées au tourisme patrimonial	65 596 446
Autres retombées économiques liées à la valorisation du patrimoine	
CA Entreprises des métiers d'art	non renseigné
Chiffre d'affaires lié à la valorisation du patrimoine	non renseigné
Retombées économiques totales indirectes	65 596 446

TOTAL DES RETOMBÉES ÉCONOMIQUES DANS LE PATRIMOINE	66 382 759
---	-------------------

La participation de l'État pour la restauration du patrimoine (bâti et matériel) en investissement se chiffre à 1 101 188 €. En l'absence de données plus précises relatives aux autres financements publics (conseils régionaux, conseils généraux, communes), il est impossible de produire des chiffres globalisant l'ensemble des financements publics. Toutefois, compte tenu du fait que la part de l'État représente entre 30 et 50 % du financement public global, **on peut estimer le montant des autres financements publics entre 2 202 376 et 2 569 439 € ce qui représente un volume d'investissement public compris entre 3 303 564 et 3 670 627 €.**

1 État des protections

La Guadeloupe représente :

- 29,5 % du total des monuments historiques dans les Dom-Tom* et 0,15 % du total France ;
- 40 % des Musées de France dans les Dom-Tom* et 0,5 % du nombre total en France ;
- 1,5 % des VPAH.

2 Emplois

- Un emploi direct dans le patrimoine génère 6 emplois indirects et induits ;
- Les emplois du patrimoine dans les sites, MH et MDF répondants, représentent 16,7 % des emplois totaux liés au patrimoine. Ceci pouvant s'expliquer par un manque de données concernant les entreprises et les emplois liés à la restauration et à la conservation ;
- **En moyenne, un site patrimonial en Guadeloupe génère 25 emplois** (directs, indirects et induits). Cette donnée paraît supérieure à la moyenne nationale ;
- Le ratio de prégnance patrimoniale ** ne peut être pris en considération, le manque d'informations ne permettant pas de réaliser une analyse aussi fine.

3 Retombées économiques

- **En raison d'une politique de libre accès aux sites, MH et MDF, les retombées directes sont faibles et ne peuvent véritablement représenter l'impact direct du patrimoine ;**
- L'insuffisance d'informations liées à la restauration du patrimoine ne permet pas la comparaison avec les autres régions.

Les retombées sociales peuvent paraître faibles mais rapportées au nombre de sites, celles-ci sont nettement supérieures à la moyenne nationale.

* Hors Réunion

** Nous entendons ici par prégnance patrimoniale le nombre d'emplois patrimoniaux rapporté à la population active.

GUYANE

État de protection en région	
Monuments classés	24
Monuments inscrits	55
Total des monuments historiques	79
Musées de France	
Total des Musées de France	3
Villes et Pays d'art et d'histoire (données Dapa - Bureau de la diffusion)	1
Nombre de gestionnaires concernés par l'étude *	11
Total des sites concernés par l'étude ayant répondu ** / Total des sites concernés par l'étude	7/13

IMPACT SOCIAL DU PATRIMOINE

I. Les emplois directs du patrimoine	Total
Au sein des monuments, musées de France et sites	40
Au sein des administrations en charge du patrimoine	
La fonction publique territoriale (CR, CG, communes...)	52
La fonction publique d'État (Drac - SDAP)	6
Les guides du patrimoine	0
Nombre total d'emplois directs	98

II. Les emplois indirects du patrimoine	
Liés à la restauration du bâti	
Entreprises de travaux de restauration (données Qualibat)	aucune entreprise ne dispose de la labellisation Qualibat
Artisans du patrimoine	71
Architectes du patrimoine	0
Emplois totaux liés à la restauration du bâti	71
Autres emplois liés à la restauration	
Restaurateurs	non renseigné
Laboratoires et ateliers de restauration en biens culturels	non renseigné
Autres emplois totaux liés à la restauration	
Liés au tourisme patrimonial	
Emplois touristiques patrimoniaux (données Insee)	70
Emplois totaux liés au tourisme patrimonial	70
Autres emplois liés à la valorisation du patrimoine	
Formation	9
Recherche	non renseigné
Métiers d'art	non renseigné
Expertise	non renseigné
Autres emplois liés à la valorisation du patrimoine	9
Nombre total d'emplois indirects	150

III. Les emplois induits du patrimoine (I + II) X 0,6	Total
Les emplois induits du patrimoine	90

TOTAL DES EMPLOIS DANS LE PATRIMOINE	338
---	------------

* Site protégé, monument historique, Musée de France, ouvert au public au moins 40 jours par an, faisant l'objet d'une billetterie ou inscrit sur une visite guidée payante, et visite de ville payante VPAH.

** Il a été effectué un choix parmi les sites retenus des 10 monuments, MDF les plus fréquentés en région. Ces derniers représentant en moyenne 80 % des retombées économiques et sociales du patrimoine.

Source : État de protection en région. *Statistiques de la culture, chiffres clés*, édition 2008, ministère de la Culture et de la Communication, département des Études, de la Prospective et des Statistiques, La Documentation française.

IMPACT ÉCONOMIQUE DU PATRIMOINE

I. Retombées économiques directes du patrimoine	
Recettes liées à l'exploitation du patrimoine	
Billetteries	42 997
Boutiques et librairies	571
Visites guidées payantes	108
Audioguides	0
Évènements	0
Autres recettes	67 500
Recettes globales des sites, monuments et MDF	111 176

II. Retombées économiques indirectes du patrimoine	
Liées à la restauration du bâti	
CA Entreprises de travaux de restauration (données Qualibat)	aucune entreprise ne dispose de la labellisation Qualibat
CA Artisans du patrimoine	non renseigné
Chiffre d'affaires total lié à la restauration du bâti	
Liées au tourisme patrimonial	
Consommations des touristes patrimoniaux (données direction du Tourisme)	7 897 614
Taxe de séjour	non renseigné
Retombées économiques totales liées au tourisme patrimonial	
7 897 614	
Autres retombées économiques liées à la valorisation du patrimoine	
CA Entreprises des métiers d'art	non renseigné
Chiffre d'affaires lié à la valorisation du patrimoine	
Retombées économiques totales indirectes	
7 897 614	

TOTAL DES RETOMBÉES ÉCONOMIQUES DANS LE PATRIMOINE	8 008 790
---	------------------

La participation de l'État pour la restauration du patrimoine bâti en investissement se chiffre à **677 194 €**. En l'absence de données plus précises relatives aux autres financements publics (conseils régionaux, conseils généraux, communes), il est impossible de produire des chiffres globalisant l'ensemble des financements publics. Toutefois, compte tenu du fait que la part de l'État représente entre 30 et 50 % du financement public global, **on peut estimer le montant des autres financements publics entre 1 354 388 et 1 580 119 €, ce qui représente un volume d'investissement public compris entre 2 031 582 et 2 257 313 €.**

1 État des protections

La Guyane représente :

- 22,4 % du total des monuments historiques des Dom-Tom* et 0,18 % du total France ;
- 20 % des Musées de France des Dom-Tom* et 0,25 % du nombre total en France ;
- 0,7 % des VPAH.

2 Emplois

- **1 emploi direct dans le patrimoine génère 4 emplois indirects et induits ;**

- Les emplois du patrimoine dans les sites, MH et MDF répondants, représentent 28,9 % des emplois totaux liés au patrimoine. Ceci pouvant s'expliquer par un manque de données concernant les entreprises et les emplois liés à la restauration et à la conservation ;

- Le ratio de prégnance patrimoniale ** ne peut-être pris en considération, le manque d'informations ne permettant pas de réaliser une analyse aussi fine.

3 Retombées économiques

- En raison d'une politique de libre accès aux sites, MH et MDF, les retombées directes sont faibles et ne peuvent véritablement représenter l'impact direct du patrimoine ;

- L'insuffisance d'informations en Guyane ne permet pas la comparaison avec les autres régions.

* Hors Réunion.

** Nous entendons ici par prégnance patrimoniale le nombre d'emplois patrimoniaux rapporté à la population active.

MARTINIQUE

État de protection en région	
Monuments classés	18
Monuments inscrits	61
Total des monuments historiques	79
Musées de France	
Total des Musées de France	6
Villes et Pays d'art et d'histoire (données Dapa - Bureau de la diffusion)	1
Nombre de gestionnaires concernés par l'étude *	8
Total des sites concernés par l'étude ayant répondu ** / Total des sites concernés par l'étude	6/14

IMPACT SOCIAL DU PATRIMOINE

I. Les emplois directs du patrimoine	Total
Au sein des monuments, musées de France et sites	40
Au sein des administrations en charge du patrimoine	
La fonction publique territoriale (CR, CG, communes...)	127
La fonction publique d'État (Drac - SDAP)	17
Les guides du patrimoine	non renseigné
Nombre total d'emplois directs	184

II. Les emplois indirects du patrimoine	
Liés à la restauration du bâti	
Entreprises de travaux de restauration (données Qualibat)	aucune entreprise ne dispose de la labellisation Qualibat
Artisans du patrimoine	296
Architectes du patrimoine	2
Emplois totaux liés à la restauration du bâti	298
Autres emplois liés à la restauration	
Restaurateurs	non renseigné
Laboratoires et ateliers de restauration en biens culturels	non renseigné
Autres emplois totaux liés à la restauration	
Liés au tourisme patrimonial	
Emplois touristiques patrimoniaux (données Insee)	331
Emplois totaux liés au tourisme patrimonial	331
Autres emplois liés à la valorisation du patrimoine	
Formation	10
Recherche	non renseigné
Métiers d'art	non renseigné
Expertise	non renseigné
Autres emplois liés à la valorisation du patrimoine	10
Nombre total d'emplois indirects	640

III. Les emplois induits du patrimoine (I + II) X 0,6	Total
Emplois induits du patrimoine	494

TOTAL DES EMPLOIS DANS LE PATRIMOINE	1 318
---	--------------

* Site protégé, monument historique, Musée de France, ouvert au public au moins 40 jours par an, faisant l'objet d'une billetterie ou inscrit sur une visite guidée payante, et visite de ville payante VPAH.

** Il a été effectué un choix parmi les sites retenus des 10 monuments, MDF les plus fréquentés en région. Ces derniers représentant en moyenne 80 % des retombées économiques et sociales du patrimoine.

Source : État de protection en région. Statistiques de la culture, chiffres clés, édition 2008, ministère de la Culture et de la Communication, département des Études, de la Prospective et des Statistiques, La Documentation française.

IMPACT ÉCONOMIQUE DU PATRIMOINE

I. Retombées économiques directes du patrimoine		Total
Recettes liées à l'exploitation du patrimoine		
Billetteries		761 368
Boutiques et librairies		94 334
Visites guidées payantes		0
Audioguides		0
Événements		0
Autres recettes		13 210
Recettes globales des sites, monuments et MDF		868 912

II. Retombées économiques indirectes du patrimoine		
Liées à la restauration du bâti		
		aucune entreprise ne dispose de la labellisation Qualibat
CA Entreprises de travaux de restauration (données Qualibat)		non renseigné
CA Artisans du patrimoine		non renseigné
Chiffre d'affaires total lié à la restauration du bâti		0
Liées au tourisme patrimonial		
Consommations des touristes patrimoniaux (données direction du Tourisme)		20 919 963
Taxe de séjour		non renseigné
Retombées économiques totales liées au tourisme patrimonial		20 919 963
Autres retombées économiques liées à la valorisation du patrimoine		
CA Entreprises des métiers d'art		non renseigné
Chiffre d'affaires lié à la valorisation du patrimoine		
Retombées économiques totales indirectes		20 919 963

TOTAL DES RETOMBÉES ÉCONOMIQUES DANS LE PATRIMOINE	21 788 875
---	-------------------

La participation de l'État pour la restauration du patrimoine bâti en investissement se chiffre à **3 089 680 €**. En l'absence de données plus précises relatives aux autres financements publics (conseils régionaux, conseils généraux, communes), il est impossible de produire des chiffres globalisant l'ensemble des financements publics. Toutefois, compte tenu du fait que la part de l'État représente entre 30 et 50 % du financement public global, **on peut estimer le montant des autres financements publics entre 6 179 360 et 7 209 253 €, ce qui représente un volume d'investissement public compris entre 9 269 040 et 10 298 933 €.**

1 État des protections

La Martinique représente :

- 35,3 % du total des monuments historiques des Dom-Tom et 0,18 % du total France ;
- 40 % des Musées de France des Dom-Tom et 0,5 % du nombre total en France ;
- 0,7 % des VPAH.

2 Emplois

- **Un emploi direct dans le patrimoine génère 7 emplois indirects et induits ;**
- **En moyenne, un site patrimonial en Martinique génère 17 emplois (directs, indirects et induits). Cette donnée paraît supérieure à la moyenne nationale ;**
- Les emplois du patrimoine dans les sites, MH et MDF répondants, représentent 14 % des emplois totaux liés au patrimoine. Ceci pouvant s'expliquer par un manque de données concernant les entreprises et les emplois liés à la restauration et à la conservation ;
- Le ratio de prégnance patrimoniale ** ne peut être pris en considération, le manque d'informations ne permettant pas de réaliser une analyse aussi fine ;
- L'insuffisance d'informations ne permet pas la comparaison avec les autres régions.

3 Retombées économiques

L'insuffisance d'informations en Martinique ne permet pas la comparaison avec les autres régions, mais si on rapporte ces retombées au nombre de sites, MH et MDF, celles-ci paraissent plus importantes.

Les retombées sociales peuvent paraître faibles mais rapportées au nombre de sites, celles-ci sont nettement supérieures à la moyenne nationale.

* Hors Réunion.

** Nous entendons ici par prégnance patrimoniale le nombre d'emplois patrimoniaux rapporté à la population active.

Annexe 5 - Liste des contacts permettant l'appréciation des retombées économiques et sociales du patrimoine

DOMAINE	CONTACTS / STRUCTURES	NOMS DES CONTACTS / Entreprises
Reprise de restauration	GMH (direction nationale)	Mme CHARBONNEAU
	GMH (délégués régionaux)	Entreprise SCHERBERICH M. Louis GENESTE Entreprise BECQUET Entreprise HORY MARCAIS Entreprise JOUBREL SA Entreprise HORY CHAUVELIN Entreprise Léon NOËL Entreprise PATEU ET ROBERT Entreprise Pierre NOËL Entreprise CHEVRIN GELI Entreprise PAVY Entreprise COMTE Entreprise THH Entreprise SELE Entreprise SOCOBA Entreprise FLB Entreprise Georges LANFRY Entreprise CHARENTIER PM Entreprise SOPOREN Entreprise SMBR
	Qualibat	M. NIRIANA M. CHAPUIS
	Capeb	Mme PONSARD M. CHOUGUIAT
	Les Architectes du Patrimoine (direction nationale)	Mme DIORE Mme VILLANEAU
	Les Architectes du Patrimoine (délégués régionaux)	M. ISNER M. BOULANGER M. LARVARON M. PEYRE M. LECOCQ
		M. GENOUN M. RIGAUD M. HANNEBERT M. MIGNERAY M. PRIEUR M. DUFOIX M. DELOUIS M. FABBRI M. PAULET M. SINTIVE M. GEHIN M. RATIER M. MORELLI M. PELLE M. MORANDO DIORE M. STEFF M. PLANTINET M. SEGONNE M. FRANCOU

Tourisme

Direction du Tourisme	Mme FRANQUESTEL M. TARDIEU
Insee	M. CALZADA Mme BACAINI Mme CHEVALIER
ODIT	M. DESBOS Mme LEHALLE
ORT Alsace	M. BARON
ORT Aquitaine	M. TARIQUE
SPOT Auvergne	M. BLANC
ORT Normandie	M. MOUQUET
OR Bourgogne	M. GALLON
ORT Bretagne	M. VISCART
ORT Centre	Mme DE NARDI
ORT Champagne-Ardenne	Mme PORTET, M. LAROQUE
ORT Corse	M. BONA
ORT Franche-Comté	M. LAROCHE
ORT Guadeloupe	Mme ROC
ORT Guyane	M. MADELAINE
ORT Paris-Île de France	M. CATANA
ORT Languedoc-Roussillon	Mme DRAJKOWSKI
ORT Limousin	Mme REMBAULT
ORT Lorraine	Mme CHEVALLIER
Comité martiniquais du tourisme	M. MARQUES
ORT Midi-Pyrénées	Mme LAFONT
CRT Nord-Pas-de-Calais	M. BUTET
ORT Pays de la Loire	M. RUSSET
ORT Picardie	Mme FRANC
ORT Poitou-Charentes	M. LOUSSOUARN
ORT Paca	M. BONNEFOY, Mme SAVEUREUX
ORT Rhône-Alpes	Mme LEPOUTRE

Recherche

DMF	Mme GRANGE
Inrap	M. CAPEL
Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche	
Ministère de la Culture et de la Communication	Mme DELEGUE
Atelier Materia Viva	
Laboratoire de conservation-restauration du musée d'Aquitaine	
ICMCB	
CEAGE	
Institut de recherche sur les archéo-matériaux	
PVP - Production Ville et Patrimoine	
Laboratoire de la préhistoire récente et protohistoire de l'ouest de la France	
Laboratoire de recherche et de restauration du musée de la musique	
Laboratoire de cryptogamie, muséum d'histoire naturelle	
CRESC	
Centre d'étude du XX ^e Siècle	
HISCANT	
Centre de sociologie des représentations et des pratiques culturelles	
CIEREC	
Institut Claude Longeon	
LARHA	

Formations

Les métiers de l'histoire de l'architecture	
IERP	
Céreq	M. KALCK
École d'art d'Avignon	
INP	
École du Louvre	
ENNSIB	
École d'architecture de Normandie	
Ocim	
Archives de France	

	Université Paris IV Sorbonne	
	Université de Limoges	
	Faculté de Lettres et de Sciences Humaines, Limousin	
	Institut supérieur de la pierre	
	CFA Annexe du CFA national Unicerm	
	Centre AFPA Strasbourg	
	CFA du bâtiment Jean-Hochet	
	CFA du bâtiment Aquitaine	
	Université de Nice - Sophia-Antipolis	
	Université Marc Bloch, Strasbourg II	
	Université de Bretagne occidentale UBO	
	Institut de l'Histoire de l'Art et Archéologie	
	Centre AFPA, Chartres	
	CFA des métiers de l'art et du décor intérieur	
	Université Montpellier III	
	CFA Alsace	
	Université de Clermont II– CFA de la Chambre des Métiers	
	IESA	
	IFROA	
	CFA DU Bâtiment	
	Université de Reims	
	Université de Marne-la-Vallée	
	Lycée Chaptal	
	CFA du BTP CEFOBAT	
Métier d'art	Institut Supérieur des Métiers	Mme ELLIE
	DEPS	Mme LACROIX
	Sema	Mme HOLLE
	Confédération française des Métiers d'arts	Mme DUTRUC
	DEPS – MCC	
	Salon international du Patrimoine culturel, Paris	
Experts	CNE	
	CNES	
	SFEP	
	Compagnie d'expertise en antiquités et objets d'art	
Conservateurs-restaurateurs Industries culturelles Financements publics pour la restauration du patrimoine	FFCR	M. DELIVRE
	Insee	Mme CHEVALIER
	DEPS	M. DIETSCHÉ
	Ministère de la Culture et de la Communication	M. DELVAINQUIERRE
	CMN	Mme DELEGUE
	VPAH	Mme FERAUDY
	Drac Alsace	Mme PROT
	Drac Aquitaine	M. PIECHAUD
	Drac Auvergne	M. EYMARD
	Drac Basse-Normandie	Mme RAFLIN
	Drac Bourgogne	Mme MOUREL
	Drac Bretagne	Mme DENIS
	Drac Centre	M. DECAUX
	Drac Champagne-Ardenne	M. BLIN et Mme BAUDE (assistante)
	Drac Franche-Comté	M. MURIENNE et Mme RICARD
	Drac Guadeloupe	Mme STEFANSKI
	Drac Guyane	Mme DESMOULINS
	Drac Haute-Normandie	M. MIGEON
	Drac Île-de-France	Mme JODET
	Drac Languedoc-Roussillon	Mme SALAMA
	Drac Limousin	M. JOURDAN
	Drac Lorraine	Mme SAMUEL
	Drac Martinique	M. DESJARDIN-HAYART
	Drac Midi-Pyrénées	Mme DUFOUR
	Drac Nord–Pas-de-Calais	M. SALANIÉ
	Drac Pays de la Loire	Mme DRÉAN
	Drac Picardie	M. VILLEVIELLE
	Drac Poitou-Charentes	Mme DUCROCQ
	Drac Provence-Alpes-Côte d'Azur	Mme BROCHARD
	Drac Rhône-Alpes	M. SIMON
		Mme GRANCHAMPS

Annexe 6 - Liste des études consultées pour l'évaluation des retombées économiques et sociales du patrimoine

Méthodologie

La valorisation économique du patrimoine, **Xavier Greffe**, La Documentation française, 2003

L'impact économique et social du patrimoine en région Provence-Alpes-Côte d'Azur, Cahier n° 1, **Agence Régionale du Patrimoine Paca**, novembre 2005

Guide méthodologique pour l'analyse des impacts du patrimoine sur les territoires, Cahier n° 3, **Agence Régionale du Patrimoine Paca**, septembre 2006

L'impact économique et social du patrimoine dans le département des Bouches-du-Rhône, **Agence Régionale du Patrimoine Paca**, décembre 2007

Le tourisme patrimonial en région Provence-Alpes-Côte d'Azur ; **Agence Régionale du Patrimoine Paca**, novembre 2007

Sites, monuments protégés et Musées de France

Statistiques de la culture, chiffres clés, édition 2008, **ministère de la Culture et de la Communication, département des Études, de la Prospective et des Statistiques**, La Documentation française, 2008

Fréquentation des Musées de France, Museostat 2007, **ministère de la Culture et de la Communication, direction des Musées de France, département des Publics de l'action éducative**, juillet 2008

Rapport d'activité 2007, Réunion des musées nationaux, **RMN**, Paris, 2008

Rapport annuel 2007, Centre des monuments nationaux, **CMN**, Paris, 2008

Rapport d'audit du musée Carnavalet – Histoire de Paris, n° 05/1/02, Inspection, **Mairie de Paris**, janvier 2007

Rapport d'activité 2007, **musée d'Orsay**, 2008

Rapport d'activité 2006 et 2007, **musée du Quai-Branly**, 2007 et 2008

Rapport d'activité 2007, **musée Rodin**, 2008

Rapport d'activité du Louvre 2007, 2008

Rapport annuel d'activité 2007, **Établissement public du musée et du domaine national de Versailles**, 2008

Étude d'impact économique et socioculturel des musées du Nord-Pas-de-Calais, 2006-2007, **CRT Nord-Pas-de-Calais**, 2007

Entreprise de restauration

ARTISANS

Le patrimoine dans l'artisanat du bâtiment, **Capeb – cabinet I+C**, la lettre d'information de l'artisanat du bâtiment, juillet 2006

Le marché du patrimoine et les entreprises artisanales du bâtiment, **Capeb – cabinet I+C**, décembre 2007

Chiffres clés repères, régions, **Capeb**, données actualisées, décembre 2007

Fiches départementales, **Capeb**, juillet 2008

ARCHITECTES

Annuaire 2007/2008 des architectes du patrimoine, **École de Chaillot**

Tourisme

Le tourisme culturel, **Claude Origet du Cluzeau**, PUF, 3^e édition mise à jour, septembre 2005

DIRECTION DU TOURISME

Consommation touristique en France T2 totaux de 1997 à 2005, **direction du Tourisme**

Nuitées totales en France de 1997 à 2005, **direction du Tourisme**

Tourisme de A à Z, emplois touristiques, **direction du Tourisme**

Suivi de la demande touristique française, **TNS SOFRES**, 2007

Mémento du tourisme, **direction du Tourisme**, 2007

Mémento du tourisme, **direction du Tourisme**, 2008

Le tourisme dans l'Outre-mer français, **direction du Tourisme**, octobre 2007

L'emploi salarié dans le tourisme n° 1099 **Insee**, Insee Première, août 2006

ALSACE

*Enquête Marketing des clientèles, **ORT Alsace**, principaux résultats Alsace, été 2007*
*Étude pour l'économie du tourisme d'Alsace, Touriscore n° 9, **ORT Alsace***
*Chiffres clés, **ORT Alsace**, février 2008*

AQUITAINE

*Les chiffres clés du tourisme en Aquitaine, **ORT Aquitaine**, 2005*

AUVERGNE

*Chiffres clés sur l'année touristique n° 4, **Spot Auvergne**, 2006*
*La lettre n °39, **Insee Auvergne**, décembre 2006*
*Clientèles françaises, année 2007, **TNS SOFRES***

BOURGOGNE

*Chiffres clés du tourisme, 9^e édition, **Bourgogne tourisme**, novembre 2007*

BRETAGNE

*Le tourisme en Bretagne chiffres clés, n°12, **ORT Bretagne**, décembre 2007*
*La fréquentation touristique selon les activités secondaires pratiquées en Bretagne, Morgeat enquête tourisme 2005, **ORT Bretagne**, 2^e trimestre 2007*

CENTRE

*Les clientèles touristiques en région Centre, **BVA – CRT du Centre***
*Suivi de la demande touristique, Centre, année 2006, **TNS SOFRES***

CHAMPAGNE-ARDENNE

*Insee Flash Champagne-Ardenne n° 82, **Insee Champagne-Ardenne**, octobre 2007*

CORSE

*Chiffres clés de la demande touristique, Corse, **Observatoire du tourisme**, 2006*
*Enquête de fréquentation touristique en Corse, **Agence du tourisme de la Corse**, rapport sur la saison touristique avril-octobre 2007*

FRANCHE-COMTÉ

*Chiffres clés du tourisme en Franche-Comté, **ORT Franche-Comté**, octobre 2007*

GUADELOUPE

*Note de conjoncture n° 1, **ORT Guadeloupe**, mars 2008*

GUYANE

*Bilan touristique de l'année 2007, **CDT Guyane***
*Les flux touristiques au départ de l'aéroport de Cayenne-Rochambeau, **CDT Guyane**, 2007*

ÎLE-DE-FRANCE

*Les caractéristiques des séjours personnels au cours de l'année 2006 / **SDT TNS SOFRES***
*Hôtellerie homologuée de tourisme Île de France, nuitées touristiques, **Insee et CRT Paris-Île-de-France**, 2007*
*Résultat de l'enquête aux aéroports de Paris auprès de la clientèle étrangère, **CRT Paris-Île-de-France**, 2007*

LANGUEDOC-ROUSSILLON

*Dépenses et satisfaction de la clientèle touristique en Languedoc-Roussillon, année 2006/ **CRT Languedoc-Roussillon***
*Repères synthèse pour l'économie du Languedoc-Roussillon n° 7, **Insee et CRT Languedoc-Roussillon**, septembre 2006*
*Le tourisme : un enjeu majeur pour le Languedoc-Roussillon, **CRT Languedoc-Roussillon**, mars 2007*
*Fréquentation touristique globale, **CRT Languedoc-Roussillon**, 2007*

LIMOUSIN

Les séjours touristiques en Limousin, **ORT Limousin**, enquête de fréquentation multi-sites, 2001

Focal n° 29, **Insee Limousin**, septembre 2006

LORRAINE

Suivi de la demande touristique Lorraine, année 2005, **TNS SOFRES**

Fréquentation des principaux sites touristiques en Lorraine, **CRT Lorraine**, 2006

Les chiffres clés du tourisme en Lorraine, **CRT Lorraine**, 2007

MARTINIQUE

La fréquentation des musées, **Comité martiniquais du tourisme**, 2006

MIDI-PYRÉNÉES

Les Français en Midi-Pyrénées, **TNS SOFRES**, 2006

Note de conjoncture n° 3, août 2007, **ORT Midi-Pyrénées**

NORMANDIE

Structure de l'emploi salarié lié au tourisme en Normandie, **ORT Normandie**, 2005

Guide statistique du tourisme normand, **ORT Normandie**, 2007

NORD-PAS-DE-CALAIS

« Suivi de la demande touristique », *note de conjoncture année 2006*, Nord-Pas-de-Calais, **TNS SOFRES**

Profils n° 23, **Insee Nord-Pas-de-Calais**, juin 2007

Économie et tourisme, Indices emploi, **CRT Nord-Pas-de-Calais**, septembre 2007

Le tourisme en région Nord-Pas-de-Calais, chiffres clés, **CRT Nord-Pas-de-Calais**, 2008

PAYS DE LA LOIRE

« Poids économique du tourisme en Pays de la Loire », *Les dossiers de l'observatoire n° 32*, **ORT Pays de la Loire**, septembre 2005

Chiffres clés du tourisme en Pays de la Loire, **ORT Pays de la Loire**, 2007

« Les comportements des touristes des grands lieux de visites en Pays de la Loire », *Les dossiers de l'observatoire n° 38*, **ORT Pays de la Loire – institut G&A Links**, 2008

PICARDIE

Enquête de clientèle touristique dans trois grandes cathédrales de Picardie : Amiens, Beauvais, Laon, **CRT Picardie – IPSOS**, février 2003

L'emploi touristique salarié, les chiffres du tourisme en Picardie, **CRT Picardie**, 2006

POITOU-CHARENTES

L'emploi lié au tourisme en Poitou-Charentes, **Insee Poitou-Charentes**, 2001

Évaluation du poids économique du tourisme en Poitou-Charentes, **CRT Poitou-Charentes – détente consultants**, avril 2004

Mémento du tourisme, **CRT Poitou-Charentes**, 2007

PACA

La consommation touristique régionale (dépense des touristes en Paca), étude sur la clientèle touristique, **ORT Paca**, février 2005

Sud Insee l'essentiel n° 90, **CRT Provence-Alpes-Côte d'Azur**, mars 2006

RHÔNE-ALPES

« Approche de la consommation touristique, poids économique des touristes français de plus de 15 ans ayant séjourné en Rhône-Alpes », *Les cahiers de la MITRA n° 7*, **MITRA ORT Rhône-Alpes**, 2003

« Bilan de fréquentation touristique », *Les cahiers n° 28*, **ORT Rhône-Alpes – MITRA**, 2007

Recherche

Budget 2007 du ministère de la Culture et de la Communication

Métiers d'art

L'emploi dans les professions culturelles en 2005, DEPS, février 2008

Panorama des entreprises des métiers d'art en France, SEMA-DCASPL, version mise à jour février 2008

Statistiques de la culture, chiffres clés 2008, ministère de la Culture – délégation au développement – DEPS, La Documentation française, 2008

Expertise d'œuvres d'art

Répertoire officiel 2006/2007, Compagnie nationale des experts

Financements publics

Les dépenses culturelles des collectivités locales en 2002, DEPS

Budget 2007 du ministère de la Culture et de la Communication, 27 septembre 2006

Crédits MH consommés par les Drac, Bilan exécution 2007 programme 175 action 1

Crédits Monuments historiques – Dapa -ministère de la Culture et de la Communication

REMERCIEMENTS

Nous tenons à remercier très chaleureusement pour leur précieuse collaboration :

Xavier Greffe, dont les travaux ont permis la réalisation de l'étude Paca et cette enquête nationale ;

Le ministère de la Culture et de la Communication et les départements rattachés : direction de l'Architecture et du Patrimoine – la mission valorisation du patrimoine, le bureau de la diffusion et le département des Études, de la Prospective et des Statistiques - direction des Musées de France - département des publics ;

La Réunion des musées nationaux : direction des Publics - service des Affaires financières (SAF), direction du Développement culturel (DDC) et la direction Commerciale et Marketing (DCM) ;

Le Centre des monuments nationaux – direction Administrative et Financière ;

Le Cereq – département Travail et Formation ;

Et

– L'ensemble des gestionnaires, conservateurs, administrateurs, assistants(es), secrétaires de sites, monuments historiques et de Musées de France qui ont bien voulu donner de leur temps pour communiquer leurs données sociales et économiques ;

– L'ensemble des référents Drac pour l'envoi des fichiers des gestionnaires et des renseignements sur les financements alloués à la restauration du patrimoine ;

– L'ensemble des observatoires régionaux du tourisme pour la communication de leurs données touristiques.



Place Stanislas, Lorraine © Ville de Nancy

Chiffres clés du patrimoine en France

État des protections

(au 1^{er} janvier 2007, Source MCC – Dapa – DEPS³⁹ et DMF)

42 644 monuments historiques (France métropolitaine et Dom-Tom)

– 14 344 monuments classés ;

– 28 623 monuments inscrits ;

Dont 3 763 en **Île-de-France** (1 114 classés et 2 659 inscrits)

Et 365 dans les Dom-Tom⁴⁰ (90 classés et 275 inscrits)

124 VPAH, dont 89 villes et 35 pays

97 secteurs sauvegardés

1 207 MDF + annexes

dont 136 en Île-de-France (11 %) et 20 dans les Dom-Tom (1,6 %)

Près de 100 monuments nationaux, propriété de l'État – CMN

34 musées nationaux – RMN, dont 21 en Île-de-France

Sites inscrits sur la liste du Patrimoine mondial – UNESCO

Abbatiale de Saint-Savin sur Gartempe, Poitou-Charentes (1983) – Abbaye cistercienne de Fontenay, Bourgogne (1981) – Arles, monuments romains et romans, Paca (1981) – Basilique et colline de Vézelay, Bourgogne (1979) – Beffrois de Belgique et de France (1999) – Bordeaux, Port de la Lune, Aquitaine (2007) – Canal du Midi, Languedoc-Roussillon (1996) – Cathédrale d'Amiens, Picardie (1981) – Cathédrale de Bourges, Centre (1992) – Cathédrale de Chartres, Centre (1979) – Cathédrale Notre-Dame, ancienne abbaye Saint-Rémi et palais de Tau, Reims, Champagne (1991) – Centre historique d'Avignon : Palais des papes, ensemble épiscopal et pont d'Avignon, Paca (1995) – Chemins de Saint-Jacques-de-Compostelle en France, Aquitaine, Auvergne, Basse-Normandie, Bourgogne, Centre, Champagne-Ardenne, Île-de-France, Languedoc-Roussillon, Limousin, Midi-Pyrénées, Picardie, Poitou-Charentes et Paca (1998) – Fortifications de Vauban (2008) – Juridiction de Saint-Émilion, Aquitaine (1999) – Le Havre, la ville reconstruite par Auguste Perret, Haute-Normandie (2005) – Mont-Saint-Michel et sa baie, Basse-Normandie (1979) – Palais et parc de Fontainebleau, Île-de-France (1981) – Palais et parc de Versailles, Île-de-France (1979) – Paris, rives de la Seine, Île-de-France (1991) – Places Stanislas, de la Carrière et d'Alliance à Nancy, Lorraine (1983) – Pont du Gard, Languedoc-Roussillon (1985) – Provins, ville de foire médiévale, Île-de-France (2001) – Saline royale d'Arc-et-Senans, Franche-Comté (1982) – Site historique de Lyon, Rhône-Alpes (1998) – Sites préhistoriques et grottes ornées de la vallée de la Vézère, Aquitaine (1979) – Strasbourg – Grande île, Alsace (1988) – Théâtre antique et ses abords et « Arc de Triomphe » d'Orange, Paca (1981) – Val de Loire entre Sully-sur-Loire et Chalonnes, Centre – Val de Loire (2000) – Ville fortifiée historique de Carcassonne, Languedoc-Roussillon (1997).

Tourisme

– Consommation touristique en France : 117,6 milliards d'euros, dont 35 % provenant des touristes étrangers

– 82 millions de touristes étrangers en France en 2007

³⁹ Chiffres clés, édition 2008, MCC / Dapa / DEPS, La Documentation française.

⁴⁰ Guadeloupe, Guyane, Martinique et Réunion.

La direction de l'étude a été réalisée par Hervé Passamar, en lien avec Marco Marchetti, MCC – DAPA – Mission Valorisation du patrimoine ; la coordination et l'analyse des retombées sociales et économiques par Pascal Guillermin et Sarah Jeanroy – Agence Régionale du Patrimoine Paca. La réalisation du site Internet (www.impact-patrimoine.fr) et de la base de données ont été effectués par Édouard Thommeret.

Antoine Huet, Valérie Garrus, Françoise Tassy ont contribué à la relance des gestionnaires.

Agence Régionale du Patrimoine
Provence-Alpes-Côte d'Azur

Président : Philippe Joutard

Directeur : Hervé Passamar

Administration : Hélène Forgeas

Coordination, production : Pascal Guillermin

Chargée d'étude : Sarah Jeanroy

Opérations pédagogiques : Pascal Bois

Webmaster : Emmanuel Curt

Chiffres clés du patrimoine en France

État des protections

(au 1^{er} janvier 2007,
Source ministère de la Culture
et de la Communication :
DAPA – DEPS et DMF)

42 644 monuments historiques et sites protégés

(France métropolitaine et Dom-Tom)
– 14 344 monuments classés ;
– 28 623 monuments inscrits ;

124 VPAH, dont 89 villes et 35 pays

97 secteurs sauvegardés

1 207 MDF + annexes

Près de 100 monuments nationaux,
propriété de l'État (CMN)

34 musées nationaux (RMN),
dont 21 en Île-de-France

Les retombées du patrimoine en France métropolitaine

Impact social

500 000 emplois environ générés par le
patrimoine

Près de 33 000 emplois directs en France
métropolitaine dont :

- 10 457 emplois au sein des sites,
monuments historiques et MDF ;
- 21 000 fonctionnaires ;
- 1 400 guides du patrimoine (Sources Drac
répondantes).

Près de 280 000 emplois indirects dont :

- 61 900 emplois dans la restauration du
patrimoine ;
- 1 900 autres emplois dans la restauration ;
- 162 000 emplois touristiques ;
- 54 000 autres emplois (formation,
recherche, métiers d'art, expertise).

187 000 emplois induits

Impact économique

Environ 21 100 M € générés par le patrimoine

Direct : les recettes d'exploitation des sites,
MH et MDF près de 500 M €²¹ dont :

- 260 M € de recettes billetterie ;
- 92 M € de recettes générées par les
boutiques-librairies ;
- 16 M € de recettes visites guidées ;
- 2 M € de recettes pour les audioguides ;
- 12,5 M € de recettes pour l'organisation
d'événements ;
- 139 M € au titre de recettes diverses.

Indirect : 20 610 M € dont :

- 5 100 M € de CA dans la restauration
du patrimoine ;
- 15 510 M € de CA dans le tourisme ;
- 3,6 M € de CA dans les métiers d'art.

Dépenses publiques en faveur du patrimoine

- 227 M € de financement de l'État pour
la restauration (bâti et matériel) ;
- Entre 454 et 530 M € de financements des
collectivités territoriales estimés.
Soit un volume d'investissement public
compris entre 680 et 760 M €.

Les retombées du patrimoine dans les Dom-Tom Martinique, Guadeloupe et Guyane

Impact social

Près de 3 400 emplois générés par le
patrimoine

Environ 550 emplois directs dont :

- 205 emplois au sein des sites, MH et MDF ;
- 345 fonctionnaires ;
- 4 guides du patrimoine.

Près de 1 600 emplois indirects dont :

- 660 emplois dans la restauration
du patrimoine ;
- 915 emplois touristiques ;
- 30 autres emplois liés au patrimoine
(formation).

1 290 emplois induits

Impact économique

Environ 96,77 M € générés par le patrimoine

Direct : 1,8 M € de recettes d'exploitation
des sites, MH et MDF dont :

- 1,13 M € de recettes de billetterie ;
- 0,33 M € de recettes générées par les
boutiques-librairies ;
- 0,06 M € de visites guidées ;
- 0,01 M € pour l'organisation d'événements ;
- 0,22 M € au titre de recettes diverses.

Indirect : 95 M € (tourisme patrimonial)

Dépenses publiques en faveur du patrimoine

- 5 M € de financement de l'État
pour la restauration du patrimoine
(bâti et matériel) ;
- Entre 9,7 et 11,4 M € de financements
des collectivités territoriales estimés.
Soit un volume d'investissement public
compris entre 14,7 et 16,4 M €.

Ministère de la Culture et de la Communication

Direction de l'Architecture
et du Patrimoine
182, rue Saint-Honoré
75001 Paris

www.culture.gouv.fr

Agence Régionale du Patrimoine

Provence-Alpes-Côte d'Azur
Hôtel Estienne de Saint-Jean
17, rue Gaston-de-Saporta
13100 Aix-en-Provence

<http://www.patrimoine-paca.com>
contact@patrimoine-paca.com

Couv. Massimo Vitali, Place de la
République, Arles, Bouches-du-
Rhône, 2005
ARP Paca © Massimo Vitali

© copyright – Agence Régionale
du Patrimoine Provence-Alpes-Côte
d'Azur

21 Hors Corse, Languedoc-Roussillon et la Réunion